

Directora del número : Dominique Gay-Sylvestre,
Alice Brites Osorio de Oliveira et Paulo Celso da Silva

Publicado en línea el 24 de septiembre de 2018
<http://unilim.fr/trash/899>

TraHs Números especiales N°3 | 2018
Buen Vivir: balance y experiencias en los diez años
de Constitución de Ecuador





Buen Vivir : un regard décolonisé depuis le sud¹

Antonio Carlos Wolkmer

Université de La Salle (UNILASALLE)
Universidade do Extremo-sul Catarinense (UNESC)
Brésil

Docteur en Droit. Enseignant-chercheur à la Universidade de La Salle/RS et à la Universidade do Extremo-Sul Catarinense (UNESC/SC). Professeur émérite à l'Université de Santa Catarina (UFSC). Chercheur du CNPq (niveau 1A), consultant Ad Hoc du CAPES. Membre du groupe de travail « Pensée Critique du Droit » (Pensamiento Jurídico Crítico). Membre de l'Association Argentinienne de Sociologie Juridique. Professeur invité de cours de Master et Doctorat dans plusieurs Universités en Amérique Latine et en Europe (Brésil, Argentine, Pérou, Colombie, Chili, Équateur, Venezuela, Costa Rica, Porto Rico, Mexique, Espagne et Italie). Auteur de plusieurs ouvrages : *Constitucionalismo, Descolonización y Pluralismo Jurídico en América latina* ; *Teoría Crítica del Derecho desde América latina* ; *Pluralismo Jurídico* ; *Fundamentos de una Nueva Cultura del Derecho*. Cv lattes : <<http://lattes.cnpq.br/2828972498980275>>. Page web : <<http://antoniocarloswolkmer.blogspot.com.br/>>

acwolkmer@gmail.com

C'est avec une grande satisfaction et gratitude que je participe par un bref avant-propos à ce Hors-Série de la revue Internationale TraHs, dont les nombreux articles sont consacrés au thème **Buen Vivir : bilan et expériences des dix années de la Constitution de l'Équateur**.

Tout en saluant cette importante édition, il me faut garder à l'esprit le contexte dans lequel celle-ci s'est construite, à savoir une crise épistémique et de nouvelles propositions paradigmatiques, reflets des insatisfactions, impasses et incohérences de notre civilisation contemporaine et de l'espace biophysique de la nature. Une telle déstructuration de notre temps qui affecte la rationalité humaine, les patrons culturels et l'environnement lui-même, résulte des effets contre-productifs de la mondialisation et de l'effondrement du modèle déprédateur de développement capitaliste, socialement fragmentaire et moralement néfaste. On assiste à un essai d'harmonisation d'un processus économique effréné et illimité, fondé sur une dimension "productiviste-consumériste", oublieux de la préservation de la nature et de ses ressources limitées.

Dans ce scénario qui entoure le monde de la vie et de la nature, des chemins alternatifs vers une autre durabilité post-capitaliste sont recherchés ; expression de nouveaux défis socio-biocentriques, elle favorise l'adaptation et l'équilibre entre l'homme, la culture et la nature. Dans cette dimension complexe où tout est étroitement lié et interdépendant, la reconnaissance et la diffusion de valeurs ancestrales alternatives à la rationalité occidentale moderne surgissent du Sud global, dans la région Andine de l'Amérique latine, notamment en Équateur et en Bolivie et font référence à la vision communautaire de l'autogestion entre les humains et la nature. Il s'agit du principe fondamental et holistique du " Buen Vivir"² (Sumak Kawsay), conçu et pratiqué par les populations indigènes et amazoniennes. Cette conception d'une vie harmonieuse entre les êtres humains et

1 Traduction de Alice Brites Osorio de Oliveira et Dominique Gay-Sylvestre.

2 Les traductrices ont préféré garder l'expression originale espagnole dans la traduction en français telle qu'elle était utilisée par l'auteur.

l'univers, emportée par des mouvements historiques de résistance, de luttes sociales et de processus constitutifs, a fini par se matérialiser par la création de deux constitutions innovantes en Amérique latine, celle de l'Équateur en 2008 et celle de la Bolivie en 2009. Ce constitutionnalisme dit pluraliste et anti-colonial rompt avec la matrice épistémique cartésienne et euro-centrique de penser le Droit et l'Etat, en projetant une cosmovision alternative à l'universalisme colonial moderne, en introduisant des savoirs locaux autrefois réduits au silence (mondialité indigène) et une refondation communautaire des institutions politiques, en reconnaissant les besoins des cultures indigènes occultées et des identités radicalement niées face à leur propre histoire.

Dans ce contexte, la cosmovision andine du « Buen Vivir » se reconnaît comme un principe nucléaire et un nouvel horizon de décolonisation dans le cadre de processus de ruptures paradigmatiques dans les sociétés périphériques du Sud (Amérique latine et Caraïbes, Afrique et Asie).

Le référentiel épistémique apporte les potentialités partagées du savoir ancestral et cherche à construire à la fois une communauté (démocratie interculturelle) et différentes façons insurrectionnelles de penser le droit (pluralisme juridique). Naturellement, le "Buen Vivir" apparaît comme une plateforme inspiratrice propre à reformuler le cadre d'un Etat productiviste, mono-culturel et patriarcal. Il s'oriente vers un horizon post-développementaliste et instrumentalise les résistances politiques selon un modèle d'accumulation du capitalisme colonial. Ainsi, le changement épistémologique au niveau planétaire devient fondamental au regard de la dynamique de « l'humain et du non-humain » ; il encourage la citoyenneté multiculturelle à s'engager concrètement dans la préservation de « biens communs » et défendre une vie de plénitude.

Les résultats pratiques idéalisés et prévus dans les deux constitutions andines en raison de la richesse et de l'impact épistémique du « Buen Vivir », n'ont pas été obtenus malgré l'équilibre contextuel réalisé au cours de la première décennie d'existence institutionnelle et la reconnaissance qui s'en est suivie. Ce principe a été utilisé et manipulé par des gouvernements dits "progressistes" qui se le sont approprié à des fins de marketing, et l'ont vidé de sa force alternative et transformatrice.

Il n'en demeure pas moins que de telles distorsions ne minimisent ni ne discréditent aucunement le rôle de l'idéologie qui a inspiré le « Buen Vivir » comme condition démocratique à la création d'une société plus « communautaire », ni son grand pouvoir d'intégration épistémologique et politique, contribuant à la réécriture sociale et interculturelle des relations coloniales existant dans les sociétés périphériques du Sud.



El Sumak Kawsay y el Buen-Vivir

Rickard Lalander

Universidad de Södertörn
Estocolmo, Suecia

Catedrático y docente-investigador en estudios de desarrollo y ambiente. Doctor y catedrático en estudios latinoamericanos y estudios políticos y económicos, Universidad de Helsinki. Supervisor y docente del programa doctoral en estudios socioculturales, Universidad Mayor de San Simón, Cochabamba. Campos de investigación: estudios culturales, sociología crítica, democracia, desarrollo, identidad, análisis del discurso, movimientos sociales y temas ambientales. Sus publicaciones se pueden leer y bajar en: <https://sh-se.academia.edu/RickardLalander> o en: https://www.researchgate.net/profile/Rickard_Lalander

rickard.lalander@sh.se

Javier Cuestas-Caza

Facultad de Ciencias Administrativas
Escuela Politécnica Nacional
Quito, Ecuador

Docente-Investigador Departamento de Estudios Organizacionales y Desarrollo Humano. Candidato a Doctor del Programa en Desarrollo Local y Cooperación Internacional de la Universidad Politécnica de Valencia (España). Máster en Administración Pública y Política Pública del Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (México). Máster en Planificación Territorial y Gestión Ambiental de la Universidad de Barcelona (España). Áreas de investigación: Pensamiento Andino, Interculturalidad, Decolonialidad, Postdesarrollo, Estudios Críticos de la Gestión. Sus publicaciones se pueden leer y bajar en: https://www.researchgate.net/profile/Javier_Cuestas-Caza

javier.cuestas@epn.edu.ec

El interés de la academia por los términos *Sumak Kawsay* y Buen-Vivir, a partir de su inclusión en las constituciones de Ecuador y Bolivia, ha crecido enormemente en la última década. La permanente construcción y discusión teórica, ha posicionado al *Sumak Kawsay* (*Suma Qamaña* en Bolivia) y al Buen-Vivir como alternativas al desgastado discurso del desarrollo. Esta discusión teórica, en su gran mayoría, ha equiparado ambos conceptos al punto de naturalizarlos como sinónimos. Sin embargo, considerando los códigos y los significados simbólicos en cada idioma y cultura, traducir *Sumak Kawsay* como Buen-Vivir resulta ser una riesgosa simplificación. Problematizar la traducción ha puesto sobre la mesa la discusión sobre un posible extractivismo cognitivo (Simpson & Klein, 2017), como una forma de neocolonialismo a través del uso sofisticado del lenguaje (Cuestas-Caza, 2018).

Sumak Kawsay representa el ideal del proyecto social indígena, entendido como una propuesta epistémica basada en las instituciones y las formas de vida andino-amazónicas. *Sumak*, se traduce, por ejemplo, como: plena, bella, hermosa, espléndida, excelente; y *Kawsay*, como: vida, existencia, incluso como cultura (Casa de la Cultura Ecuatoriana, 2007), porque para los pueblos ancestrales amazónicos y andinos, la vida es cultura y la cultura es vida. En tal sentido, es importante entender al *Sumak Kawsay*, como un concepto que surge y existe en un contexto particular y que se encuentra en permanente

construcción, oscilando entre una re-apropiación por parte de los pueblos originarios (y del Movimiento Indígena), y entre la re-adaptación por parte de la academia.

Ahora bien, las tensiones semánticas y de traducción han sido apenas la antesala de diversos trabajos que han comenzado a problematizar otras diferencias epistemológicas, ontológicas y políticas entre ambos conceptos. Las diferencias extralingüísticas se han evidenciado en gran parte gracias a las prácticas contradictorias de Ecuador y Bolivia en materia de: a) políticas públicas neoextractivistas progresistas, b) conflictos del Estado con los pueblos indígenas por el territorio; c) y, los derechos de la naturaleza. Ecuador y Bolivia han sido laboratorios que han puesto de manifiesto la heterogeneidad del constructo del Buen-Vivir. En Ecuador, uno de los ejemplos más relevantes ha sido la experiencia de la comunidad *kichwa*-amazónica de Sarayaku, la cual para varios autores, es la cuna discursiva y empírica del Sumak Kawsay (Cubillo-Guevara & Hidalgo-Capitán, 2015; Ramírez-Cendrero, García, & Santillán, 2017).

Existe cierto consenso en identificar tres versiones del Buen-Vivir: ecosocialista-estadista, postdesarrollista-ecologista, e indígena-culturalista (Le Quang & Vercoûtère, 2013; Cubillo-Guevara, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014; Vanhulst, 2015; Villalba-Eguiluz & Etxano, 2017; Lalander & Cuestas-Caza, 2017). Cada una de estas versiones ha estado anclada a una corriente epistémica que se ha encargado de interpretar y defender su propia versión de Buen-Vivir. Además, dentro de la categoría indígena-culturalista, hay diferentes percepciones e interpretaciones asimismo entre los distintos pueblos, nacionalidades y comunidades.

La corriente postdesarrollista-ecologista ha sido la que mayor difusión ha realizado del concepto, llevándolo a la arena internacional, ya que se conecta más fácilmente a los debates de decrecimiento, justicia ambiental, aproximaciones críticas desde la ecología política, y el movimiento de transición, etcétera. Se trata de un Buen-Vivir reconceptualizado y readaptado al complejo contexto marcado por la crisis ecológica, las plétóricas desigualdades sociales y la crítica a la hegemonía capitalista. No es de sorprender que en la actualidad se esté trabajando en los *Objetivos del Buen-Vivir Global* (BVG), que, posiblemente, en un futuro cercano o lejano, podrían servir como reemplazo de la actual Agenda ODS 2030. Asimismo, esta versión postdesarrollista-ecologista del Buen-Vivir tiene la ventaja de ser, en comparación, más comunicable, comprensible y aplicable en las sociedades del Norte, es decir, es más fácil la *desindigenización* conceptual y práctica, especialmente cuando se contrasta con la interpretación indígena-culturalista, la cual incluye más referencias al cosmos y los espíritus ancestrales desde las ontologías amazónicas y andinas.

El orto y ocaso del Buen-Vivir ecuatoriano 2008-2018 (Hidalgo-Capitán & Cubillo-Guevara, 2018), ha tenido al menos tres implicaciones: a) la internacionalización del debate intelectual del Buen-Vivir como utopía postmoderna-postcapitalista en construcción; b) una revalorización de los saberes de los pueblos originarios del Abya Yala; y c) un fortalecimiento de las epistemologías del Sur (Sousa-Santos, 2011), especialmente una renovación del pensamiento crítico latinoamericano.

El reto actual para la academia que estudia el Buen-Vivir y el *Sumak Kawsay* es complejo y requiere no solo de una apertura al diálogo, sino de la deconstrucción del saber eurocéntrico y la desconexión de las relaciones de poder moderno-coloniales; el desprendimiento y desobediencia epistémica decolonial (Mignolo, 2010), se vuelve sino necesario, urgente. Además, continúa pendiente una discusión más amplia y constructiva de la relación entre Sumak Kawsay, plurinacionalidad, interculturalidad y la descolonización, más allá de la región andina.

Finalmente, el mundo puede aprender mucho de las iniciativas andinas-amazónicas y las diferentes corrientes de pensamiento deberían seguir problematizando las asignaturas pendientes en sus dimensiones más filosóficas, como, por ejemplo: ¿Qué significan realmente los conceptos de *bien común*, *bienestar*, *progreso*, *desarrollo*, *coexistencia*, etcétera, desde ángulos diferentes? ¿Qué significa *Sumak Kawsay* más allá de las fronteras de los pueblos originarios (por ejemplo, en ambientes urbanos)? ¿Se puede (o se debe)

desindigenizar el Buen-Vivir/Sumak Kawsay? ¿Puede ser realmente el Buen-Vivir una alternativa intercultural? ¿Hasta qué punto se podría considerar al Sumak Kawsay como un proyecto transmoderno? Las respuestas a éstas y otras preguntas, que se expresan en la presente publicación, permitirán enriquecer el debate con miras a la construcción, no de sociedades mejores, sino de sociedades más justas.

Referencias

- Casa de la Cultura Ecuatoriana. (2007). Shimiyukkamu. Diccionario kichwa-español. Quito: Casa de la Cultura Ecuatoriana.
- Cubillo-Guevara, A., Hidalgo-Capitán, A. (2015). El sumak kawsay genuino como fenómeno social amazónico ecuatoriano. OBETS. Revista de Ciencias Sociales, 10(2). <https://doi.org/10.14198/OBETS2015.10.2.02>
- Cubillo-Guevara, A., Hidalgo-Capitán, A., Domínguez, J. (2014). El pensamiento sobre el Buen Vivir. Entre el indigenismo, el socialismo y el posdesarrollismo. *Reforma y Democracia*, 60, 27-58.
- Cuestas-Caza, J. (2018). Sumak Kawsay is not Buen Vivir. *Alternautas*, 5(1), 51-66.
- Hidalgo-Capitán, A., & Cubillo-Guevara, A. (2018). Orto y ocaso del buen vivir en la planificación nacional del desarrollo en Ecuador (2007-2021). *América latina hoy: Revista de ciencias sociales*, 78, 37-54.
- Lalander, R., & Cuestas-Caza, J. (2017). Sumak Kawsay y Buen-Vivir en Ecuador. En A. Verdú & N. González (Eds.), *Conocimientos ancestrales y procesos de desarrollo* (pp. 30-64). Loja: Universidad Particular de Loja.
- Le Quang, M., Vercoutère, T. (2013). *Ecosocialismo y Buen Vivir. Diálogo entre dos alternativas al capitalismo*. Quito: IAEN.
- Mignolo, W. (2010). *Desobediencia epistémica. Retórica de la Modernidad, lógica de la colonialidad y gramática de la descolonialidad*. Buenos Aires: Ediciones del Signo.
- Ramírez-Cendrero, J., García, S., Santillán, A. (2017). Sumak kawsay in Ecuador: The role of communitarian economy and the experience of the rural communities in Sarayaku (Ecuadorian Amazonia). *Journal of Rural Studies*, 53, 111-121. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2017.05.018>
- Simpson, L., Klein, N. (2017). Danzar el mundo para traerlo a la vida: conversación con Leanne Simpson de Idle No More. *Tabula Rasa*, (26), 51-70. <https://doi.org/10.25058/20112742.188>
- Sousa-Santos, B. (2011). Epistemologías del Sur. *Utopía y Praxis Latinoamericana*, 16(54), 17-39.
- Vanhulst, J. (2015). El laberinto de los discursos del Buen vivir: entre Sumak Kawsay y Socialismo del siglo XXI. *Polis*, 14(40), 233-261. <https://doi.org/10.4067/S0718-65682015000100012>
- Villalba-Eguiluz, U., Etxano, I. (2017). Buen Vivir vs Development (II): The Limits of (Neo-)Extractivism. *Ecological Economics*, 138, 1-11. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2017.03.010>

Nota

La Constitution de la République de l'Équateur adoptée le 28 septembre 2008, sous la présidence de Rafael Vicente Correa Delgado, marque un tournant dans l'histoire du peuple équatorien. 10 ans se sont écoulés. *Trayectorias Humanas Trascontinentales* se devait d'être au rendez-vous pour faire le bilan de ses avancées et/ou de ses difficultés dans l'accomplissement de ses résolutions.

Dans ce numéro, des chercheurs de différentes parties de l'Amérique latine et de l'Europe ont entrepris cette tâche. Leurs différentes analyses, critiques mais toujours constructives, nous permettent d'appréhender le chemin parcouru et nous éclairent sur les obstacles qu'il faut encore surmonter. Il n'en reste pas moins que la Constitution du *Buen Vivir* équatorienne apparaît aujourd'hui comme un exemple à suivre par de nombreux autres pays.

Dominique Gay-Sylvestre
Directrice scientifique



A Constituição equatoriana de 2008 : uma nova concepção de estado e pluralismo

Milena Petters Melo

Universidade Regional de Blumenau (FURB)
Blumenau, Santa Catarina, Brasil

Doutora em Direito pela Università Degli Studi di Lecce, Itália (2004). Professora de Direito Constitucional na Universidade Regional de Blumenau (FURB). Professora Associada à Academia Brasileira de Direito Constitucional – ABDConst. Coordenadora do Núcleo de Estudos em Constitucionalismo Contemporâneo, Internacionalização e Cooperação – CONSTINTER, FURB. Coordenadora do Grupo de Estudos da ABCosnt na FURB. Professora e Coordenadora para a área lusófona do Centro Didático Euro-Americano sobre Políticas Constitucionais – CEDEUAM/UNISALENTO, Itália. Blumenau, Santa Catarina, Brasil.

mpettersmelo@gmail.com

Thiago Burckhart

Universidade Federal de Santa Catarina (UFSC)
Florianópolis, Santa Catarina, Brasil

Mestrando em Direito pela Universidade Federal de Santa Catarina (UFSC). Pesquisador do Grupo de Pesquisa em Constitucionalismo Político (UFSC). Pesquisador do Núcleo de Estudos em Constitucionalismo, Internacionalização e Cooperação, CONSTINTER-FURB. Pesquisador colaborador do CEDEUAM – Centro Didático Euro-Americano Sobre Políticas Constitucionais (FURB-Università del Salento, Itália). Florianópolis, Santa Catarina, Brasil.

thiago.burckhart@outlook.com

Nos últimos anos e décadas a América Latina passou por profundas transformações políticas que influenciaram diretamente na dinâmica constitucional. As transformações mais recentes, a partir da Constituição do Equador (2008), permite conceber o nascimento de um “novo” constitucionalismo no continente, preocupado com a sustentabilidade a democracia e remetendo-se a suas respectivas realidade plural, trazendo profundas inovações para o constitucionalismo democrático. Esse processo é enveredado pela refundação dos respectivos Estados, de modo que estes passam a ser ressignificados, ganhando novos sentidos e novos significados. Essa ressignificação vai de encontro com a forma do Estado de opulência que tem nascido na Europa contemporânea, tratando-se de um movimento contra hegemônico. Dessa forma, é perceptível que o pluralismo é um dos fundamentos desse Estado, de modo que o reconhecimento da diversidade social implica no desenho de uma nova institucionalidade, inclusiva e participativa, rompendo com uma série de padrões estabelecidos na modernidade. Nesse sentido, entende-se que o novo constitucionalismo contribuiu significativamente para o patrimônio comum do constitucionalismo democrático.

Palavras-chave: Constituição do Equador de 2008, refundação do Estado, pluralismo, novo constitucionalismo latino-americano

Au cours des dernières années et décennies, l'Amérique latine a connu de profondes transformations politiques qui ont directement influencé la dynamique constitutionnelle. Les transformations plus récentes de la Constitution de l'Équateur (2008) permettent de concevoir la naissance d'un « nouveau » constitutionnalisme sur le continent, soucieux de durabilité, de démocratie et de leur réalité plurielle respective, apportant des innovations profondes au constitutionnalisme démocratique. Ce processus est marqué par la refondation de l'État, dans la mesure où il est reconsidéré, en gagnant de nouvelles significations juridiques et politiques. Cette résignation va à l'encontre de l'état d'opulence né dans l'Europe contemporaine dans le cas d'un mouvement contre l'hégémonie. De cette manière, il est perceptible que le pluralisme est l'un des fondements de la refondation, dans la mesure où la reconnaissance de la diversité sociale implique la conception d'une nouvelle institutionnalité, inclusive et participative, en rupture avec une série de modèles établis dans la modernité. En ce sens, il est entendu que la Constitution équatorienne a largement contribué au patrimoine commun du constitutionnalisme démocratique.

Mots clés : Constitution de l'Équateur de 2008, refondation de l'État, pluralisme, nouveau constitutionnalisme latino-américain

En los últimos años y décadas, América Latina ha pasado por profundas transformaciones políticas que influenciaron directamente en la dinámica constitucional. Transformaciones más recientes, a partir de la Constitución de Ecuador (2008), permiten concebir el nacimiento de un "nuevo" constitucionalismo en el continente, preocupado por la sostenibilidad, la democracia y remitiéndose a sus respectivas realidades plurales, trayendo profundas innovaciones para el constitucionalismo democrático. Este proceso está marcado por la refundación del Estado, en la medida en que pasa a ser reconcebido, ganando nuevos sentidos jurídicos y políticos. Esta resignación va en contra de la forma del Estado de opulencia que ha nacido en la Europa contemporánea tratándose de un movimiento contra hegemónico. De este modo, es perceptible que el pluralismo es uno de los fundamentos que marcan la refundación, en la medida en que el reconocimiento de la diversidad social implica el diseño de una nueva institucionalidad, inclusiva y participativa, rompiendo con una serie de patrones establecidos en la modernidad. En ese sentido, se entiende que la Constitución ecuatoriana contribuyó significativamente al patrimonio común del constitucionalismo democrático.

Palabras-clave: Constitución del Ecuador de 2008, refundación del Estado, pluralismo, nuevo constitucionalismo latinoamericano

In recent years and decades, Latin America has gone through deep political transformations that directly influenced the constitutional dynamics. More recent transformations, from the Constitution of Ecuador (2008), allow conceiving the birth of a "new" constitutionalism in the continent, concerned about sustainability, democracy and referring to their respective plural reality, bringing profound innovations for constitutionalism democratic. This process is marked by the refoundation of the State, insofar as it becomes reconceived, gaining new legal and political meanings. This resignation goes against the form of the state of opulence that was born in contemporary Europe in the case of a movement against hegemonic. In this way, it is perceptible that pluralism is one of the foundations that mark the refoundation, to the extent that the recognition of social diversity implies the design of a new institutionality, inclusive and participatory, breaking with a series of patterns established in the modernity. In that sense, it is understood that the Ecuadorian Constitution contributed significantly to the common heritage of democratic constitutionalism.

Keywords: Equator's Constitution of 2008, refoundation of State, pluralism, new latin american constitutionalism

Introdução

Nos últimos anos e décadas a América Latina passou por profundas transformações no campo político que refletiram diretamente no desenho constitucional de seus países. O processo de abertura democrática com a queda de regimes ditatoriais nas décadas de 1970/1980 fez com que essa área geográfica se inserisse em um novo ciclo político-constitucional. Contudo, as principais inovações ocorreram nos últimos anos com as Constituições do Equador (2008) e Bolívia (2009), que foram o marco daquilo que, posteriormente, se convencionou chamar de novo constitucionalismo latino-americano.

Esse processo é enveredado pela refundação do Estado no Equador, na medida em que o país inscreveu no texto constitucional sua respectiva realidade social, abrindo o caminho para a influência da cosmovisão indígena e do pluralismo na Constituição. A refundação assenta-se em uma nova perspectiva no que tange à organização e atuação do Estado e à sua função na garantia dos direitos fundamentais. Trata-se de uma proposta que se contrapõe ao processo de depauperização do Estado que ocorre atualmente em grande parte do mundo ocidental, onde a forma Estado é substituída pela forma mercado. Buscase, nesse contexto, a garantia do Estado de bem-viver, conceito que supera a noção tradicional de Estado Social nascida na segunda metade do século XX.

No âmbito deste processo é também notável que a noção do pluralismo influenciou diretamente o processo de construção da nova constituição. Profundamente preocupada com a diversidade social, o texto constitucional reconhece a noção de Estado Plurinacional, onde supera-se a noção moderna de Estado-Nação, concebendo que no bojo de um Estado encontram-se uma pluralidade de nações e culturas distintas, exigindo uma nova atuação das políticas estatais, a partir do paradigma da interculturalidade.

Essas transformações são grandes contribuições para o patrimônio comum do constitucionalismo democrático, da mesma forma que são grandes desafios para o Equador, tanto no plano político-institucional quanto social, para colmar a distância entre o plano do dever-ser e do ser. Nesse sentido, esse artigo tem por objetivo fornecer subsídios teóricos, a partir da teoria constitucional, para a discussão sobre a refundação do Estado na América Latina tomando em consideração a noção emergente de pluralismo na Constituição do Equador. Para tanto, o artigo divide-se em três partes : I – O novo constitucionalismo latino-americano : aspectos gerais ; II – O Estado na encruzilhada : entre a opulência e a refundação ; III – O impacto do pluralismo na forma Estado.

I – O novo constitucionalismo latino-americano: aspectos gerais

A história político-constitucional latino-americana desde o seu início é marcada por ambiguidades, evoluções positivas e retrocessos significativos. Como evidencia Wolkmer (2011) após os respectivos processos de independência dos Estados na região não houve significativas rupturas de ordem social, econômica e política.

Na segunda metade do século XX, três marcos históricos influenciaram diretamente o constitucionalismo democrático contemporâneo, abrindo a estrada para a projeção internacional, tendencialmente universal, dos princípios que até então caracterizavam apenas algumas específicas áreas geopolíticas : o fim da Segunda Guerra Mundial (1945) ; a criação das ONU, em 1946 ; e a Declaração Universal dos Direitos Humanos (1948).

Esses marcos deram ensejo à afirmação universal da dignidade humana e à positivação, tanto no plano internacional como no plano constitucional dos Estados democráticos, de direitos de ordem individual, e também social e coletiva, acompanhando o desenvolvimento das heterogêneas sociedades. A partir de então, a abertura do sistema internacional de proteção dos direitos humanos e do constitucionalismo democrático a novos direitos e novos sujeitos de direitos pode ser lida como o resultado do empenho dos governos e as articulações das lutas dos movimentos sociais para dar projeção jurídica aos valores emblemáticos da revolução francesa : liberdade, igualdade e fraternidade. É nesse sentido que se consolidou, na doutrina, a teoria da evolução dos direitos em gerações ou dimensões, em consonância com a trilha traçada por Norberto Bobbio (1990).

Entretanto, nas últimas décadas do século passado, a maioria dos países latino-americanos vivia ainda sob a égide de governos ditatoriais, de base militar, que desrespeitaram direitos humanos básicos, e aprofundaram as desigualdades sociais e a violência estrutural já existentes. Naquele contexto, como resposta aos horrores vividos nos governos autoritários, a luta pelos direitos humanos e instituições democráticas ganha força e conquista a transição política, promovendo reformas e promulgando novas Constituições já nas décadas de 1980 e 1990, que marcam a passagem para Estados pautados na democratização, cidadania, pluralidade, participação social na vida política, na tolerância e na descentralização do poder. Trata-se aqui da abertura de um novo ciclo no constitucionalismo da América Latina.

Mas, é sobretudo nos últimos anos que o constitucionalismo latino-americano entra em uma nova fase, impulsionado pelas Constituições andinas : Venezuela (1999), Equador (2008), Bolívia (2009). Essas Constituições são mais amplas, detalhadas e complexas¹, e remetem a suas respectivas realidade plural, trazendo inovações interessantes para o constitucionalismo democrático, especialmente no Equador e Bolívia, com a afirmação do paradigma do bem-viver, defendido pelos povos indígenas e fundamentado no modelo comunitário, que permite a reconstrução da identidade cultural e da herança ancestral (Augustin ; Wolkmer ; Wolkmer ; 2012 : 51-69).

Nessa perspectiva, a refundação do Estado se dá sobre novas bases, que atribuem um valor fundamental à biodiversidade e à sociodiversidade, reconhecidas constitucionalmente como bens da comunidade e das coletividades e como prerrogativas para o futuro, o que representa desafios significativos e estimulantes, seja para a hermenêutica, a interpretação e aplicação das disposições constitucionais, seja para as políticas públicas e para a redefinição das relações sociais no âmbito de um novo paradigma de sustentabilidade socioambiental. Pela primeira vez na história da América Latina, uma grande inovação para a teoria constitucional, se inclui parte dos princípios da cosmovisão indígena, que concebe os recursos e a própria estrutura social como bens comuns, expressões da Pachamama (Melo, 2013 : 74-84).

Nessas Constituições também são previstas novas formas de poder popular e de *accountability social*², que empoderam também os povos e comunidades indígenas, pois, como observa Raquel Fajardo, “o povo indígena quer controle sobre suas instituições sociais, políticas e culturais” (Fajardo, 2006 : 17). Dessa forma, respondendo a essa demanda social por controle democrático do exercício do poder, nasce o *poder ciudadano* na Venezuela, o controle social na Bolívia e o quinto poder no Equador. Esses novos poderes superam a tradicional tripartição dos poderes pensada por Montesquieu³, garantindo à sociedade a possibilidade de ratificação, via referendo, dos atos praticados pela classe política, permitindo a todo cidadão ter uma participação ativa na prática política estatal.

Nesse contexto, a cidadania e a democracia passam a ser concebidas de modo amplo – naquela concepção alargada⁴ que engloba a identidade cultural, a inclusão social e a participação política – adotando novos perfis, novas maneiras não totalmente correspondentes à perspectiva moderna tradicional : superando-a, e indo ao encontro da necessidade de uma nova práxis jurídico-constitucional, preocupada com a complexidade e com a emancipação social. Nesse sentido, partindo da análise da subjetividade, cidadania

1 A Constituição da Bolívia possui 411 artigos e a Constituição do Equador possui 444 artigos.

2 Como observa Robl Filho, “estruturalmente, *accountability* significa a necessidade de uma pessoa física ou jurídica que recebeu uma atribuição ou delegação de poderes prestar informações e justificações sobre suas ações e seus resultados, podendo ser sancionada política e/ou juridicamente pelas suas atividades”. Nesse sentido, entende-se por *accountability social* o controle por parte do povo das ações de seus governantes, bem como a sua possibilidade de interferência e deslegitimação.” (Robl Filho, I. N., 2013: 35).

3 Conforme sua teoria clássica construída em: Montesquieu (1994).

4 Para aprofundamentos, consultar: (Petters Melo, M. 2010: 175-217).

e emancipação realizada por Santos (Sousa Santos, B. de, 1999), que dão ensejo à teoria dos novos movimentos sociais, pode-se afirmar que o movimento político, jurídico e social do novo constitucionalismo latino-americano preocupa-se com essa tríplice dimensão, superando a lógica da democracia essencialmente representativa e combatendo aos “excessos de regulação da modernidade” (Sousa Santos, 1999), ao mesmo tempo em que se afasta das tendências hegemônicas da ordem global⁵, abrindo-se à cooperação e solidariedade transnacional, mas afirmando a soberania em âmbitos estratégicos e fundamentais : como a soberania alimentar e energética.

É nesta perspectiva que o constitucionalismo, que segundo José Magalhães não nasceu democrático (Magalhães Quadros, 2010 : 10), evolui na América Latina e se depara com a positivação de uma série de novos direitos. As inovações são, indubitavelmente, uma profunda contribuição para o patrimônio comum do constitucionalismo democrático.

II – O Estado na encruzilhada: entre a opulência e a refundação

“La opción por la novedad requiere apostar en la novedad, esto es, mientras acontece.”
(Sousa Santos, 2010 : 19)

A Constituição do Equador é profundamente constituições concernidas com a refundação dos respectivos Estados. A fundação do Estado ocorreu logo após a conquista da independência de cada país, onde ele passou a se constituir pautados na perspectiva da colonialidade. Já a refundação significa uma nova fundação, dessa vez, pautada em uma também nova forma de organização do Estado. O Estado passa, assim, a se organizar pautado em novos princípios e em uma concepção que extrapola aquela construída ao longo da modernidade, ou seja, pode-se dizer que cada vez mais essas sociedades compreendem que o Estado é para a pessoa e não o seu contrário (Onida, 2008 : 33). Essa concepção supera a noção tradicional de que o Estado é um ente superior, abstrato e sem conexão com a realidade, e passa a entender que o Estado é formado por todas as pessoas daquela sociedade, ou seja, que o povo é o Estado.

A necessidade de se refundar o Estado provém de um sentimento político e social que busca ressignificá-lo, tendo em vista que o Estado é uma entidade que passa por uma profunda crise na contemporaneidade. Essa crise tem fulcro no processo de globalização neoliberal, que desmonta a noção tradicional de Estado, de modo a suprimi-lo ao máximo a sua capacidade de regulação política, social e econômica, bem como sua atuação na promoção do bem comum. Milton Santos observa que “fala-se, igualmente, com consistência, na morte do Estado, mas o que estamos vendo é seu fortalecimento para atender aos reclamos da finança e de outros grandes interesses internacionais em detrimento dos cuidados com a população cuja vida se torna mais difícil” (Santos, 2001 :9).

A racionalidade técnica, que hoje domina os comandos gerados por grande parte dos Estados faz com que a política enquanto gestão da vida boa seja extirpada da lógica social. A política reduziu-se às decisões que vão beneficiar ao mercado e, conseqüentemente, o lucro dos grandes empresários. Milton Santos fala de uma passagem de uma política dos Estados para a política das (ou para as) empresas⁶. Nesse contexto, a política enquanto condição humana (Arendt, 2007) é reduzida aos ditames técnicos, e em virtude disso, pode-se falar que vive-se hodiernamente num período marcado pela tirania da técnica (Santos, 2001 : 30-31)⁷. Assim,

5 Sobre a hegemonia das regras de mercado no contexto dos processos de globalização e seu impacto nefasto sobre a cidadania e os déficits social, democrático e de juridicidade e legitimidade, consultar Amirante, C. (2008).

6 Nesse mesmo sentido, para aprofundamentos sobre a situação europeia, ver: (Amirante, 2008).

7 Milton Santos afirmava que vivemos sob a influência de duas tiranias: a da informação e a do dinheiro. Ambas são interdependentes e são frutos do processos e globalização neoliberal. No

“Há um verdadeiro retrocesso quanto à noção de bem público e de solidariedade, do qual é emblemático o encolhimento das funções sociais e políticas do Estado com a ampliação da pobreza e os crescentes agravos à soberania, enquanto se amplia o papel político das empresas na regulação da vida social”. (Santos, 2001 : 19)

O sistema mundial tornou-se um sistema perverso⁸ e nessa mesma lógica encontra-se o Estado. Pensando na esfera internacional, é possível observar que inúmeras empresas são maiores que muitos Estados e ao se instalarem em determinados locais passam a ditar suas normas em vezes até mesmo por cima da Constituição. A esfera internacional e o processo de globalização do direito também seguem a mesma lógica, haja vista que o Mercado ao transcender a forma Estado passa a regulá-lo de acordo com suas benesses, implicando em uma destruição das instituições estatais e até mesmo da capacidade política, donde pode-se falar da morte da política⁹. Nesse sentido, a soberania dos Estados também vê-se completamente ameaçada¹⁰. Nesse sentido, o processo de

“[...] transnacionalização do direito estatal não está restrito ao campo económico, é aqui onde logra sua maior relevância. As políticas de ajuste estrutural cobrem de maneira participar uma enorme gama de intervenções do Estado nos âmbitos económico, comercial e social, provocando turbulências em amplos campos jurídicos e em cenários institucionais. A liberalização do comércio, a privatização das indústrias ou dos serviços, a liberalização agrícola, o desmantelamento das agências reguladoras e dos mecanismos de licenças, a desregulamentação do mercado de trabalho ou a ‘flexibilização’ da relação salarial, a redução e comercialização dos serviços sociais (tais como os mecanismos para compartilhar custos, os criterios mais estritos para a concessão de serviços sociais, a exclusão social dos grupos mais vulneráveis, as competências comerciais, entre instituições estatais como os hospitais públicos), a menor preocupação com relação aos assuntos ambientais, as reformas educativas dirigidas mais ao mercado de trabalho do que à construção da cidadania, as políticas familiares que agravam ainda mais a situação das

entanto penso que tem que se acrescentar às formas de tirania a da técnica, ou do tecnicismo, que também marca constantemente o momento em que vive-se hodiernamente. Santos, M. (2001). *Por uma outra globalização: do pensamento único à consciência universal*. Editora Record: Rio de Janeiro.

8 “[...] a perversidade deixa de se manifestar por fatos isolados, atribuídos a distorções da personalidade, para se estabelecer como um sistema. Ao nosso ver, a causa essencial da perversidade sistêmica é a instituição, por lei geral da vida social, da competitividade como regra absoluta, uma competitividade que escorre sobre todo o edifício social. O outro, seja ele empresa, instituição ou indivíduo, aparece como um obstáculo à realização dos fins de cada um e deve ser removido, por isso sendo considerado uma coisa. Decorrem daí a celebração dos egoísmos, o alastramento dos narcisismos, a banalização da guerra de todos contra todos, com a utilização de qualquer que seja o meio para obter o fim colimado, isto é, competir e, se possível, vencer. Daí a difusão, também generalizada, de outro subproduto da competitividade, isto é, a corrupção.” (Santos, 2001: 29-30).

9 Boaventura de Sousa Santos fala que: “A criação dos requisitos normativos e institucionais de operação do modelo contrado no mercado implica, portanto, numa destruição normativa e institucional tal que é possível que afete não somente as estratégias de acumulação do Estado, mas também sua hegemonia e suas estratégias de criação e de confiança” (Sousa Santos, 1998: 82), tradução nossa.

10 “Em realidade, a soberania dos países mais débeis está agora diretamente ameaçada, não tanto pelos estados mais poderosos, como costumava acontecer, mas pelas agências financeiras internacionais e outros atores transnacionais ‘privados’, tais como as ETN” (Sousa Santos, 1998: 82), tradução nossa.

mulheres e das crianças – todos estes são traços intencionais/não intencionais do ‘consenso de Washington’ e requerem frequentes mudanças jurídicas massivas. Devido a esas mudanças, tem lugar ao final de largos períodos de intervenção estatal na vida social ou económica (a pesar das diferenças consideráveis existentes ao largo do sistema mundial), a redução do Estado não pode ser tida senão através de uma ampla intervenção estatal. O Estado deve intervir. Por isso, a desregulação implica a re-regulação”.¹¹ (Sousa Santos, 1998 : 82).

Nesse sentido, o cenário mundial não se mostra positivo em termos de teoria de Estado, sobretudo porque em grande parte do mundo esta entidade está submetida aos ditames e fortes pressões exteriores¹². Desse modo nasce a necessidade de reinventar o Estado, de modo a trazê-lo para sua função de (re)regulação social. E isso foi o que a nova Constituição – ao menos teoricamente – conseguiu fazer ; ou seja, criar uma nova noção de Estado, que volta a desempenhar sua função de regulação radicada na realidade sociocultural do país, que combata o processo de globalização puramente calcado nas questões econômico-financeiras, que resgate a noção de uma política para o bem-coletivo, que resgate a própria noção de bem coletivo, de espaço público e de convivência harmônica. Nesse sentido, pode-se dizer que as novas constituições andinas nascem com uma vocação contra hegemônica, pois inovam e ressignificam a noção (perdida) do Estado.

Pensando a partir de Boaventura de Sousa Santos, a refundação do Estado se molda ao que ele chama de sociologia das ausências e sociologia das emergências. A sociologia das ausências é definida por ele como a investigação dos objetos ausentes, assim consideradas pois essas realidades aparecem como obstáculos no que tange às realidades que são consideradas importantes, tais como a científica. São, portanto, partes desqualificadas de totalidades hegemônicas que confirmam o que existe e tal como existe. São o que existe abaixo das formas irreversivelmente desqualificadas de existir (Sousa Santos, 1998 : 36-37).

“Por sociologia das ausências entendo a investigação que tem por objetivo mostrar que o que não existe é, em efeito, ativamente produzido como não-existente, ou seja, como uma alternativa não crível ao que existe. Seu objeto empírico é impossível desde o ponto de vista das ciências sociais convencionais. Trata-se de

11 Tradução nossa: “[...] transnacionalización del derecho estatal no está restringido al campo económico, es aquí donde logra su mayor relevancia. Las políticas de ajuste estructural cubren de manera particular una enorme gama de intervenciones del Estado en los ámbitos económico, comercial y social, provocando turbulencias en amplios campos jurídicos y en escenarios institucionales. La liberalización del comercio, la privatización de las industrias o de los servicios, la liberalización agrícola, el desmantelamiento de agencias reguladoras y mecanismos de licencias, la desregulación del mercado laboral o la ‘flexibilización’ de la relación salarial, la reducción y comercialización de los servicios sociales (tales como los mecanismos para compartir costos, los criterios más estrictos para el otorgamiento de provisiones sociales, la exclusión social de los grupos más vulnerables, las competencias comerciales entre instituciones estatales como los hospitales públicos), la menor preocupación por los asuntos ambientales, las reformas educativas dirigidas a entrenamientos laborales más que a la construcción de ciudadanía, las políticas familiares que agravan aún más la condición de las mujeres y los niños - todos estos son rasgos intencionales/no intencionales del ‘consenso de Washington’ y requieren a menudo cambios jurídicos masivos. Debido a que estos cambios tienen lugar al final de largos períodos de intervención estatal en la vida social o económica (a pesar de las diferencias considerables existentes a lo largo del sistema mundial), la reducción del Estado no puede ser obtenida sino a través de una amplia intervención estatal. El Estado debe intervenir con el fin de no intervenir. Por eso, la desregulación implica re-regulación”. No entanto, essa situação também fez nascer diversos movimentos sociais a nível planetário, o que permite se falar de uma cidadania cosmopolita, para aprofundamentos, ver: Vieira (2001).

12 Cfe. Castells, 1999: 07.

transformar objetos impossíveis em objetos possíveis, objetos ausentes em objetos presentes. A não-existência é produzida sempre que uma certa entidade é desqualificada, considerada invisível, não inteligível ou descartável. Não há, por isso, uma só maneira de produzir ausência, mas várias. O que as une é uma mesma racionalidade monocultural. Distingo cinco modos de produção de ausência e não-existência : o ignorante, o atrasado, o inferior, o local ou particular e o improdutivo ou estéril. (Sousa Santos, 1998 : 37).¹³

Já a sociología das emergencias “consiste em substituir o vazio do futuro segundo o tempo linear (um vazio que tanto é tudo como nada)”, e substituir esse vazio “por um futuro de possibilidades plurais e concretas, simultaneamente utópicas e realistas, que se constroem no presente a partir das atividades de cuidado” (Sousa Santos, 1998 : 40). A refundação do Estado pode ser entendida como parte dessa teoria. Ela nasce como ausência a partir do momento que grupos sociais percebem sua condição de exclusão do contexto político desses países, e se projeta como emergência na medida em que se coloca como uma nova possibilidade de construir a sociedade, com fulcro em novas práticas e novos saberes.

Essa reinvenção abre espaço para a consolidação de uma prática política democrática que caminha em direção a sua consolidação enquanto modelo de convivência. Trata-se de uma inovação que tem por objetivo emergir enquanto uma solução política às práticas consolidadas no contexto hegemônico. Em virtude disso, esses Estados se colocam claramente contrários à lógica do neoliberalismo (Sousa Santos, B., 1998 :61), que produz uma nova forma de colonização, dessa vez econômica, e propõe construir uma nova ordem¹⁴.

A refundação ocorre também em virtude de diversos povos terem sofrido com outras formas de Estado na modernidade :

“Quando os movimentos indígenas, no continente latino-americano e no mundo, levantam a bandeira da refundação do Estado, fazem-no por terem sofrido historicamente – e por seguir sofrendo hodiernamente – as consequências de todas as características [...] do Estado moderno em muitas de suas metamorfoses (no continente, em especial, no Estado colonial, no Estado liberal, no Estado desenvolvimentista, o Estado burocrático e o Estado de mercado”. (Sousa Santos, 1998 : 70).¹⁵

13 Tradução nossa: “Por sociología de las ausencias entiendo la investigación que tiene como objetivo mostrar que lo que no existe es, de hecho, activamente producido como no-existente, o sea, como una alternativa no creíble a lo que existe. Su objeto empírico es imposible desde el punto de vista de las ciencias sociales convencionales. Se trata de transformar objetos imposibles en objetos posibles, objetos ausentes en objetos presentes. La no-existencia es producida siempre que una cierta entidad es descalificada, considerada invisible, no-inteligible o desechable. No hay por eso una sola manera de producir ausencia, sino varias. Lo que las une es una misma racionalidad monocultural. Distingo cinco modos de producción de ausencia o no-existencia: el ignorante, el retrasado, el inferior, el local o particular y el improdutivo o estéril”.

14 Muitos se referem a essa nova ordem como sendo um novo socialismo, o chamado Socialismo do século XXI, que supera os modelos de (pseudo)socialismo que existiram no século XX. No entanto, em termos de dogmática constitucional, não há menção alguma em ambas as Constituições (Equador e Bolívia) a uma dita forma de organização socialista (ou marxista) nestes países. Fala-se na construção de um novo Estado, com bases diferentes daquelas historicamente construídas. A Constituição da Venezuela de 1999, entretanto, se apoia em pilares do dito bolivarianismo, mas confundir o bolivarianismo com o socialismo é um erro conceitual. O que se pode afirmar, pensando nesse sentido, é a construção de um Estado com caráter contra hegemônico.

15 Tradução nossa: “Cuando los movimientos indígenas, en el continente latinoamericano y en el mundo levantan la bandera de la refundación del Estado, lo hacen por haber sufrido históricamente – y por seguir sufriendo hoy en día – las consecuencias de todas las características [...] del Estado

Nesse mesmo sentido, Boaventura alerta para sete dificuldades principais no contexto da refundação do Estado na América Latina. A primeira delas diz respeito ao fato de que não é fácil transformar radicalmente uma instituição que, em sua forma moderna, tem mais de trezentos anos, de modo que refundar o Estado não significa elimina-lo, ao contrário, pressupõe reconhecer nele capacidades de engenharia social que justificam a tarefa política de refundação ; a segunda se refere ao fato de que a larga duração histórica do Estado moderno faz com que ainda esteja presente na sociedade muito mais do que sua institucionalidade, e desse modo a luta pela refundação do Estado não é uma luta política em sentido estrito, mas uma luta por símbolos, mentalidades, hábitos e subjetividades, sendo uma luta por uma nova hegemonia.

A terceira dificuldade diz respeito ao fato de que essa luta não pode ser levada a diante somente pelos grupos sociais mais oprimidos, mas é necessário dialogar com todos grupos e classes sociais mais amplas. A quarta dificuldade afirma que a refundação do Estado é mais que uma demanda civilizatória e exige o diálogo intercultural que mobilize diferentes universos culturais e distintos conceitos de tempo e de espaço. A quinta dificuldade diz que a refundação do Estado não implica mudar somente sua estrutura política, institucional e organizacional, mas requer a mudança nas relações sociais, na cultura, e em especial, na economia (ou pelo menos as articulação e relações entre os diferentes sistemas econômicos em vigor na sociedade). A sexta dificuldade assenta no pressuposto de que a refundação deve necessariamente criar algo novo, não reproduzir aquilo que foi criado ao longo da modernidade ; e a sétima e última dificuldade diz respeito ao fato de que o fracasso da ambiciosa refundação do século passado, a dos Soviéticos, pesa fortemente na imaginação política emancipadora (Sousa Santos, 1998 : 70-71).

Acrescentamos ainda uma oitava dificuldade que é o diálogo com as instâncias econômicas internacionais, de cunho neoliberal, que governam a economia mundial. De fato, superar o neoliberalismo, suas práticas e discursos em um mundo predominantemente neoliberal será uma tarefa difícil, que exige atuação consciente das instâncias político-institucionais e governamentais.

A ambição, portanto, de construir o novo esbarra em barreiras que devem ser derrubadas e superadas. Tomar consciência dessas barreiras já é um passo adiante na refundação do Estado na América Latina¹⁶. No entanto, a ambição de construir o novo também abre espaço para que a imaginação e a vontade de lutar por direitos e por justiça se coloque como uma premissa maior, permite se entregar ao desejo de uma sociedade mais justa, democrática e igualitária.

III – O impacto do pluralismo na forma Estado

“Decidimos construir uma nova forma de convivência cidadã, na diversidade e em harmonia com a natureza, para alcançar o ‘buen vivir’, o ‘sumak kawsay’ ; uma sociedade que respeita, em todas suas dimensões, a dignidade das pessoas e as coletividades ; um país democrático, comprometido com a integração latino-americana – sonho de Bolívar e Alfaro –, a paz e a solidariedade com todos os povos da terra.”

Trecho do preâmbulo da Constituição do Equador.¹⁷

moderno en muchas de sus metamorfosis (en el continente, en especial, el Estado colonial, el Estado liberal, el Estado desarrollista, el Estado burocrático y el Estado de mercado”.

16 “Os movimentos indígenas da América Latina são conscientes das dificuldades, pois sabem que a refundação do Estado não ocorrerá enquanto permeneçam com vigor na região dos grandes sistemas de dominação e exploração: o capitalismo e o colonialismo”. (Sousa Santos, 1998: 71).

17 Tradução nossa: “Decidimos construir una nueva forma de convivencia ciudadana, en diversidad y armonía con la naturaleza, para alcanzar el buen vivir, el sumak kawsay; una sociedad que respeta, en todas sus dimensiones, la dignidade de las personas y las colectividades; un país

Pluralismo é uma categoria que pode assumir diferentes conotações. Em termos sociais, o pluralismo pode ser entendido como constatação das diversidades e diferenças que marcam indivíduos e sujeitos, seja do ponto de vista material (étnico, regional, racial¹⁸, dentre outros) como do ponto de vista imaterial (ideias, representações, signos...). Para além de uma reivindicação ou uma meta a se alcançar, o pluralismo é uma realidade, pois as sociedades são historicamente marcadas pela pluralidade e hibridismo cultural, que ocorreram sobretudo em razão dos processos de migração internacional (Dulce, 2014 : 16)¹⁹.

A pensadora Maria José Fariñas Dulce afirma que o pluralismo é a base de fundo do nosso tempo, ainda que não seja um conceito realmente novo. No entanto, ressalta a jurista, que é certo que as atuais sociedades pós-industriais estão se estruturando com base numa complexa diversidade cultural e heterogeneidade social (Dulce, 2014). Nesse sentido, são diversos os autores que também atestam o papel de importância e centralidade que a cultura assume atualmente, sendo talvez a análise mais expressiva a teoria de Alain Touraine sobre a emergência do paradigma cultural (Touraine, 1999)²⁰.

Nesse contexto, partindo do pressuposto de que o pluralismo é a base de nossas sociedades complexas, marcando a história dos países latino-americanos²¹, cabe compreender que o pluralismo deve ser gerido. Assim, ganha relevância atualmente a noção de inclusão das minorias, que são o conjunto da população que foi historicamente excluída da estética do poder e das relações políticas hegemônicas. A gestão do pluralismo deve ser uma obrigação dos Estados contemporâneos, de modo que o pluralismo deve influenciar diretamente na “forma Estado” e o modo pelo qual a política institucional vem sendo gerida.

Desse modo, constata-se que a constituição do Equador (2008) oferece grandes contribuições para a discussão sobre esses conceitos. A inclusão nesse texto constitucional da noção de Estado Plurinacional, por exemplo, supera a lógica do Estado-Nação, e se coloca como uma grandiosa contribuição para os Estados latino-americanos²². A origem do Estado plurinacional tem seu fundamento em uma crise. Esta crise, de acordo com Luis Tapia, apresenta inúmeras facetas e também um contexto histórico que é impossível negar. De fato, a recente história do Estado na América foi marcada pelas políticas de cunho neoliberal²³ - sobretudo nos anos 1990 -, de modo que o desmantelamento do Estado provocado pela aplicação dessas políticas é um dos sintomas dessa crise. A outra faceta da crise pode ser entendida como a crise de legitimidade, que pode ser lida como a crise de representação política nos partidos e na política convencional, em virtude dos escândalos

democrático, comprometido con la integración latino-americana – sueño de Bolívar y Alfaro, la paz y la solidaridad con todos los pueblos de la tierra”.

18 Em termos humanísticos e biológicos cabe ressaltar que não existem raças humanas, sendo a humanidade uma raça só. No entanto, como afirma a antropóloga Lilia Moritz Schwarcz, a noção de raça é uma construção social calcada na ideia de diferenciação. Somente neste sentido é possível se falar em “raça social”. Para aprofundamentos, ver: Schwarcz (2008).

19 María José Fariñas Dulce afirma que “[...] o pluralismo cultural não é um mito ou um ideal a ser alcançado. É uma questão existencial, que nos confronta com um problema irresolúvel de confrontos entre valores últimos”. (Dulce, 2014: 16).

20 Para aprofundamentos, ver: Hall (2012).

21 Basta analisar as abordagens que levam em consideração a mestiçagem dos povos latinos.

22 Para aprofundamentos, ver: Burckhart (2016).

23 Analisando a situação boliviana, Tapia firma:

“Poderia se dizer que a crise do Estado na Bolívia teve um várias facetas. Por um lado, há um elemento de crise fiscal. O conjunto das privatizações, desde as empresas de exploração de recursos naturais até aquelas de transformação manufatureira que eram propriedade estatal, foram feitas devido à ideia de que ditas empresas eram ineficientes e causavam um alto déficit ao Estado. Os processos de privatização não tem mostrado que as receitas do Estado tenham aumentado através dos impostos que deveriam ter crescido, supostamente devido à maior eficiência e inversão de empresas de capital privado transnacional”. (Tapia, 2007: 47).

de corrupção²⁴. Essa crise não marca somente esses dois países, mas a América Latina e o mundo de modo geral. Outra faceta da crise pode ser lida, nas palavras de Luis Tapia, como a crise de correspondência entre as reivindicações da sociedade e o sistema político.

Nesse sentido, o pluralismo assume um papel central na refundação do Estado, impulsionando o reconhecimento das inúmeras nações e epistemologias que existem neste meio. No entanto, o reconhecimento em-si exige ações por parte destes Estados no sentido de concretizar a inclusão de todos tanto na sociedade quanto na representação estatal. Assim, “a plurinacionalidade implica no fim da homogeneidade institucional do Estado” (Sousa Santos, B., 2010 : 84), de modo que a sociedade passa a figurar como partícipe e protagonista do processo de construção de uma nova identidade. O poder é algo que passa a ser compartilhado entre a população e entre as diferentes nações presentes no Estado. O Estado passa a criar órgãos de caráter plurinacional.

A partir da leitura da Constituição é possível notar diferenças características logo em seu preâmbulo. O trecho resgatado acima mostra isso claramente, ou seja, a vontade de construir um outro espaço, um outro Equador, marcado pela pluralidade, pelo reconhecimento das diferentes formas de vida. Traz em seu bojo a preocupação com a integração latino-americana, nos moldes pensados por Simón Bolívar – o libertador dos países andinos – e busca construir o sentimento de solidariedade com todos os povos da terra.

O Equador é definido como um Estado constitucional de direito e justiça, social, democrático, soberano, independente, unitário, intercultural, plurinacional e laico. Se organiza em forma de República e se governa de forma democrática. A soberania é radicada no povo, cuja vontade é o fundamento da autoridade, e se exerce através dos órgãos do poder público e das formas de participação direta previstas na Constituição. Já no artigo primeiro também se insere que os recursos naturais não renováveis do território equatoriano pertencem ao seu patrimônio inalienável, irrenunciável e imprescritível (artigo 1).

Há uma intrínseca relação presente na cosmovisão indígena que liga as pessoas aos seus antepassados. Em virtude disso o Estado equatoriano constitui-se em uma unidade geográfica e histórica de dimensões naturais, sociais e culturais, legados de seus antepassados e povos ancestrais. O território do Equador é inalienável, irredutível e inviolável, sendo que ninguém pode atentar contra sua unidade territorial e nem fomentar a secessão (artigo 4). O Equador é definido como um território de paz, de modo que não se permite estabelecer bases militares estrangeiras, nem mesmo instalações estrangeiras com propósitos militares (artigo 4).

Outro aspecto que se mostra inovador na Constituição equatoriana é a linguagem inclusiva no que de questão ao gênero. Se utiliza, por exemplo, as palavras “cidadãs e cidadãos” para referir-se ao povo equatoriano, não englobando na categoria cidadãos todas as pessoas, e ainda, colocando a palavra feminina antes da masculina. A perspectiva reflete uma linguagem inclusiva, que não procura excluir um gênero que historicamente – desde os primórdios do patriarcado - foram excluídas do debate político e jurídico. No mesmo sentido, a Constituição prevê a paridade de gênero nos órgãos do Estado, como é o caso da Corte Constitucional (art. 434).

24 “Há, também, um componente de crise de legitimidade. Na medida em que os partidos não realizam a representação ampla da sociedade civil e dos povos e culturas, e na medida em que o parlamento e o Executivo mostraram um crescente nível de corrupção e cinismo, o sistema de partidos começou a ser fortemente questionado até finais do século XX, e desde o ano 2000 começou a produzir-se e desenvolver conflitos mais intensos; a guerra da água, os bloqueios em Altiplano e as grandes mobilizações a favor da nacionalização e a Assembleia Constituinte, que sempre foram acompanhadas de uma forte crítica ao sistema de partidos, como o suporte político do Estado no país. Estas coisas já são bem conhecidas e amplamente comentadas; não ocorrem somente na Bolívia, mas em todo o continente latino-americano” (Tapia, 2007: 48).

A constituição traz as perspectiva da soberania alimentar e energética. A soberania alimentar constitui um elemento estratégico e uma obrigação do Estado para garantir que as pessoas, comunidade, povos e nacionalidades alcancem a autossuficiente de alimentos saudáveis e culturalmente apropriados de forma permanente (artigo 281). Já a soberania energética é pautada no uso de tecnologias ambientalmente limpas e de energias alternativas, não contamináveis e de baixo impacto ambiental. A soberania energética não pode ser alcançada, entretanto, em detrimento da soberania alimentar, nem afetar o direito à água (artigo. 15). A água, nesse contexto é considerado um direito humano, fundamental e irrenunciável, constituindo o patrimônio nacional estratégico de uso público, inalienável, imprescritível, inembargável e essencial para a vida (artigo 12). A privatização da água é proibida (artigo 282 e 318). A gestão da água será exclusivamente pública ou comunitária, e o serviço público de saneamento, o abastecimento de água potável e a irrigação serão prestados unicamente por pessoas jurídicas estatais ou comunitárias (artigo 318).

A constituição destina um capítulo somente para pessoas e grupos de atenção prioritária, que são : os idosos, os jovens, mulheres grávidas, crianças e adolescentes, pessoas com deficiência, pessoas enfermas, pessoas privadas da liberdade, pessoas usuárias e consumidoras, além de tratar também da mobilidade urbana. Há também um capítulo que trata dos direitos das comunidades, povos e nacionalidades. Neste, se reconhece e se garante às comunas, comunidades, povos e nacionalidades indígenas, além do povo afro equatoriano e o povo *montubio* como parte do Estado, garantindo uma série de direitos em conformidade com os pactos, convenções, convênios, declarações e demais instrumento internacionais (artigos 56 e 57). Observa-se aí uma abertura do direito constitucional para os direito internacional dos direitos humanos.

Em relação ao Direito indígena, a Constituição é analítica e detalhada, e abre um capítulo 236 para relatar esses direitos, que se encontram mais precisamente no artigo 57 caput e incisos 1 a 21. Garante-se que pactos, convênios, acordos internacionais que tratem sobre Direitos Humanos surtam efeitos em território equatoriano também aos povos indígenas (artigo 57, caput). É garantida a propriedade imprescritível de suas terras (inciso 4), bem como a consulta prévia sobre planos e programas de exploração e comercialização de recursos não renováveis que se encontram em suas terras e que possam afetá-los (inciso 7), como também a consulta prévia de medidas legislativas que possam afetá-los (inciso 17).

É garantida a manutenção, desenvolvimento e fortalecimento livre de sua identidade, sem racismo ou qualquer tipo de discriminação (inc. 1 e 2), bem como a conservação e desenvolvimento de suas próprias formas de convivência e organização social (inc. 9) ; a manutenção, proteção e desenvolvimento de seus conhecimentos coletivos, suas ciências, tecnologias e saberes ancestrais (inc. 12) ; sua educação intercultural e bilíngue (inc. 14) ; e a proteção de seus conhecimentos coletivos, sua ciência, tecnologia e saberes ancestrais (inc. 12) – o que pode exprimir a concepção de proteção à propriedade intelectual.

Garante-se a todos a proteção da biodiversidade (inc. 8) ; a preservação de seu patrimônio cultural (inc. 13) ; e a manutenção de sua representatividade política (inc. 16). O Estado incentivará o uso de vestimentas, símbolos e emblemas que os identifiquem como povo (inc. 19) ; manterá e desenvolverá contatos e relações de cooperação com outros povos, visando a maior integração entre os países vizinhos (inc. 18) ; e garante o respeito à dignidade de cada cidadão, bem como seu direito de se comunicar por meios que lhes são convenientes, criando seus meios de comunicação em seus próprios idiomas.

De fato, torna-se difícil e precário definir o que é direito indígena do que é direito constitucional nessas constituições, do mesmo modo que é difícil distinguir o direito ambiental do direito constitucional, pois esses dois temas atravessam toda a Constituição.

A constituição ainda dá ênfase no processo de integração latino-americano e com o Caribe e, para tanto, abre um capítulo somente para tratar disso. O Estado equatoriano se comprometerá, em todas suas instâncias, a impulsionar a integração econômica, equitativa, solidária e complementar, promover estratégias conjuntas de manejo

sustentável do patrimônio cultural, proteger e promover a diversidade cultural, dentre outras²⁵.

Essa é uma das grandes inovações trazidas pela Constituição equatoriana, ou seja a integração das diferentes nações no âmbito dos Estados, de modo a trabalhar perante elas com a noção de interculturalidade, tão importante para o Estado plurinacional. Dessa forma, pode-se dizer que “se concebe que o Estado é um conjunto de relações sociais, e não somente um conjunto de instituições no sentido de um conjunto de normas e aparatos de administração do monopólio do poder”²⁶ (Tapia, 2007 : 50).

A refundação do Estado, no modelo desenhado pela Constituição equatoriana, e suas implicações e desdobramentos (Estado de bem-viver e Estado plurinacional) são uma proposta de nova convivência harmônica em sociedade, uma nova vontade de potência (Nietzsche) e uma nova esperança para as sociedades latino-americanas e para o mundo. Pode-se concluir, juntamente com Boaventura de Sousa Santos, que a América Latina e em especial o Equador são atualmente laboratórios à céu aberto (Estado experimental²⁷), onde novas experiências sociais, políticas e jurídicas ocorrem, e onde a forma Estado poderá ser ressignificada no efetivo plano do ser.

Considerações finais

O novo constitucionalismo latino-americano é um movimento político-constitucional responsável por uma série de inovações jurídica. Tratam-se de evoluções aquisitivas que são grandes contribuições para o patrimônio comum do constitucionalismo democrático que impõem uma série de questionamentos no campo do Direito e da Política quanto a seu alcance e aplicabilidade. Este processo é enveredado pela refundação do estado equatoriano. A refundação concede novas bases ao Estado, que atribuem um valor fundamental à biodiversidade e à sociodiversidade, reconhecidas constitucionalmente como bens da comunidade e das coletividades e como prerrogativas para o futuro.

De fato, o Estado encontra-se atualmente naquilo que pode ser chamado de encruzilhada. A dominação técnica do capitalismo financeiro produz Estados opulentos, que servem como ponto estratégico para o enriquecimento de uma minoria por meio do “rentismo” e o conseqüente esfacelamento das políticas do Estado-social. Nesse sentido, a privatização e conseqüente precarização dos serviços e bens públicos, voltando a uma lógica de colonização, como afirmou Raúl Zaffaroni (2016) em recente conferência ministrada na Argentina, na qual defende que o neoliberalismo é, na verdade, um neocolonialismo tardio. Nesse contexto, a refundação do Estado nasce como uma esperança na esteira contra-hegemônica, para que seja possível tanto ideal quanto praticamente pensar em novas formas de arranjos político-institucionais em que o Estado passe a exercer seu papel no provimento do bem-comum. Trata-se, portanto, de reposicionar o Estado quanto ao papel que deve possuir.

Em efeito, é perceptível que a forma Estado nesses países passou a se voltar à realidade social em que vivem os países andinos. O pluralismo passa a ser reconhecido como um fundamento constitucional, passando a influenciar diretamente a organização do Estado. Reconhece-se que o Estado não possui uma única nação, mas uma pluralidade, ganhando relevância a noção de Estado Plurinacional. A participação social nas instituições estatais deve contemplar a diversidade intrínseca da sociedade, devendo haver representação efetiva dessas populações na esfera estatal.

25 Para aprofundamentos, ver: Burckhart (2016).

26 Tradução nossa: “[...] se concibe que el estado es un conjunto de relaciones sociales, y no sólo un conjunto de instituciones en el sentido de un conjunto de normas y aparatos de administración del monopolio del poder”.

27 “O Estado experimental é o desafio mais radical ao Estado moderno, cujas instituições e leis, e sobretudo as Constituições, estão aparentemente inscritas em pedra”. (Sousa Santos, 2010: 111).

Do ponto de vista da práxis política, afirmar e concretizar o texto constitucional equatoriano tem sido um grande desafio ao longo destes 10 anos. De fato, o processo de regulamentação da Constituição foi marcado por embates político-ideológicos que culminaram na revogação tácita ou constitucionalização simbólica (Neves, 2009) de uma série de seus dispositivos – e que merecem um estudo aprofundado. O governo de Rafael Correa (2007-2017) e o do seu atual sucessor Lenín Moreno (desde 2017), apesar de serem marcadamente progressista, tem enfrentado embates com os povos indígenas por conta, dentre outras coisas, da lei que regulamenta a mineração no país. Neste episódio, o governo concedeu garantias à multinacionais para a exploração de minério, inclusive em terras indígenas (Tavares, 2015). Além disso, o governo de Correa também autorizou a exploração de petróleo no parque nacional Yasuni, área de rica em biodiversidade e habitada por povos indígenas, desprezando o artigo 71 e seguintes da Constituição que garante os direitos da natureza (Milanez, 2013).

Em termos jurisprudenciais, entretanto, houveram maiores evoluções ao longo destes anos. A Corte Constitucional do Equador produziu uma jurisprudência positiva em termos de interpretação intercultural da Constituição e da legislação infraconstitucional à luz da Constituição. Essa prática ficou clara na decisão da Corte sobre a interpretação intercultural do Código Penal em causas que envolvam povos indígenas – processo n. 0072-14-CN. No mesmo sentido, as ações de garantias jurisdicionais tem permitido a iniciativa de processos que permitam a proteção da natureza.

A Constituição equatoriana inaugurou um processo de reconhecimento da diversidade, do pluralismo e de uma nova forma de Estado inclusiva no continente latino-americano. Logo após sua elaboração e promulgação em 2008, a Bolívia também promulgou uma Constituição que incorpora em seu texto uma série de inovações que seguem no mesmo sentido de reconhecimento de novos direitos e novos sujeitos. Muito embora haja inúmeras dificuldades na implantação do texto constitucional, pode-se afirmar que a experiência equatoriana é um grande marco para o constitucionalismo moderno, sendo inovadora em pelo menos três aspectos : o reconhecimento da natureza como sujeitos de direito e a consequente virada biocêntrica nela inscrita ; o reconhecimento da diversidade e a tessitura de uma dinâmica constitucional intercultural ; e a remodelação do Estado a partir da noção de pluralismo.

Referências

- Amirante, C. (2008). *Dalla forma stato alla forma mercato*. Torino : Giappichelli.
- Arendt, H. (2007). *A Condição Humana*. Rio de Janeiro : Forense Universitária, 10ª Ed. Tradução de Roberto Raposo, posfácio de Celso Lafer.
- Augustin, S. ; Wolkmer, A. C. ; Wolkmer, M. de F. (2012). “O novo direito à água no novo constitucionalismo latino-americano”. INTERthesis, Florianópolis, v. 9, p. 51-69.
- Bobbio, N. (1990). *L'età dei diritti*. Torino : Einaudi.
- Burckhart, T. (2016). *O constitucionalismo na América Latina : a refundação do Estado e as epistemologias do sul*. Curitiba : Editora Prismas.
- Castells, M. (1999). *Globalización, identidad y Estado en América Latina*. PNUD : Santiago del Chile.
- Dulce, M. J. F. (2014). *Democracia y pluralismo : una mirada hacia la emancipación*. Madrid : Dykinson.
- Fajardo, R. Y. (2006). *Hitos del reconocimiento del pluralismo jurídico y el derecho indígena en las políticas indigenistas y el constitucionalismo andino*. In : BERRAONDO, Mikel (Coord.). *Pueblos indígenas y derechos humanos*. Bilbao : Universidad de Deusto.
- Hall, S. (2012). “*Quem precisa de identidade ?*” In : SILVA, Tomaz Tadeu da (Org.). *Identidade e diferença : a perspectiva dos Estudos Culturais*. Petrópolis/RJ : Editora Vozes.

Magalhães, J. L. Q. de. O Estado Plurinacional na América Latina. *Revista Brasileira de Estudos Jurídicos*, v.2, n.2, p. 9-27, 2010.

Melo, M. P. (2013). “O patrimônio comum do constitucionalismo contemporâneo e a virada biocêntrica do ‘novo’ constitucionalismo latino-americano”. *Revista Novos Estudos Jurídicos*, Itajaí, v.18, n. 1, jan.-abr. p. 74-84.

Melo, M. P. (2010). “Direitos humanos e cidadania”. In : LUNARDI, Giovani ; SECO, Márcio (Org.). A fundamentação filosófica dos direitos humanos. Florianópolis : Editora da UFSC, p. 175-217.

Milanez, Felipe. (2013). *O fracasso do presidente Rafael Correa na iniciativa Yasuni-ITT*. São Paulo : Carta Capital.

Montesquieu, C. de D. B. de. (1994). *O espírito das Leis* : as formas de governo, a federação, a divisão dos poderes, presidencialismo versus parlamentarismo. Introdução, tradução e notas de Pedro Vieira Mota. 3ª Ed. São Paulo : Saraiva.

Neves, M. (2009). *Transconstitucionalismo*. São Paulo : Martins Fontes.

Onida, V. (2008). *La Costituzione ieri e oggi*. Bologna : Il Mulino.

Robl Filho, I. N. (2013). *Conselho Nacional de Justiça* : Estado democrático de direito e accountability. São Paulo : Saraiva.

Sousa Santos, B. de (1998). *La globalización del Derecho : los nuevos caminos de la regulación y la emancipación*. Bogotá, Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos, ILSA, Traducción de César Rodríguez.

Sousa Santos, B. de. (2010). *Refundación del Estado en América Latina* : perspectivas desde una epistemología del Sul. Lima : Red Latinoamericana de Antropología Jurídica (RELAJU).

Sousa Santos, B. de. (1999). *Pela mão de Alice* : o social e o político na pós-modernidade. 7ª ed. Porto : Edições Afrontamentos, 1999.

Santos, Milton. (2001). *Por uma outra globalização* : do pensamento único à consciência universal. Editora Record : Rio de Janeiro, 2001.

Schwarcz, L. K. M. (2008). *O espetáculo das raças*. 7. ed. São Paulo : Companhia das Letras.

Tapia, Luis. (2007). “Una reflexión sobre la idea de Estado plurinacional”. *Revista OSAL*. Año VIII, nº 22, septiembre.

Tavares, E. (2015). *No Equador, Correa promete despejar indígenas*. São Paulo : Brasil de Fato.

Touraine, Alain. (1999). *Poderemos viver juntos ? Iguais e Diferentes*. Tradução de Jaime A. Clasen e Ephraim F. Alves. Petrópolis : Editora Vozes.

Vieira, Liszt. (2001). *Os argonautas da cidadania* : a sociedade civil na globalização. Rio de Janeiro : Editora Record.

Wolkmer, Antônio Carlos (2011). Pluralismo e Crítica do Constitucionalismo na América Latina. In : *Anais do Simpósio Nacional de Direito Constitucional*, Curitiba.

Wolkmer, Antonio Carlos ; WOLKMER, Maria de Fátima Schumacher ; AUGUSTIN, Sérgio. (2012). O ‘novo’ Direito à Água no constitucionalismo da América Latina. *Revista INTERthesis*, v. 9, p. 51-69.

ZaffaroniI, Raúl. (2016). *El derecho en tiempos de neoliberalismo*. Conferência en la Facultad de Derecho de la Universidad de Rosário.



Les droits de la nature dans le nouveau constitutionnalisme latino-américain à partir du regard de l'anthropologie juridique³⁰

Alice Brites Osorio de Oliveira

Université de Limoges
Limoges, France

Doctorante en Histoire du Droit - Faculté de Droit et Sciences Économiques. Observatoire de Mutations Juridiques et Institutionnelles (OMIJ). Réseau Européen de Recherche en Droits de l'Homme (RERDH) – trésorière adjointe. Directrice adjointe Observatoire sur les Conflits Réseau ALEC.

alice.brites-osorio-de-oliveira@unilim.fr

L'article que nous présentons ci-dessous offre une vision de l'anthropologie juridique sur les droits de la nature dans le nouveau constitutionnalisme latino-américain. Pour ce faire, nous prenons en compte l'inclusion de deux expressions de la culture autochtone (*pachamama* et *sumak kawsay*) dans la Constitution équatorienne de 2008 sous deux angles : 1) le processus d'élaboration de la Constitution à partir des discussions sur l'inclusion des droits de la nature à travers les théories académiques, les revendications populaires et le travail des membres de l'Assemblée constituante et 2) même de cette Constitution où la nature est vue comme un sujet de droits et où les relations entre nature et culture présentes dans le texte constitutionnel sont mises en avant. L'octroi d'un statut de sujet de droit en ce qui concerne la nature a été le résultat de plusieurs manifestations populaires, mais aussi de discussions au sein de l'Assemblée Constituante. Lorsqu'ils sont inclus dans la Constitution équatorienne, les deux termes évoqués supra, sont modifiés pour correspondre au texte constitutionnel et à ses autres aspirations. L'impact qui en découlera dépasse les frontières géographiques et disciplinaires, même si la relation entre théorie et pratique montre la nécessité de surmonter encore certains éléments d'un profil politico-juridique qui persiste depuis la colonisation.

Mots clés : nouveau constitutionnalisme latino-américain, Constitution Équateur 2008, anthropologie juridique, droits de la nature.

³⁰ Ces études font partie de mon projet de recherche sous la direction du Professeur Xavier Perrot, de l'Observatoire de Mutations Juridiques et Institutionnelles (OMIJ), Faculté de Droit et Sciences Économiques, Université de Limoges – France.

El artículo que presentamos abajo ofrece una visión de la antropología del derecho sobre los derechos de la naturaleza en el nuevo constitucionalismo latinoamericano. Para ello, tomamos en cuenta la inclusión de dos expresiones de la cultura indígena (pachamama y *sumak kawsay*) en la Constitución ecuatoriana de 2008 desde dos perspectivas : 1) el proceso de redacción de la Constitución en base a discusiones sobre inclusión de los derechos de la naturaleza a través de teorías académicas, demandas populares y articulaciones de los miembros de la Asamblea Constituyente y 2) incluso de esta Constitución donde la naturaleza se ve como un sujeto de derechos y donde la relación entre la naturaleza y cultura presente en el texto constitucional se presentan. La concesión de un estatus de sujeto de derecho con respecto a la naturaleza ha sido el resultado de varias manifestaciones populares, pero también de discusiones en la Asamblea Constituyente. Cuando se incluyen en la Constitución ecuatoriana, los dos términos mencionados anteriormente se modifican para que correspondan al texto constitucional y sus otras aspiraciones. El impacto resultante trasciende las fronteras geográficas y disciplinarias, aunque la relación entre teoría y práctica muestra la necesidad de superar algunos elementos de un perfil político-jurídico que ha persistido desde la colonización.

Palabras-clave: nuevo constitucionalismo latinoamericano, Constitución Ecuador 2008, antropología jurídica, derechos de la naturaleza

O artigo que apresentamos abaixo oferece uma visão jurídico-antropológica sobre os direitos da natureza no novo constitucionalismo latino-americano. Para isso, levamos em conta a inclusão de duas expressões da cultura indígena (pachamama e *sumak kawsay*) na Constituição equatoriana de 2008 a partir de duas perspectivas : 1) o processo de elaboração da Constituição com base em discussões sobre a inclusão dos direitos da natureza através de teorias acadêmicas, demandas populares e articulações de membros da Assembleia Constituinte e 2) a própria Constituição de 2008, em que a natureza é vista como um sujeito de direitos e onde a relação entre natureza e cultura presentes no texto constitucional são postas em evidência. A concessão de um estatuto de sujeito de direitos em relação à natureza tem sido o resultado de várias manifestações populares, mas também de discussões na Assembleia Constituinte. Quando incluídos na Constituição Equatoriana, os dois termos mencionados acima são modificados para corresponder ao texto constitucional e a outras aspirações. O impacto resultante transcende as fronteiras geográficas e disciplinares, embora a relação entre teoria e prática mostre a necessidade de superar alguns elementos de perfil político-jurídico que persistiram desde a colonização.

Palavras-chave: novo constitucionalismo latino-americano, Constituição Equador 2008, antropologia jurídica, direitos da natureza.

The article presented below offers a legal-anthropological view on the rights of nature in the new Latin American constitutionalism. In order to do this, we take into account the inclusion of two expressions of indigenous culture (pachamama and *sumak kawsay*) in the 2008 Ecuadorian Constitution from two perspectives : 1) the process of elaboration of the Constitution based on discussions about the inclusion of the rights of nature through academic theories, popular demands and the work of members of the Constituent Assembly and 2) the Constitution of 2008 itself, in which nature is seen as a subject of rights and where the relation between nature and culture present in the constitutional text are highlighted. The granting of a status of subject of rights to the nature has been the result of several popular protests, but also of discussions in the Constituent Assembly. When included in the Ecuadorian Constitution, the two terms mentioned above are modified to correspond to the constitutional text and other aspirations. The resulting impact transcends geographical and disciplinary boundaries, although the relationship between theory and practice shows the need to overcome some elements of political and legal profile that have persisted since colonization.

Keywords: new Latin American constitutionalism, Constitution Ecuador 2008, legal anthropology, rights of nature

Introduction

La Constitution équatorienne de 2008 a sans aucun doute été reconnue à l'échelle nationale et internationale comme une constitution extrêmement novatrice en ce sens qu'elle inclut, entre autres, les cosmovisions indigènes sur la manière de vivre et les non-humains, à savoir, la nature en tant que sujet de droits, rompant ainsi avec de nombreux paradigmes du droit classique. Pour cela, un long cheminement juridique, politique et social a été entrepris. Dans cette introduction, nous allons essayer de mettre en évidence certains éléments de ce chemin, essentiels à la compréhension de notre proposition, tels que les raisons de l'étude du thème proposé ici dans la perspective de l'anthropologie juridique, la notion de constitutionnalisme, et le contexte de fondation et de refondation dans le nouveau constitutionnalisme latino-américain.

Le constitutionnalisme signifie une limitation du pouvoir et de la suprématie de la loi à travers la légitimité et l'adhésion volontaire et spontanée de ses destinataires. De cette façon, même si ce terme suggère explicitement l'existence d'une Constitution, cette association entre les deux n'est pas toujours obligatoire (Barroso, 2015 : 19). L'existence du terme « nouveau constitutionnalisme latino-américain » évoqué dans le titre de cet article nous permet de remarquer que s'il existe un nouveau constitutionnalisme, il doit évidemment exister un constitutionnalisme « traditionnel » qui lui précède (Viciano et Martinez, 2010 : 9).

Nous nous efforcerons d'abord, de clarifier ce que la doctrine entend comme fondation des Etats latino-américains (liée à un modèle de constitutionnalisme classique) pour ensuite présenter les caractéristiques de ce qui est connu comme une refondation des Etats, liée par conséquent au *nouveau* constitutionnalisme latino-américain. Sachant que notre article traitera de la période de refondation des Etats, dans cette partie introductive nous présenterons quelques repères essentiels sur la période de fondation des états latino-américains et la culture constitutionnelle et politico-juridique qui l'accompagne.

La fondation des Etats latino-américains comprend initialement les mouvements d'indépendance de l'Espagne et du Portugal, inspirés notamment par la Révolution française et l'indépendance des Etats-Unis. Ce moment de « création » des Etats a été fait de façon centralisée, en convertissant une grande partie du territoire en périphérie et en marginalisant une grande partie de la population, ses cultures et traditions. Tout au long des années d'exploration et de colonisation, les peuples autochtones ont été dépréciés en raison de leur culture distincte de celle de leurs colonisateurs.

Les héros des mouvements d'indépendance souhaitaient s'affranchir de l'exploitation des colonisateurs, mais il n'en demeure pas moins que leur vision du monde était davantage orientée vers une culture occidentalisée. Delfour constate que « [...] ces idées venues d'ailleurs sont souvent portées par des hommes eux-mêmes géographiquement venus d'ailleurs, comme Simon Bolivar, José de San Martin et Antonio José de Sucre. » (Delfour, 2005 : 34). Cette supervalorisation de l'importation et de l'application de coutumes et traditions ne correspondant pas aux réalités locales a eu pour conséquence que « [...] l'Amérique latine s'est nourrie d'éléments européens sélectionnés aux fins de la colonisation, peu adaptés au développement autonome du Nouveau Monde » (*idem*).

Par ailleurs, l'émancipation de la Péninsule Ibérique n'a pas signifié une émancipation des coutumes légales importées et mises en place à l'époque de la colonisation. La formation de la culture juridique latino-américaine s'est appuyée sur un passé économique d'extraction coloniale et sur la construction ultérieure d'un système socio-politique élitiste et déshumanisant (Wolkmer, 2008 :19) : les constitutions, tout comme les autres lois, représentant³¹ les intérêts d'une minorité représentée par une tradition légale « [...] bureaucratique, individualiste, érudite et légaliste » (*idem*)³². D'où cette formule institutionnalisée, qui perdure, héritage culturel juridique : « Respectons la loi, mais n'y

31 C'est toujours le cas.

32 « [...] burocrática, individualista, erudita e legalista ». Notre traduction.

obéissons pas » (« La ley se acata pero no se cumple »). [...] On considère que la loi ne s'applique qu'aux autres » (Delfour, 2005 :119).

Jusqu'au XXe siècle, le cadre de la fondation des Etats latino-américains présente une culture politico-juridique où la loi écrite a une grande valeur. Même si l'on constate de nombreuses avancées, en termes de développement, dans les Constitutions latino-américaines, dans la mesure où « [...] les nouvelles républiques américaines se dotent, bien avant les pays européens, de constitutions fondées sur les principes de la démocratie et de l'Etat de droit » (*idem* :21-22), le constitutionnalisme traditionnel latino-américain présente des Constitutions « débiles, adaptées et rhétoriques »³³ (Viciano et Martinez, 2010 : 9) , caractérisées aussi par le mépris envers les peuples, traditions et cultures autres que celles inspirées par l'Europe ou l'Amérique du Nord.

Le contexte de refondation des Etats, dont le terme littéraire est présent dans quelques constitutions³⁴ qui font partie du mouvement du nouveau constitutionnalisme latino-américain, montre l'intention de modifier le cadre antérieur d'un constitutionnalisme classique, déjà archaïque et qui ne répond pas aux besoins du continent latino-américain. Cette phase de refondation, nous le verrons tout au long de notre article, vise à inverser la dynamique de « l'occultation de l'autre » (Dussel, 1993) pour donner lieu à l'inclusion des cultures autochtones dans la Constitution.

Étant donné que dans le cas de l'Amérique latine - en particulier dans les innovations apportées par la constitution de l'Équateur de 2008 - le droit et la culture se confondent et, parfois, se construisent mutuellement, une analyse à partir du regard de l'anthropologie juridique apparaît essentielle à la compréhension des dynamiques de reconstruction et de renouvellement du droit dans l'espace sud-américain.

C'est exactement la comparaison entre le système juridique et le système culturel qui permet une meilleure compréhension des structures fondamentales de la condition humaine du point de vue juridique. (Broekman, 1993 : 22)

L'anthropologie juridique devient une part fondamentale de l'évolution continue des droits humains en tant que théorie et pratique (Goodale, 2017 : 96), car elle viabilise l'accès à une compréhension plus profonde de ces droits et des relations « d'inclusion et d'exclusion » (*idem* : 119) dans les règlements écrits et coutumiers.

Aussi, nous sommes-nous intéressée tout particulièrement à deux éléments présents dans la Constitution équatorienne : c'est-à-dire les représentations légales de la Pachamama et du Buen Vivir³⁵. Notre analyse traitera de ces deux repères sous le regard de l'anthropologie juridique : 1) celui du processus d'élaboration de la Constitution équatorienne de 2008 en ce qui concerne les discussions sur les droits de la nature par les théoriciens, les revendications populaires et celles de l'Assemblée Constituante de Montecristi³⁶ et 2) celui du contenu de la Constitution équatorienne qui traite de la nature en tant que sujet de droits et les rapports entre nature et culture présents dans le texte constitutionnel.

1. Refondation de l'Etat et inclusion des savoirs autochtones dans la Constitution

Après l'indépendance des Etats latino-américains, l'Amérique latine a vécu, entre autres, les conséquences des deux grandes guerres mondiales, la succession et la fin de coups d'Etats militaires, des manifestations populaires pour les droits indigènes, les droits des

33 « [...] débiles, adaptadas y retóricas ». Notre traduction.

34 Dans la Constitution de l'Équateur de 2008 et dans la Constitution de la Bolivie de 2009.

35 Présenté aussi comme « vivre bien » (sumak qamaña) dans la constitution de Bolivie de 2009.

36 Montecristi est une ville située en Équateur, dans la province de Manabí, où la Constitution équatorienne de 2008 a été rédigée et approuvée.

femmes, des animaux³⁷, ainsi que diverses protestations³⁸ contre le régime économique néolibéral instauré dans ces pays. Ces faits sont reconnus pour avoir contribué à l'émergence d'une nouvelle étape du constitutionnalisme latino-américain : celle d'un mouvement pour la refondation des Etats.

La consolidation de nouveaux droits dans les constitutions sud-américaines apparaît de façon graduelle, avec un constitutionnalisme qui traduit un procès politique de transformation social (Viciano et Martinez, 2010 : 9). C'est le cas des Constitutions du Brésil (1988), de Colombie (1991), du Paraguay (1992), du Venezuela (1999), et finalement, de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009).³⁹

Viciano et Martinez (*idem*) signalent que l'amplitude⁴⁰, l'originalité, l'inclusion des peuples et l'intérêt pour des idées révolutionnaires constituent les caractéristiques du nouveau constitutionnalisme. Nous observons aussi que – surtout à partir de la constitution équatorienne de 2008 – le constitutionnalisme en Amérique du Sud a aussi repensé le droit à partir d'éléments culturels locaux et des façons propres aux peuples autochtones d'interagir avec les non-humains. La Constitution de l'Équateur, appelée aussi Constitution de Montecristi, a été la première à reconnaître un rapport entre humains et non-humains, différent de celui présenté par les modèles constitutionnels classiques, en concédant à la nature le statut de sujet de droits.

Evidemment, une telle innovation juridique ne peut se faire du jour au lendemain. Au-delà du contexte de revendications politiques et sociales, les discussions pendant l'Assemblée constituante se montrent indispensables pour la consolidation de ces droits dans la Constitution. Selon Viciano et Martinez (2010 : 9), les Assemblées Constituantes sont les forces motrices de ce mouvement. L'observation des enjeux de la construction de la loi, qui sont aussi des enjeux politiques qui dérivent de l'Assemblée Constituante de Montecristi, est essentielle pour comprendre le contexte de consolidation des droits de la Nature tel qu'il est présent dans l'actuelle Constitution de l'Équateur.

Dans la partie suivante, nous présenterons d'abord les aspirations relatives à l'inclusion des nouveaux droits présents dans les travaux académiques et dans les diverses revendications sociales, intensifiées depuis la fin des années 1990 (A) et ensuite les processus d'élaboration de la Constitution de l'Équateur de 2008 à travers l'Assemblée Constitutionnelle de Montecristi, notamment en ce qui concerne la consolidation des droits de la Nature (B).

A- (Re)penser le droit en Amérique du Sud

On néglige alors le fait que le droit constitue avant tout un mode de pensée de la culture et dans la culture : le droit est essentiellement un élément de la culture. On l'oublie bien souvent en se concentrant sur la technicité de l'agir juridique, ou on en fait un argument vide, utilisé à tort et à travers – surtout à tort – pour légitimer des réglementations ad hoc ou ad hominem. Mais cette perception contient également un défi ; celui de penser le droit comme culture. (Broekman, 1993 :13)

37 Zaffaroni (2011 : 62) affirme que l'inclusion des droits de la nature dans les Constitutions a été possible, entre autres, grâce à l'évolution dans le domaine des droits des animaux.

38 À Quito (Équateur), Cochabamba et La Paz (Bolivie), Buenos Aires (Argentine) et Rio de Janeiro (Brésil), les gens se révoltent contre la dénationalisation de leurs économies et la vague de chômage et de faillites. Pour mieux comprendre les protestations contre le régime néolibéral en Amérique du Sud, voir le documentaire Tendler, S. (2015). « Encontro con Milton Santos ou O mundo global visto do lado de cá ». Caliban produções cinematográficas [éd.].

39 Nous mettons l'accent sur les deux dernières Constitutions citées car c'est à partir de la Constitution équatorienne, objet de notre étude, que les droits de la Nature sont reconnus.

40 Selon eux, à partir de cette nouvelle étape du constitutionnalisme, les Constitutions sont plus amples et détaillées.

L'acte de *penser* le droit latino-américain a représenté – d'une certaine manière et dans le contexte de cet article – jusqu'au milieu du siècle dernier, comme une pensée à la fois myope et paresseuse. Myope, parce qu'il existe un large champ de possibilités et d'acteurs dans le scénario latino-américain qui ont été négligés au détriment d'une minorité politique, de ses intérêts économiques et d'un encadrement du droit dans les formes de pensée juridique exclusivement étrangères. Paresseuse, car depuis l'époque des colonies, nous remarquons une tradition d'importation de lois originaires d'Europe ou des États-Unis – parfois même « [...] en voie d'extinction dans la métropole » (Delfour, 2005 : 34) – sans qu'il y ait un quelconque intérêt à les adapter aux réalités locales ou de pensée, à quelques exceptions près⁴¹, propres à une pensée juridique latino-américaine. De plus, outre le fait d'importer des lois et des idéaux étrangers, en Amérique latine ces éléments prennent des formes déformées dans la pratique :

Au lendemain des guerres d'Indépendance, la vie politique latino-américaine apparaît, à quelques exceptions près, comme la négation constante des principes dont elle se réclame. *Pronunciamientos*, coups d'Etat, élections manipulées, caudillisme, caciquisme, dictatures (...) le vocabulaire politique n'est pas tant celui de la démocratie que celui de son absence. Cette situation paradoxale confirme la présence d'une société beaucoup plus traditionnelle qu'en Europe où les oligarchies éclairées peuvent être d'autant plus modernes sur le plan des idées qu'elles sont enracinées dans des structures sociales de type patrimonial. (Delfour, 2010 : 168)

Le fait de réfléchir effectivement à un droit propre à l'Amérique Latine, c'est-à-dire fait pour et par les Etats latino-américains, s'est manifesté très timidement à l'époque du constitutionnalisme classique. Pendant l'émergence du nouveau constitutionnalisme, l'acte de *repenser* le droit a pris les véritables formes d'une pensée vivide et créative, prête à considérer les cultures et les acteurs présents avant la fondation des États et à réévaluer comment le domaine juridique pourrait traduire les aspirations les plus anciennes et les plus contemporaines de leurs sociétés.

Pour comprendre les rapports entre la loi et ses destinataires, l'anthropologie juridique se présente comme la loi en tant que mode de réglementation. A partir de cette perspective, cette réglementation peut être comprise comme un mode de façonner les inclusions et exclusions, traduisant ainsi le comportement et le mode de vie de chaque société (Goodale, 2017 : 119).

Depuis la colonisation des Amériques, les rapports entre l'homme et la nature sont entendus à partir d'une exploration extractiviste, c'est-à-dire à partir de la domination de la nature par l'homme, toujours en vigueur dans plusieurs secteurs de la société (Acosta, 2010 : 17). Selon le raisonnement d'inclusions et d'exclusions (Goodale, 2017 : 119), nous remarquons que, dans les aspirations lors de la phase de construction du nouveau constitutionnalisme, une grande partie des droits qui sont aujourd'hui considérés comme de « nouveaux droits » ne sont pas *nouveaux* ; ils ont été depuis toujours occultés, méprisés (Murcia, 2011 : 292) et, par conséquent, exclus des textes légaux (Goodale, 2017 : 119) par une logique structurée selon au moins deux points principaux : les importations idéologiques qui ont fait les pays latino-américains :

Les principales exportations idéologiques d'Europe occidentale et/ou des États-Unis en direction des pays d'Amérique latine ont été : le christianisme à travers le système colonial espagnol, puis successivement, et selon des processus non coercitifs, les idées des Lumières, le positivisme, les idéologies marxistes et tout récemment les conceptions néo-libérales. En ce qui concerne les

41 Comme celle de l'incorporation des droits sociaux par la Constitution Mexicaine de 1917. Note de l'auteur.

idées des Lumières, ce sont des conceptions françaises et nord-américaines de la nation, de l'Etat-nation, de la modernisation, de la nationalité et du nationalisme qui ont été exportées. (Delfour, 2005 : 61)

L'articulation, selon Quijano (*apud* Acosta, 2010 : 12) entre l'idée de « race » en tant que fondement de la domination sociale, le modèle classique de capitalisme, l'Etat en tant qu'acteur universel d'autorité et le modèle d'Etat-Nation qui en découle et la compréhension de l'eurocentrisme comme seule source légitime de production de savoirs.

Les discussions sur les droits des peuples autochtones et sur le pluralisme juridique ont émergé en raison de ces pensées critiques développées depuis la fin des années 1980, des manifestations et revendications populaires dans le continent, en raison des résultats des commissions de vérité et des dispositifs de transitions post-dictature⁴². Ces facteurs ont déclenché plusieurs discussions sur l'inclusion des visions autochtones dans le droit. C'est à partir de la Constitution équatorienne que les cosmovisions amérindiennes sont incorporées dans le texte constitutionnel. Ces avancées constitutionnelles ne sont pas seulement le produit des manifestations et des revendications amérindiennes, elles sont aussi le résultat du travail de juristes et autres professionnels militants des droits de la nature (Tanasescu, 2013).

Pendant, les aspirations pour une forme plus identitaire de penser le droit n'aurait pu aboutir à une véritable consolidation du droit sans le travail d'une Assemblée Constituante, l'un des premiers pas vers « [...] un constitutionnalisme fort, large non seulement dans leurs attentes mais aussi dans sa force sociale » (Viciano et Martinez, 2010 : 9).⁴³

B- Enjeux de droit, culture et politique dans l'élaboration d'une nouvelle pensée constitutionnelle

Les éléments qui ont marqué le début d'une nouvelle étape du constitutionnalisme latino-américain, à partir des années 1990 : protection effective des droits, actions d'intégration régionale entre les pays voisins et incorporation de nouveaux modes d'organisation étatique ont suscité des mouvements constituants importants (Viciano et Martinez, 2010 : 11). Dans cette étape de transition entre les constitutionnalismes « ancien[s] » et « nouveau[x] », le pouvoir constituant et le pouvoir constitué dialoguent l'un avec l'autre (*idem* :12). Ce dialogue est présent dans le cas équatorien dans l'Assemblée Constituante de Montecristi (2007/2008).

Nous consacrerons cette partie à analyser comment cette Assemblée articule, codifie et traduit les attentes déjà mentionnées avec l'inclusion des droits de la nature, dans le processus d'élaboration de la Constitution de 2008.

Les réunions de l'Assemblée Constituante de Montecristi ont été divisées en dix tables thématiques : 1) droits fondamentaux et garanties constitutionnelles ; 2) organisation, participation citoyenne et sociale des systèmes de représentation ; 3) structure et institutions de l'Etat ; 4) organisation territoriale et attribution de compétences ; 5) ressources naturelles et biodiversité ; 6) travail, production et inclusion sociale ; 7) régime de développement ; 8) justice et lutte contre la corruption ; 9) souveraineté et relations

42 La plupart des rapports de commissions de vérités en Amérique latine font état d'un grand nombre d'assassinats d'indigènes.

43 "[...] un constitucionalismo fuerte, amplio no sólo en sus expectativas sino en su fuerza social". Notre traduction.

internationales ; 10) législation et fiscalisation.⁴⁴ La table ronde qui nous intéresse ici est la table 5 consacrée aux ressources naturelles et à la biodiversité.⁴⁵

L'intention d'inclure les droits de la nature dans les propositions de la Table 5 commence, en réalité, environ 5 mois après l'institution de l'Assemblée Constituante. Selon le président de cette Assemblée Alberto Acosta, lors d'une interview réalisée par Tanasescu (2013 : 4), cette idée a été mise à l'ordre du jour à partir du début de 2008, lorsqu'un groupe de citoyens a suggéré à l'Assemblée l'inclusion des droits des animaux, ce qui a été un des facteurs du déclenchement de la discussion sur la possibilité d'inclusion des droits de la nature. Peu après cet événement, Acosta a publié deux articles qui soutiennent les droits de la nature⁴⁶ : « *¿Tienen derechos los animales ?* » et « *La Naturaleza como sujeta de derechos* » où il évoque l'existence, dans la société contemporaine d'une « égotisme consumériste »⁴⁷ (Acosta, 2008 : *en ligne*), où la nature est vue comme un simple objet. Dans le second article, Acosta affirme aussi que, pour aboutir à une « démocratie de la Terre », il est essentiel d'observer l'harmonie entre les droits de l'Homme et les droits d'autres communautés naturelles de la Terre ; de permettre aux droits des écosystèmes d'exister et de suivre leurs propres cycles vitaux ; d'octroyer de la « valeur en soi-même » de la vie qui s'exprime à travers la Nature ; et une valeur propre aux écosystèmes, indépendamment de leur utilité pour l'être humain. (Acosta, 2008 : *en ligne*)

Tanasescu remarque que l'article « *La naturaleza no es muda* » (*La nature n'est pas muette*), publié peu après par Eduardo Galeano⁴⁸ (2008, *en ligne*) suscite – c'était l'intention du texte – des débats formels lors des réunions de l'Assemblée Constituante (2013 : 4). Il y est question de la Nature comme un sujet⁴⁹. L'auteur est favorable à une discussion sur l'inclusion des droits de la nature dans la Constitution de l'Équateur (« Rien n'est étrange, ni anormal dans le projet qui veut intégrer les droits de la nature à la nouvelle Constitution de l'Équateur »).⁵⁰ Cet article a eu une grande répercussion dedans et dehors les réunions de l'Assemblée Constituante.⁵¹ Ce point sera repris par des membres de l'Assemblée (Tanasescu, 2013 : 6), pour lesquels cette innovation mondiale allait définir l'Équateur comme pionnier des droits de la Nature :

Nous nous engageons sur la voie qui montrera à toute l'Amérique latine qu'ici, dans ce pays andin, comme ils nous appellent, dans ce petit pays qui est l'Équateur, nous pouvons contribuer à l'évolution de la loi constitutionnelle mondiale. » (Asamblea Constituyente, 2008 : 49)⁵²

Il n'y a aucun doute que l'argument de l'originalité et le fait que l'Équateur soit le premier pays du monde à accorder des droits à la nature dans sa Constitution a eu un poids décisif.

44 Dans ces tables rondes, la participation des membres de la société (des citoyens comme des groupes et des organisations) était acceptée.

45 C'est là qu'on eut lieu la plupart des discussions sur les droits de la nature.

46 Cités en anglais: « *Do Animals Have Rights?* » et « *Nature as a Subject of Rights* » (Tanasescu, 2013: 4).

47 « *egolatría consumista* ». Notre traduction. Dans cette partie, Acosta argumente aussi, qu'autrefois, les esclaves, les enfants et les femmes connaissaient cette même condition d'objet au lieu d'être traités en tant que sujet de droits.

48 Le 27 avril 2008.

49 Un exemple c'est la phrase « *La naturaleza tiene mucho que decir* » (la nature a beaucoup à nous dire) (Galeano, 2008, *en ligne*)

50 « *Nada tiene de raro, ni de anormal, el proyecto que quiere incorporar los derechos de la naturaleza a la nueva Constitución de Ecuador* ». Notre traduction.

51 L'article d'E. Galeano a également connu une grande répercussion sur les débats et réunions en dehors de l'Assemblée.

52 « *vamos transitando [...] rumbo a demostrar a América Latina que aquí, en este país andino, como nos llaman, en este país pequeño como es el Ecuador, sí podemos aportar a la evolución del Derecho Constitucional mundial* ». Notre traduction ; aussi cité en langue anglaise par Tanasescu (2013 : 6).

A travers ces remarques sur les coulisses du processus de consolidation des droits de la nature par l'Assemblée Constituante, nous observons que, pour concéder à la *Pachamama* le statut de sujet de droits, les revendications sociales et l'observation des cosmovisions autochtones seules n'ont pas été suffisantes. Le « travail de persuasion » (Tanasescu, 2013 : 7) entrepris au sein de l'Assemblée constituante et en dehors a joué un rôle essentiel et a été indispensable à l'inclusion de ce nouvel élément – en réalité l'un des principaux éléments – du nouveau constitutionnalisme latino-américain.

2. La *Pachamama* et le *Buen Vivir*: éléments autochtones dans les Constitutions de l'Équateur et de Bolivie

Le résultat des revendications sociales et de la construction de dialogues dans l'Assemblée Constituante observé dans la partie précédente de cet article se perçoit dans le préambule de la Constitution de l'Équateur de 2008 :

NOUS, peuple souverain de l'Équateur, RECONNAISSANT nos racines millénaires, forgées par des femmes et des hommes de différents peuples, célébrant la nature, la Pacha Mama, dont nous faisons partie et qui est vitale pour notre existence, INVOCANT le nom de Dieu et en reconnaissant nos diverses formes de religiosité et de spiritualité, S'APPUYANT sur la sagesse de toutes les cultures qui nous enrichissent en tant que société, EN TANT QU'HERITIERS des luttes sociales de libération contre toutes les formes de domination et de colonialisme, et avec un engagement profond pour le présent et l'avenir, Nous décidons de construire// une nouvelle forme de vie en commun citoyenne, dans la diversité et l'harmonie avec la nature, pour atteindre au bien vivre, le *sumak kawsay* » (Ecuador, 2008 : 7-8)⁵³

Evidemment, il y a plusieurs éléments dans ce préambule qui pourraient faire l'objet d'études. Mais, ainsi que nous l'avons signalé dans notre introduction, nous concentrerons notre travail à l'analyse de l'inclusion des termes *Pachamama* et *bien vivre*, ou *sumak kawsay*, dans la Constitution équatorienne. Ces deux termes sont étroitement liés à la relation entre l'être humain et l'environnement, avec une nouvelle conception de développement, une rupture des concepts anthropocentriques et la possibilité d'une participation plurinationale. Pour les pays sud-américains qui les adoptent⁵⁴, c'est face à ce paradigme que les politiques publiques favorisant le développement économique et social doivent être élaborées.

Le *sumak kawsay*, ou le « bien vivre », opère une reconsidération des paradigmes juridiques et politiques de l'État de l'Équateur, permettant une modification des structures des activités étatiques dans le sens d'une compréhension d'intégration entre l'être humain et l'environnement. Selon Zaffaroni (2010 :120), le bien vivre couvre non seulement le bien commun humain, mais le bien de tous les êtres vivants, dans un sens qui n'est plus individuel, mais celui d'une collaboration de tous.

De ce fait, tant la Constitution de l'Équateur que la Constitution de Bolivie présentent un développement de la notion de protection environnementale à travers le droit et

53 Début du préambule de la Constitution équatorienne. "NOSOTRAS Y NOSOTROS, el pueblo soberano del Ecuador // RECONOCIENDO nuestras raíces milenarias, forjadas por mujeres y hombres de distintos pueblos, CELEBRANDO a la naturaleza, la Pacha Mama, de la que somos parte y que es vital para nuestra existencia, INVOCANDO el nombre de Dios y reconociendo nuestras diversas formas de religiosidad y espiritualidad, APELANDO a la sabiduría de todas las culturas que nos enriquecen como sociedad, COMO HEREDEROS de las luchas sociales de liberación frente a todas las formas de dominación y colonialismo, y con un profundo compromiso con el presente y el futuro, Decidimos construir // Una nueva forma de convivencia ciudadana, en diversidad y armonía con la naturaleza, para alcanzar el buen vivir, el *sumak kawsay*". Notre traduction.

54 C'est le cas de l'Équateur et de la Bolivie.

complètent les déclarations universelles telles que la Convention de Stockholm de 1972. A titre d'exemple, la Constitution équatorienne (Ecuador, 2008) confère à *Pachamama* le respect intégral de son existence et la maintenance et régénération de ses cycles vitaux, de sa structure et de ses processus d'évolution (art. 71) ; le développement durable en tant que devoir de l'État (art. 3, point 5) et la participation de la population en tant que protectrice de la nature (art. 74).

Derrière les savoirs juridiques construits et présents dans la Constitution équatorienne de 2008, il y a des réflexions sur les modes de vie et les cosmovisions existants depuis les périodes précoloniales, jusque-là jamais représentées dans un texte juridique. D'autre part, il y a aussi dans ce discours juridique le renouvellement et l'adaptation de ces « cosmovisions » à un texte constitutionnel adapté aux besoins de la vie contemporaine. Nous verrons ces articulations par la suite.

Cette deuxième partie propose une présentation des concepts anthropologiques qui imprègnent le rapport nature/culture présent dans certains articles constitutionnels dans son aspect originel (A), ce qui servira ensuite de base à l'analyse de la codification et de l'adaptation de visions plurielles de ce que sont la Nature et le Bien Vivre dans le texte légal (B).

A- Les rapports de nature et culture évoqués par les textes constitutionnels

L'anthropologie et le regard symétrique qu'elle nous apprend à adopter sur ces phénomènes, contribue à voir aussi dans notre idée de nature un concept foncièrement social, politique, même s'il semble avoir été forgé pour s'en séparer. » (Charbonnier, 2015 : 273)

Dans le cadre juridique, la notion de rapports entre être humain et nature est presque inséparable de nos compréhensions nourries et diffusées par la société urbaine (ou parfois urbanisée) dans laquelle l'ensemble des non-humains est généralement considéré comme un objet ou une ressource. La loi elle-même est utilisée pour encadrer ce qu'est la nature, sa valeur dans le marché – soulignant dans la plupart des cas que cette valeur économique est la seule qui puisse lui être conférée – démontrant que la relation entre la loi et les "choses" peut être comprise comme une partie de la « fabrication légale » (Goodale, 2017 : 119).

A partir de ce raisonnement, comment échapper à une logique de représentation de la nature en tant que sujet dans la loi hors des visions des sociétés ? Une telle intention serait évidemment naïve car la loi, nous le savons, même si elle peut être destinée à d'autres organismes vivants, n'est écrite que par des humains. Cela ne faisait pas partie – heureusement – de la proposition de la Constitution de l'Équateur. L'intention reconnue dans cette Constitution est d'inclure une vision autre que le rapport naturaliste présent dans le droit classique, c'est-à-dire, une vision qui réunit l'ensemble des visions présents dans les sociétés de ce pays.

Les termes *Pachamama* et *sumak kawsay* présentent pour les peuples autochtones, des multiples significations, dans la mesure où chaque communauté peut avoir sa propre compréhension de ce qu'est la nature et de ce que signifie vivre bien. Que recouvrent ces mots ? Le terme *pacha* dans la langue quechua et aymara signifie à la fois « terre » dans le sens d'espace (tous les éléments de la planète – les paysages, terrestres, l'eau, l'atmosphère, les humains et les non-humains – et même de l'univers), mais il signifie aussi le « temps ». Un temps qui, dans la notion des tribus comme celle des achuar (Descola, 2014) ou d'autres, est différent du temps linéaire compris et utilisé par la société occidentale.

Les Européens apportent une conception différente du temps. Alors que la temporalité chez les indigènes est circulaire et cyclique, elle est, chez les colonisateurs, linéaire et historique. Maria Rostworowski de Diez Canseco souligne l'absence d'intérêt

que portent les populations andines à la chronologie et à l'exactitude des événements de leur passé. Elle montre également leur capacité à effacer de la mémoire collective les éléments qu'elles ne considèrent pas dignes d'être mémorisées, y compris l'existence d'un chef dont elles jugent qu'il est inutile de garder le souvenir (Delfour, 2005 : 93).

Dans quelques cultures andines, la Pachamama peut-être le cosmos ; dans d'autres, elle apparaît plutôt comme une divinité personnifiée, accompagnée de son époux et de ses enfants. Il ne s'agit donc pas d'une compréhension homogène de la nature. Par conséquent, les relations entre chaque communauté et « leur » propre « version » de Pachamama sera également hétérogène, puisque chacune d'entre elles définit ses propres particularités quant aux usages de la nature (Gudynas, 2011 : 264).

Les différentes compréhensions de l'usage de la nature affectent aussi les compréhensions du *sumak kawsay* ; les notions sont différentes selon chaque tribu et « bien vivre » ou « vivre en harmonie » peut être défini de multiples façons. Il est donc possible, en Équateur, de rencontrer une diversité de types de rapports entre nature et culture, étant donnée la multiplicité de tribus ou communautés existantes. De ce fait, Acosta (2010 : 11) reconnaît le « bien vivre » comme une catégorie sans cesse en construction et reproduction. Cependant, il est possible de vérifier dans ces multiples compréhensions de Pachamama et de *sumak kawsay* l'existence de caractéristiques d'une matrice sociale basée sur le sentiment communautaire et sur « [...] un fort enracinement dans le sacré, non pas dans le sens religieux de la culture occidentale, mais dans celui qui comprend le sacré comme digne de respect ». (Martinez, 2011 : 10)⁵⁵

Tout ceci nous conduit à penser qu'il ne serait pas possible d'utiliser ces termes dans le discours constitutionnel si ce n'est sous une forme adaptée, basée sur des éléments généraux des compréhensions multiples des termes Pachamama et *sumak kawsay*. La reformulation de ces compréhensions visant son inclusion dans la Constitution de 2008 soulève, toutefois, des critiques telles qu'une utilisation romancée et transformée par le discours des écologistes.

B- Utilisation des expressions Pachamama et *sumak kawsay* dans le texte constitutionnel

Chaque constitution synthétise un moment historique. Dans chaque Constitution, les processus sociaux accumulés se cristallisent. Et dans chaque Constitution, une certaine manière de comprendre la vie est incorporée (Acosta, 2010 : 5)⁵⁶

Les éléments de la culture andine insérés dans le texte constitutionnel ont pris une forme renouvelée en raison de la nécessité de les harmoniser avec d'autres idéaux contemporains, avec la reconnaissance du besoin de valoriser et de respecter les multiples formes de coexistence, le pluralisme existant en Équateur et aussi en raison de l'évolution des discussions sur l'inclusion des droits de la nature durant le processus constituant. Acosta soutient cette idée en affirmant que le concept de bien vivre « [...] est également fondé sur des principes philosophiques universels : aristotéliens, marxistes, écologiques, féministes, coopérativistes, humanistes ... » (*idem*, p. 13).⁵⁷

55 «[...] un fuerte enraizamiento en lo sagrado, no en el sentido religioso de la cultura occidental, sino en aquél que entiende lo sagrado como merecedor de respeto.». Notre traduction.

56 «Toda Constitución sintetiza un momento histórico. En toda Constitución se cristalizan procesos sociales acumulados. Y en toda Constitución se plasma una determinada forma de entender la vida.». Notre traduction.

57 « [...] se sustenta también en algunos principios filosóficos universales: aristotélicos, marxistas, ecológicos, feministas, cooperativistas, humanistas... ». Notre traduction.

Selon Acosta, la Constitution Equatorienne de 2008 a rompu avec la doctrine classique du droit qui comprend une hiérarchie entre les normes. Ainsi, cette Constitution ne prévoit pas que les droits du « Bien-vivre » soient supérieurs à d'autres droits ; au contraire, tous les droits prévus dans les 444 articles ont la même valeur juridique (*idem* : 6) De même, la compréhension du « bien vivre » et de Pachamama telle qu'elle est présentée dans le texte constitutionnel n'exclut pas les autres interprétations des cosmovisions existantes dans les diverses communautés équatoriennes.⁵⁸

Dans le texte constitutionnel, approuvé, il nous faut souligner que les mots Pachamama ou *sumak kawsay* ne sont ni traduits présentés en italique (comme c'est l'habitude dans le cas d'un vocabulaire étranger) ; ils ont la même valeur que les termes espagnols. Cette pratique réaffirme l'idée d'inclusion de cultures autrefois minimisées. Le *sumak kawsay*

[...] naît dans la périphérie sociale de la périphérie mondiale et ne contient pas les éléments trompeurs du développement conventionnel. [...] l'idée vient du vocabulaire de peuples autrefois complètement marginalisés, exclus de la respectabilité et dont le langage était considéré comme inférieur, inculte, incapable de la pensée abstraite, primitif. Maintenant, son vocabulaire entre dans deux constitutions⁵⁹ (Tortosa, 2009 : 3)⁶⁰

C'est en raison de cette condition périphérique, ou marginale, que (Zaffaroni, 2011 : 116) reconnaît la possibilité d'entendre des critiques par rapport à la mention à Pachamama dans les Constitutions, en la réduisant au statut d'un « [...] archétype peu originel »⁶¹ (*idem*).

En contrepartie, le positionnement de la nature par rapport à l'être humain dans la Constitution de l'Équateur de 2008 diffère de toutes autres lois étrangères et/ou internationales, et confère une nouvelle façon de comprendre les droits fondamentaux. Dans le droit humain à l'environnement, par exemple, dans le cas de dommages environnementaux seuls les droits des êtres humains peuvent être restitués. Selon la perspective biocentrique présente dans la Constitution de 2008, dans le cas des droits à la nature, le centre est la Nature, ce qui inclut aussi l'être humain. Le respect à la Pachamama ne signifie pas, toutefois, l'interdiction pour les humains de pratiquer l'agriculture et l'élevage. La protection de la nature implique plutôt la protection de la maintenance de ses systèmes de vie (Acosta, 2010 : 19-20), dans la mesure où elle est « [...] un élément universel qui se complète, se correspond, interagit et avec lequel on a des relations réciproques » (Santamaria, 2011 : 218).⁶²

Enfin, le principe culturel du « bien vivre » présent dans le texte constitutionnel et basé sur la solidarité et l'équité, montre une ouverture vers l'intégration internationale et notamment avec les pays latino-américains – intégration considérée comme un objectif constitutionnel (Acosta, 2010 : 27). Les caractéristiques présentées jusqu'ici font partie des éléments qui caractérisent une nouvelle identité du constitutionnalisme, renforcée par la Constitution « [...] la plus équatorienne de l'histoire » (*idem*).⁶³

58 Selon nous voyons dans le préambule de la Constitution.

59 Il s'agit de la Constitution de l'Équateur et celle de la Bolivie (qui utilise le terme *suma qamaña*).

60 « [...] nace en la periferia social de la periferia mundial y no contiene los elementos engañosos del desarrollo convencional. (...) la idea proviene del vocabulario de pueblos otrora totalmente marginados, excluidos de la respetabilidad y cuya lengua era considerada inferior, inculta, incapaz del pensamiento abstracto, primitiva. Ahora su vocabulario entra en dos constituciones.» Notre traduction.

61 « [...] un arquetipo nada original ».. Notre traduction.

62 «[...] un elemento universal que se complementa, se corresponde, se interrelaciona y con la que se tiene relaciones recíprocas, la consecuencia obvia es que debe protegerse.» Notre traduction..

63 «[...] la más ecuatoriana de toda la historia». Notre traduction.

Conclusion

À la lumière de ce qui a été présenté, nous avons deux considérations fondamentales à faire : la première, l'influence des innovations de la Constitution de l'Équateur de 2008 hors-frontières et la deuxième, la nécessité de dépasser un profil politico-juridique latino-américain existant depuis la période de colonisation.

Les innovations juridiques présentées par la constitution de l'Équateur en ce qui concerne un profond respect de la nature ont, depuis 2008, dépassé les *frontières géographiques* et les *frontières disciplinaires*. Pour les premières, cette Constitution a servi d'impulsion et d'inspiration à l'inclusion des droits de la nature dans la loi d'autres pays – Constitution de la Bolivie de 2009, Constitutions régionales au Mexique et ordonnances municipales aux Etats-Unis. (*Global Alliance for the Rights of Nature*, 2018 : 1). Quant aux secondes, la reconstruction d'une pensée juridique autre est également envisagée dans d'autres domaines du savoir (psychologie, sciences humaines et sociales, économie, entre autres) à travers la croissance de politiques publiques et d'actions diverses qui suscitent un débat international mondial qui s'intensifie chaque année (Acosta, 2010 :15).

Mais, malgré de nombreuses avancées juridiques, il reste encore beaucoup à faire. L'un des plus grands défis consiste à harmoniser la théorie avec la pratique.

Analyser à travers l'anthropologie juridique le cas de la Constitution de l'Équateur dans le nouveau constitutionnalisme latino-américain, c'est prendre en compte non seulement la lettre de la loi mais aussi la culture politico-juridique d'un pays, dont la loi ne représente parfois qu'un simple formalisme. De ce fait, les distances entre la théorie et la pratique indiquent un scénario souvent confus et contradictoire dans lequel nous observons, par exemple, des cas d'extractivisme illégal dans un pays qui exige le respect du maintien des cycles de la nature.

Les vestiges coloniaux de cette tradition de non-respect des lois écrites révèlent l'existence d'une dynamique juridico-culturelle tellement bien structurée qu'il faudra beaucoup plus de dix ans pour en changer. Ces dynamiques n'ont pas encore été remplacées par une action et une réflexion – dans tous les secteurs sociaux – en dehors du modèle international de développement néo-libéral imposé.

En ce sens, peut-être d'une façon un peu utopique (tel quel l'était l'idée d'accorder des droits à la nature, avant 2008), mais sans nous éloigner des réflexions anthropologiques, nous reprenons dans cette conclusion la signification de *pacha* en tant que *temps*, à savoir le respect du moment pour préparer la terre, la semer, la voir germer et récolter ses fruits - ces temps ne sont pas des moments simultanés. De la même manière que se conçoit cette notion de temps dans le sens de *Pacha Mama*, il est nécessaire de respecter cette temporalité par rapport à ses droits – les droits de la nature, tout en notant qu'on aperçoit déjà que certains de ses fruits ont déjà été récoltés tout au long de ces dix ans.

Références

Acosta, A. (2008). La Naturaleza como sujeto de derechos. [en ligne], disponible sur <http://www.ecologiasocial.com/biblioteca/AcostaNaturalezaDerechos.htm>, consulté le 30/08/2018.

ACOSTA, A. (2010). "El Buen Vivir en el camino del post-desarrollo. Una lectura desde la Constitución de Montecristi". *Policy paper*, 2010, vol. 9, n. 5, p. 1-36.

Acosta, A. ; Martinez, E. (2011). *La naturaleza con derechos : de la filosofía a la política*, Alberto Acosta y Esperanza Martínez (orgs.). Quito-Ecuador : Abya-Yala.

Alliance for the Rights of Nature (2018), Proclama del decenio de los derechos de la naturaleza, [en ligne]. Disponible sur : <http://therightsofnature.org/wp-content/uploads/2018/07/PROCLAMA-DEL-DECENIO-DE-LOS-DERECHOS-DE-LA-NATURALEZA.pdf>, consulté le 30/08/2018.

- Asamblea Constituyente, (2008). *Acta 040*. Quito : Biblioteca Nacional.
- BARROSO, L. R. (2015). *Curso de direito constitucional contemporâneo : os conceitos fundamentais e a construção do novo modelo*, 5e éd.. São Paulo, Brésil : Saraiva.
- Broekman, J. M. (1993). *Droit et anthropologie*. Paris : Librairie Générale de droit et de jurisprudence.
- Charbonnier, P. (2015). *La fin d'un grand partage : nature et société, de Durkheim à Descola*. Paris : CNRS.
- Delfour, C. (2005). *L'invention nationaliste en Bolivie : une culture politique complexe*. Paris : Editions L'Harmattan.
- Descola, P. ; Charbonnier, P. (2014). *La composition des mondes : Entretiens avec Pierre Charbonnier*. Paris : Flammarion.
- Dussel, E. D. (1993). *1492 : o encobrimento do outro ; a origem do Mito da modernidade ; conferências de Frankfurt*. Petropolis : Vozes.
- Ecuador (2008) Constitución de la República del Ecuador 2008. Disponible sur : https://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_const.pdf. Consulté le 30/08/2018
- Galeano, E. (2009). La naturaleza no es muda. *Página 12*, le 27 avril 2008, disponible sur : <https://www.pagina12.com.ar/diario/contratapa/13-103148-2008-04-27.html>. Consulté le 30/08/2018
- Goodale M. (2017), *Anthropology and Law : A Critical Introduction*. New York : NYU Press.
- Gudynas, E. (2011). “Los derechos de la Naturaleza en serio Respuestas y aportes desde la ecología política”, dans : Acosta, A. ; Martinez, E. (2011). *La naturaleza con derechos : de la filosofía a la política*, Alberto Acosta y Esperanza Martínez (orgs.). Quito-Ecuador : Abya-Yala.
- Martinez, E. (2011). “Prologo”, dans : Acosta, A. ; Martinez, E. (2011). *La naturaleza con derechos : de la filosofía a la política*, Alberto Acosta y Esperanza Martínez (orgs.). Quito-Ecuador : Abya-Yala.
- Murcia, D. (2011). “El sujeto naturaleza : elementos para su comprensión”, dans : Acosta, A. ; Martinez, E. (2011). *La naturaleza con derechos : de la filosofía a la política*, Alberto Acosta y Esperanza Martínez (orgs.). Quito-Ecuador : Abya-Yala.
- Santamaría, R. A. (2011). El derecho de la naturaleza : fundamentos”, dans : Acosta, A. ; Martinez, E. (2011). *La naturaleza con derechos : de la filosofía a la política*, Alberto Acosta y Esperanza Martínez (orgs.). Quito-Ecuador : Abya-Yala.
- Santos, A. D. (2013). *Philippe Descola, L'écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*. Paris : Éditions Quae, coll. Sciences en questions.
- Tanasescu, M. (2013). The rights of nature in Ecuador : the making of an idea. *International Journal of Environmental Studies*, 70(6), 846-861. Consulté sur : https://www.academia.edu/4994860/The_Rights_of_Nature_in_Ecuador_The_Making_of_a_n_Idea, le 30/08/2018.
- Tortosa, J. M. (2009). Sumak kawsay, suma qamaña, buen vivir. *Fundación Carolina* [en ligne]. Disponible sur : <http://www.plataformabuenvivir.com/wp-content/uploads/2012/07/TortosaSumakKawsayBuenVivir09.pdf>, Consulté le 30/08/2018.
- Viciano P., R. ; Martínez D., R. (2010). “Los procesos constituyentes latinoamericanos y el nuevo paradigma constitucional”. *Revista del Instituto de Ciencias Jurídicas de Puebla A.C.*, n. 25, p. 7-29. México : Instituto de Ciencias Jurídicas de Puebla.
- Wolkmer A. C. (2008). « Repensando a questão da historicidade do Estado e do Direito da América Latina », dans : Wolkmer A. C. ; Vieira R. S.(orgs.), *Estado, política e direito : relações de poder e políticas públicas*. Criciúma : UNESC.

Zaffaroni, E. R. (2010). “La naturaleza como persona : Pachamama y Gaia.”, dans : *Bolivia : Nueva Constitución Política del Estado. Conceptos elementales para su desarrollo normativo*, La Paz : Vicepresidencia del Estado Plurinacional.

Zaffaroni, E. R. (2011). “La Pachamama y el humano”, dans : Acosta, A. ; Martínez, E. (2011). *La naturaleza con derechos : de la filosofía a la política*, Alberto Acosta y Esperanza Martínez (orgs.). Quito-Ecuador : Abya-Yala.



El "buen vivir": redefiniendo los debates sobre el "desarrollo" y la "justicia"⁶⁴

Mariluz Nova Laverde

Universidad de La Salle,
Bogotá, Colombia

Docente investigadora. Directora Adjunta Observatorio sobre Conflictos Red-ALEC. Integrante Grupo de Estudios de Derechos de la Madre Tierra

mnova@unisalle.edu.co

El presente documento expone una revisión analítica del concepto y prácticas ancestrales del “buen vivir” y sus aportes a los debates teóricos sobre el “desarrollo” y la “justicia”. Se muestra cómo, en el marco de una crisis civilizatoria, la teoría crítica se remozca al calor de los movimientos sociales con arraigo territorial, cuyas reivindicaciones plantean un punto de quiebre con la ontología, dualismos y jerarquizaciones modernas. El buen vivir, como expresión de la cosmovisión indígena de Abya Yala, así como ejercicio de resistencias al extractivismo, la colonización y patriarcalización, se configura como alternativa al desarrollo y alimenta las teorías de la justicia, con reivindicaciones amplias sobre quienes son sujetos de justicia.

Palabras clave: desarrollo, justicia, buen vivir

Ce document présente une révision analytique du concept ancestral et des pratiques du « bien-vivre » et de ses contributions aux débats théoriques sur le « développement » et la « justice ». Il montre comment, dans le contexte d'une crise civilisatoire, la théorie critique est revigorée par la chaleur des mouvements sociaux avec un enracinement territorial qui expose une rupture avec l'ontologie, les dualismes et les hiérarchies modernes. Le « bien vivre », expression de la cosmovision autochtone d'Abya Yala, ainsi que l'exercice de la résistance à l'extractivisme, à la colonisation et au patriarcat, sont conçus comme une alternative au développement et alimentent les théories de la justice, avec de larges revendications sur ceux qui sont des sujets de justice.

Mots clés: développement, justice, bien-vivre

64 Una versión preliminar se presentó en la especialización DDHH y Estudios Críticos del Derecho de CLACSO.

Este documento apresenta uma revisão analítica do conceito e práticas ancestrais do "bem-viver" e suas contribuições para os debates teóricos sobre "desenvolvimento" e a "justiça". Mostra como, no contexto de uma crise civilizatória, a teoria crítica é rejuvenescida no calor dos movimentos sociais com raízes territoriais, cujas reivindicações colocam um ponto de ruptura com a ontologia, os dualismos e as hierarquias modernas. O bem-viver, como expressão da cosmovisão indígena de Abya Yala, bem como o exercício da resistência ao extrativismo, à colonização e à patriarcalização, configura-se como uma alternativa ao desenvolvimento e alimenta as teorias da justiça, com reivindicações amplas sobre os sujeitos da justiça.

Palavras chave: desenvolvimento, justiça, bem-viver

This document presents an analytical review of the ancestral concept and practices of "good living" and its contributions to the theoretical debates on "development" and "justice". It shows how, in the context of a civilizational crisis, the critical theory is invigorated in the heat of social movements with territorial rooting that expose a breaking point with modern ontology, dualisms and hierarchies. "Good living" as an expression of indigenous cosmovision of Abya Yala, as well as an exercise of resistance to extractivism, colonization and patriarchalization, is configured as an alternative to development and fuels the theories of justice with broad claims on those who are subjects of justice.

Key words: development, justice, "Good living"

Introducción

En la llamada era del “desarrollo”, a la par que se ha incrementado la producción mundial de bienes y servicios, han llegado a nivel crítico las condiciones de vida del planeta y gran parte de la población mundial: persistentes condiciones de pobreza y desigualdad (PNUD, 2010) (OXFAM, 2014) (OXFAM, 2017, padecimiento de hambre y desnutrición (FAO, FIDA, OMS, PMA y UNICEF, 2017), pérdida de biodiversidad ((WWF), 2014) (WWF), 2016), desertificación y calentamiento global (PNUD, 2007-2008) (PNUD, 2011), así como la exacerbación de conflictos territoriales (Pérez-Rincón, 2014). El crecimiento económico volátil acompañado de ecocidios y epistemicidios plantea una crisis global, no sólo multidimensional, económica y financiera, social, ecológica (Papa Francisco, 2015), energética, alimentaria e hídrica (Zubiría (De), 2010), sino que expresa ciertamente una crisis civilizatoria (Lander, 2010) (Quintero, 2014); esto es, plantea la revaluación de los valores modernos y la revisión de las teorías de la justicia.

De manera que el presente documento analiza los principios que atraviesan el “buen vivir” y constituyen una alternativa al ideal de progreso de la modernidad y que, además, confrontan la teoría crítica moderna, particularmente de la Escuela de Frankfurt y sus concepciones de justicia. El documento se estructura en dos grandes partes. La primera, sitúa el “buen vivir” como alternativa al desarrollo que se erige sobre luchas por la “descolonización”, la “despatriarcalización”, la soberanía y la defensa del territorio. La segunda parte, presenta los dualismos y jerarquizaciones de la modernidad que el concepto y prácticas ancestrales del “buen vivir” controvierte y, a partir de ello, se exponen los aportes a las teorías de la justicia como reconocimiento y redistribución comprendidos en la re-significación de la fraternidad, la ecología de saberes, la revaloración del sentir y la reivindicación del territorio-Madre tierra.

Teoría y praxis social: las alternativas del y al desarrollo

Los enfoques teóricos sobre el desarrollo se esquematizan mediante tres enfoques representativos: liberal, marxista y postestructuralista, a partir de los cuales se han caracterizado hoy las controversias por el sentido del desarrollo entre alternativas *del* y *al* desarrollo (Escobar, 2005) (Gudynas, 2011) (Gudynas & Acosta, 2011) (Nova, 2017). Las alternativas *del* desarrollo comprenden varias perspectivas que tienen en común el ser construidas como discursos de “arriba hacia abajo”, erigidos sobre el principio básico del crecimiento económico como criterio de progreso y el antropocentrismo como concepción epistemológica. Por su parte, las alternativas *al* desarrollo se inspiran en las movilizaciones sociales y populares, esto es, surgen de “abajo hacia arriba” y desde una visión biocéntrica se oponen al desarrollo como acumulación material; reivindican la diversidad cultural y los derechos de la naturaleza en los territorios (Escobar, 2017) (Escobar, 1996) (Santos, 2014).

Así, los debates teóricos se han alimentado, más que de la teoría crítica moderna, de los saberes y prácticas populares y ancestrales⁶⁵. Ante los efectos negativos y promesas incumplidas de los discursos hegemónicos del desarrollo, el fenómeno de la exacerbación de los movimientos sociales y populares de resistencia y pervivencia llega a nutrir también la teoría con narrativas alternas al desarrollo (Nova, 2017)⁶⁶.

65 “... la sociedad civil ha jugado un papel fundamental. El movimiento ambientalista, desde hace décadas cuestiona el desarrollismo actual y, sin abandonar su preocupación ecológica, ha buscado repensar las dimensiones sociales, económicas y políticas del desarrollo. En ese terreno, las organizaciones ciudadanas aprovechan tanto las mejores expresiones de la ciencia contemporánea como los más adecuados saberes tradicionales...los debates sobre el desarrollo en general, y sobre la sustentabilidad en particular, no hubieran sido posibles sin esa sociedad civil activa” (Gudynas, 2011c:101)

66 También lo advierte Gudynas: ...la sustentabilidad súper-fuerte y las discusiones sobre el Buen Vivir discurren en escenarios esencialmente políticos, entendidos como debates plurales en el espacio público (Gudynas, 2011c: 99) Un completo análisis del fenómeno político de los movimientos

Casos emblemáticos de las luchas sociales con arraigo territorial y en oposición al modelo de desarrollo neoliberal son las movilizaciones indígenas y campesinas en Ecuador y Bolivia, que ejercieron como poder constituyente. La incorporación en las constituciones de Ecuador (2008) y Bolivia (2009) de los conceptos comprendidos en las expresiones “Sumak Kawsay” (quechua), “Buen vivir”, y “Suma Qamaña” (aymara), “Vivir bien”, propios de las cosmovisiones de grupos indígenas de nuestra “Abya Yala”, representan un punto de quiebre en las teorías del desarrollo⁶⁷.

En todo caso, valga señalar que las alternativas *al* desarrollo surgen al interior tanto de países denominados “desarrollados”, como de aquellos “en vía de desarrollo”. Desde los primeros, las posturas por el decrecimiento y la sustentabilidad ecológica son lideradas por movimientos ambientalistas desde una crítica al consumismo. La versión latinoamericana del “buen vivir” es principalmente la resonancia de la resistencia al extractivismo fomentado en el marco del “Consenso de los Commodities”⁶⁸.

Por las políticas de desarrollo impulsadas desde los organismos multilaterales, la *estrategia minera para América Latina* (Banco Mundial, 1997) deviene en la proliferación de inversión extranjera para la explotación de recursos naturales no renovables y con ello la profundización de las tensiones entre el desarrollo entendido como crecimiento económico y los derechos humanos y la justicia ecológica (Santos, 2014) (Svampa, 2013) (Villalba-Eguiluz & Etxano, 2017) (Brand, Boos, & Brad, 2017) (Siegel, 2017) (Burchardt & Dietz, 2014). Frente a las violencias de las estrategias de desarrollo, contra los epistemicidios y ecocidios que propician, se empoderan los grupos subalternos por la defensa de los territorios, la interculturalidad y el reconocimiento de los derechos de la madre tierra, de manera que es preciso entender las luchas por el “buen vivir” en el marco de procesos de “descolonización” y “despatriarcalización” (Haidar & Berros, 2015).

Esto ha implicado confrontar los dualismos propios de la modernidad y sus jerarquizaciones: ante la pretendida autoridad y neutralidad del conocimiento científico en que se escudan las intervenciones de la tecnocracia, reivindicar los saberes tradicionales y la reflexión ética; contra la concepción de la naturaleza como recurso productivo para la explotación, postular la comprensión del vínculo espiritual con la madre tierra, esto es, la unidad ser-humano naturaleza y por tanto el reconocimiento de esta última también como sujeto de derechos; ante el predominio de la racionalidad instrumental, recuperar los sentimientos y emociones, así como la dimensión del cuidado relegada dentro del orden patriarcal; en oposición al individualismo posesivo de mercado, reconfigurar la fraternidad y las relaciones de reciprocidad y solidaridad en la comunidad como escenario de realización colectiva; y, por supuesto, ante las representaciones de inferioridad y prácticas de dominación que constituye el discurso del “subdesarrollo”, revalorar la diversidad cultural y la autonomía de los pueblos.

sociales contemporáneos se encuentra en (Puyo, 2003). Véase también el libro de Boaventura de Sousa Santos *Foro social mundial, manual de uso*, donde se explica esta red como una manifestación global de resistencia contra el neoliberalismo (Santos, 2005), la cual aglutina diversos movimientos sociales con arraigo territorial, campesinos, indígenas, el grupo de “los indignados”, organizaciones de ambientalistas...

67 Resulta ilustrativo que precisamente deje de denominarse plan de desarrollo y en cambio se plantee “Plan Nacional para el Buen Vivir, 2009- 2013” del Ecuador (Senplades, 2009). Véase (Gudynas & Acosta 2011)

68 El «Consenso de los Commodities» marca el ingreso de América Latina en un nuevo orden económico y político-ideológico, sostenido por el boom de los precios internacionales de las materias primas y los bienes de consumo demandados cada vez más por los países centrales y las potencias emergentes. Este orden consolida un estilo de desarrollo neoextractivista que genera ventajas comparativas visibles en el crecimiento económico al tiempo que produce nuevas asimetrías y conflictos sociales. Esta conflictividad marca un nuevo ciclo de luchas, centrado en la defensa del territorio y del ambiente (Svampa, 2013)

DUALISMOS Y JERARQUIZACIÓN DE LA MODERNIDAD		ALTERNATIVAS QUE POSTULA EL BUEN VIVIR
Ciencia	Ética	Justicia Social ←Reconocimiento-Redistribución
Ciencia	Otros saberes-Mito	Justicia Cognitiva ←Ecología de saberes
Ser humano	Naturaleza	Justicia interespecífica ←Territorio-Madre tierra
Razón	Emoción	Despatriarcalización ←Sentipensar-Cultura del cuidado
Individuo	Colectivo	Comunidad-autorrealización cooperativa ↔ Fraternidad-Memoria-Identidad
Desarrollo	Subdesarrollo	Descolonización-Autonomía- Soberanía ←Post-desarrollos

Elaboración propia

Así, puede comprenderse el concepto del “Buen vivir” como una alternativa ontológica en medio de una crisis civilizatoria: la crisis actual es causada por un modelo particular de mundo (una ontología), la civilización moderna capitalista de la separación y la desconexión, donde humanos y no humanos, mente y cuerpo, individuo y comunidad, razón y emoción, etc. se ven como entidades separadas y autoconstituidas (Escobar, 2017). En contraposición, el pensamiento andino se caracteriza por cuatro principios fundamentales que aplican a todos los campos de la vida, se expresan de múltiples formas y comprenden distintas dimensiones y relaciones, desde las personales hasta las cósmicas: (a) principio de relacionalidad, (b) dualidad complementaria, (c) correspondencia y (d) reciprocidad (Rodríguez, 2016: 20). En palabras de Acosta, el Buen Vivir constituye una propuesta de cambio civilizatorio desde la periferia del mundo (2013).

Replanteando las teorías de la justicia social

En *Más allá de la Justicia*, Agnes Heller propone un concepto incompleto de justicia ético-política⁶⁹ que la lleva a problematizar la relación de justicia/vida buena, precisando que la última es una noción más amplia vinculada al concepto de emancipación: “La justicia es el esqueleto; la ‘vida buena’ es la carne y la sangre” (Heller, 1990: 11). Siguiendo esta idea, con la claridad de que, aunque la justicia es la condición previa del “buen vivir”, el propio “buen vivir” está más allá de la justicia. El ejercicio analítico que acá se plantea no pretende subsumir el carácter emancipatorio del “buen vivir”, mucho menos interpretarlo como alternativa universal; simplemente, examina sus aportes a las teorías de la justicia contemporáneas.

Como utopía, la justicia ha sido marginalizada. Más que sub-teorizada, ha sido descalificada frente a la autoridad y supuesta neutralidad del conocimiento científico.

69 Mediante una reformulación del *principio fundamental de universalización* y la definición de la *Ética del discurso* de Habermas, Heller le da fundamento normativo a su *concepto ético-político incompleto de justicia*: “El concepto ético-político incompleto de justicia pretende establecer un fundamento normativo común para diferentes formas de vida. No pretende amoldar formas de vida en una única pauta ‘ideal’. No recomiendo una única ética intrínseca a esta pauta ideal. Planteo la existencia simultánea de formas de vida unidas entre sí por lazos de simétrica reciprocidad” (1990: 281). Esta noción la opone a la teoría de la justicia de Rawls, la cual cataloga como “concepto ético-político completo”, lo que supone, según ella, caer en la “falacia universalista”

Reinventar un compromiso con la emancipación comprende una lucha por la justicia en los campos político y de las ideas⁷⁰.

Törnblom Kjell y Kazemi Ali (2011), realizan un balance de veinticinco años de publicaciones en *Social Justice Research*, revista oficial de la *International Society for Justice Research* (ISJR), y entonces identificaron como líneas de investigación que requerían creciente atención: el reconocimiento de individuos, colectividades y otros animales excluidos de la comunidad moral, así como los asuntos de justicia distributiva; adicionalmente, plantearon la necesidad de articular tales tópicos. En efecto, hoy la teoría crítica tiene el gran reto de tratar dentro de un mismo marco interpretativo las distintas formas de injusticia.

En tal sentido, Nova rastrea las temáticas principales de las contemporáneas teorías de la justicia social: distribución, reconocimiento, trato a discapacitados y justicia transnacional y propone integrarlas en dos irreductibles dimensiones de la justicia: reconocimiento y distribución, mediante una reconceptualización de los “quiénes” de la justicia, (Nova, 2016)

La pregunta por quiénes son los sujetos de la justicia es fundamental para articular reconocimiento y distribución⁷¹. Re-conceptualizar los “quiénes” implica, en principio, cuestionar el supuesto de ciudadanos libres e iguales propio del contractualismo y, en contraposición, asumir que las personas son diversas, con diferentes doctrinas morales, religiosas y filosóficas, así como situadas en distintas condiciones socioeconómicas y con dotaciones naturales desiguales. De esta manera, se propone redescubrir la heterogeneidad que se invisibiliza en la simple distinción rawlsiana de los grupos de ciudadanos más y menos aventajados (Nova, 2016).

Con este planteamiento, el reconocimiento comprende, tanto los asuntos de género, el trato a los animales no humanos, personas con diversas capacidades físicas y mentales, así como los conflictos transnacionales. Ahora, de lo que se trata es de revisar el concepto y las prácticas del “buen vivir” qué reivindicaciones respaldan y agregan en la redefinición de los sujetos de la justicia.

Evidentemente, los procesos constituyentes de Ecuador y Bolivia acogen nuevas demandas de distribución y reconocimiento en la medida en que superan las constituciones liberales centradas en el ser humano, el individuo y los derechos civiles. En términos de distribución se consagran, por ejemplo, una nueva idea formal y material de la igualdad con los “derechos del buen vivir” en la constitución de Ecuador. En cuanto a reconocimiento, se promulgan nuevos sujetos de derechos, como los diversos pueblos y la naturaleza. Adicionalmente, en sí mismo, el fenómeno socio-jurídico del “nuevo constitucionalismo” en estos dos países, representa una conquista en el sentido de resquebrajar la representación de inferioridad social y epistémica del “subdesarrollo” (Navas, 2017).

70 Éste es pues un ejercicio teórico, por lo que es preciso citar a Horkheimer, quien expresa magistralmente la importancia de la reflexión teórica para la praxis libertadora, destacando la connotación política de lo que constituye la TC: ...para pasar de la forma de sociedad actual a una futura la humanidad debe constituirse, primero, como sujeto consciente, y determinar de manera activa sus propias formas de vida... La hostilidad indiscriminada contra la teoría significa hoy, por lo tanto, un obstáculo. Si el esfuerzo teórico... no es continuado, no queda lugar para la esperanza de mejorar fundamentalmente la existencia humana, la exigencia de positividad y subordinación, que aún en los grupos avanzados de la sociedad amenaza con privar de sentido a la teoría, no afecta necesariamente solo ésta; afecta también a la praxis libertadora (Horkheimer, Teoría Crítica, 1974: 262-263).

71 Sobre los quiénes de la justicia son fundamentales los aportes de Fraser (2008) y Nussbaum (2007). Nussbaum (2007) expone una crítica contundente al criterio fundamental del beneficio mutuo de la teoría clásica del contrato social, a partir de la cual identifica tres grandes problemas de la justicia que son desatendidos: el trato a las personas discapacitadas, el alcance de la justicia más allá del Estado Nación y la relación con los animales no humanos

Estas consideraciones remiten al nutrido diálogo entre la filósofa norteamericana Nancy Fraser y el filósofo alemán Axel Honneth, como referencia teórica paradigmática de la justicia como reconocimiento y redistribución (Fraser & Honeth, 2006). Dando fundamento a la apuesta de una teoría global, bivalente, que integre lo social y lo cultural, lo económico y lo discursivo. En este punto valga hacer una reflexión auto-referente a la ecología de saberes. Un pensamiento alternativo desde el sur no niega el potencial dialógico con la teoría crítica europea y los aportes analíticos de las feministas norteamericanas. Nótese las cercanías de estos planteamientos con lo que expone Boaventura de Sousa Santos (2003) en su propuesta de reinventar un paradigma subalterno de reconocimiento y redistribución en el marco de una cultura política transnacional emergente.

Ecología de saberes y justicia cognitiva

El “buen vivir” es un proceso de reivindicación y recuperación del pensamiento ancestral de los pueblos originarios de Abya Yala (Rodríguez, 2016). Uno de los grandes aportes de las luchas por el buen vivir a las teorías de la justicia es poner en evidencia que las injusticias sociales y ecológicas, además de estar interconectadas, están ligadas con la injusticia cognitiva. En la medida en que el predominio de los tecnicismos económicos en las políticas del desarrollo, la construcción de un lenguaje excluyente, han propiciado que las decisiones sobre los asuntos económicos se deleguen a las élites de tecnócratas, la globalización neoliberal se ha instaurado como sentido común, como régimen de “verdad” que legitima el *statu quo* y las políticas de intervención para el desarrollo.

Los procesos coloniales y, dentro de éstos, los discursos del desarrollo, han construido representaciones de inferioridad. Fraser muestra que los patrones institucionalizados de valor cultural tienen efectos de diferenciación sobre el prestigio de los distintos actores sociales; esto es, pueden favorecer un reconocimiento recíproco o una igualdad de estatus o, por el contrario, pueden provocar un reconocimiento erróneo y una subordinación de estatus (Fraser y Honneth, 2006) (Nova, 2016).

De Sousa expone que la injusticia social está ligada con la injusticia cognitiva (2010). Por lo tanto, la emancipación requiere un pensamiento post-abismal, una ecología de saberes. La teoría crítica moderna apenas teorizó la fuerza revolucionaria de la clase proletaria, pero no advirtió la potencia de otros grupos subalternos e invisibilizados de los que, en efecto, emergieron alternativas. Se necesitan filosofía política y pensamiento post-abismal para reconstruir los ideales normativos de sociedad. Pensar la justicia social es un auténtico ejercicio de teoría crítica. Un pensamiento alternativo de alternativas requiere reivindicar el valor de la justicia, desestimado ante el rigor de la neutralidad científica, expresión del pensamiento abismal (De Sousa, 2000).

Por lo tanto, la resistencia política debe apoyarse en resistencia epistemológica. En este escenario es evidente la relevancia de las luchas por el buen vivir como un diálogo de saberes para la configuración de una justicia social, que llevaron a la arena política “la necesidad de vincular el debate del modelo socio- económico al de los modelos de democracia” (Martínez, 2013). Con ello, también ganaron estatus y derechos los saberes ancestrales. Han sido el dialogo de saberes y el poder constituyente de los pueblos los que han dotado de una alta legitimidad estas nuevas constituciones y los que han revolucionado la teoría crítica y la deconstrucción de la razón indolente⁷²:

Por este motivo, debemos enfrentar la encrucijada paradigmática de los ODS desde una “ecología de saberes” que desarrolle y potencialice todas las dimensiones humanas mediante una organización transdisciplinar del conocimiento que combine la razón científica con otros aspectos epistémicos, espirituales, religiosos, afectivos, emocionales, políticos, retóricos, poéticos, artísticos y filosóficos. Sin duda, el diálogo con la sabiduría

72 Véase Santos (2000)

indígena y aborígen nos permitirá desarrollar nuevos horizontes epistemológicos más resilientes (Collado-Ruano, 2016:)

Territorio y Madre tierra: Justicia transnacional, interespecífica y compleja

Las luchas por el “buen vivir” como ejercicios de resistencia al modelo de desarrollo neoliberal y extractivista resaltan los problemas de la justicia global vinculados a las profundas y progresivas desigualdades socioeconómicas a nivel planetario, la localización de los daños ecológicos y la explotación y devastación de la naturaleza, de manera que remozan los debates sobre las escalas de la justicia y la correspondiente importancia de desenmarcar los “quiénes” de las fronteras nacionales (Fraser, 2008), para reconocer las reivindicaciones de ciudadanías que no se subsumen en las delimitaciones políticas y que están inmersas en economías que no son estrictamente nacionales.

Por otro lado, la defensa del territorio aporta dos consideraciones más sobre los “quienes” de la justicia: el reconocimiento de la naturaleza como sujeto de derechos y su estatus de madre. Estos elementos rompen con los esquemas modernos de dominación, racionalidad instrumental y dicotomía ser-humano naturaleza que han impregnado las teorías de la justicia social.

En esto consiste precisamente una de las más lúcidas críticas que Nussbaum plantea a Rawls: que su teoría no considera a los animales como sujetos de justicia (Nussbaum, 2007). En efecto, hay una marcada trayectoria antropocéntrica en las teorías de la justicia social y es desde la ecología que empieza a tratarse y desplegarse la perspectiva biocéntrica de la justicia. Particularmente con los trabajos del filósofo noruego Arne Naess y su término “ecosofía”, que hace referencia a “una filosofía de armonía ecológica o equilibrio ecológico”, nace la ecología profunda, Deep Ecology (Bugallo, 2011: 39) que servirá para controvertir la restringida idea de justicia ambiental e intergeneracional que subyace precisamente al discurso de desarrollo sostenible de la ONU.

Como sintetiza Gudynas, la consideración de la dimensión ambiental en los debates sobre el desarrollo deviene en una pluralidad de énfasis y sentidos del término “sustentabilidad”. Desde “Nuestro Futuro Común”, producido por la Comisión Mundial sobre Medio Ambiente y Desarrollo (ONU, 1987), cuya definición del “desarrollo sostenible”⁷³ suscitó importantes controversias y una eclosión de significados sobre la “Sustentabilidad” (Martínez-Alier, 1992)) (Riechmann, 1995) (Leff, 2006) que pueden clasificarse en tres vertientes: la sustentabilidad débil, fuerte o super-fuerte (Gudynas, 2011).

En los extremos, la sustentabilidad débil encaja dentro de las alternativas del desarrollo y la visión de desarrollo sostenible de la ONU que no cuestionan el progreso ni el crecimiento económico, siguen la corriente antropocéntrica y asumen la superioridad del saber científico, mientras que el sentido super-fuerte se sitúa en una perspectiva biocéntrica, en contra de la acumulación material y a favor de la ecología de saberes, correspondiendo con las alternativas al desarrollo, y dentro de estas, el buen vivir

73 Vemos la posibilidad de una nueva era de crecimiento económico que ha de fundarse en políticas que sostengan y amplíen la base de recursos del medio ambiente... creemos que ese crecimiento es absolutamente indispensable para aliviar la gran pobreza que sigue acentuándose en buena parte del Mundo en desarrollo... La espiral descendente de pobreza y degradación medioambiental constituye una pérdida de oportunidades y recursos... Lo que se necesita ahora es una nueva era de crecimiento económico, un crecimiento que sea poderosa a la par que sostenible social y medioambientalmente... el desarrollo duradero deberá considerarse como un objetivo global... el desarrollo duradero es un proceso de cambio en el cual la explotación de los recursos, la orientación de la evolución tecnológica y la modificación de las instituciones están acordes y acrecientan el potencial actual y futuro para satisfacer las necesidades y aspiraciones humanas (ONU, 1987)

(Gudynas, 2011)⁷⁴. Claridad contundente ofrece la consigna del indígena quechua Ollantay Itzamná:

... el Buen Vivir es completamente diferente al concepto del desarrollo sostenible. Erróneamente algunos analistas asumen el Buen Vivir como una fase más del proceso de desarrollo. El desarrollo es antropocéntrico, el Buen Vivir es cosmocéntrico. Para el sistema del desarrollo, sólo los humanos gozan de derechos. Para el Buen Vivir, nuestra Pachamama (Madre Tierra), los ríos, los árboles, los animales, las piedras, los espíritus protectores, los humanos, etc., todos tenemos derechos y obligaciones. Para que el desarrollo sea sostenible se requiere de individuos adiestrados compitiendo y sacrificándose muchos por pocos; para posibilitar el *sumaq kawsay* se requiere de la convivencia equilibrada y cooperante en la comunidad cósmica. El desarrollo es un rodillo aplanador y uniformador que aniquila la diversidad biocultural, el *sumaq kawsay* existe en la medida en que florecen los diferentes tipos y formas de vida. (Ollantay Itzamná, 2014)

Esta cosmogonía y ontología indígena marca un punto de quiebre con el paradigma moderno y esto permite tanto resignificar la justicia interespecífica, que admite que la naturaleza posee valores intrínsecos y tiene la connotación sagrada de “madre”, como reivindicar el conocimiento ancestral y una interpretación de las relaciones ser-humano/ser humano y ser-humano/naturaleza, distintas a la del individualismo posesivo de mercado.

Horkheimer y Adorno advertían la asociación entre la instauración de la ciencia moderna, la racionalidad instrumental y la explotación de la naturaleza: La ilustración disuelve los mitos y entroniza el saber de la ciencia que más que a la verdad aspira a la explotación y al dominio sobre la naturaleza desencantada el conocimiento se convierte en poder... y la naturaleza en objeto de dominio (Horkheimer & Adorno, 1998: 59). Esto ayuda a entender por qué estas culturas han liderado las campañas por derechos contra-hegemónicos para la naturaleza y el territorio: Ecuador tiene la primera Constitución política que reconoce a la naturaleza como sujeto de derechos y Bolivia con base en su ley de derechos de la madre tierra (Estado Plurinacional de Bolivia, 2010) lidera la Conferencia Mundial de los Pueblos sobre el Cambio Climático y los Derechos de la Madre Tierra y el diálogo con la ONU materializado en el programa *Harmony with Nature* que nace en 2009⁷⁵. Adicionalmente, se plantea la interdependencia y la complementariedad de los derechos reconocidos a la naturaleza con relación a los derechos individuales y colectivos.

La defensa del territorio y la naturaleza son luchas por el cuidado de lo común, por la protección de la vida. Plantean una gramática distinta al interés individual y, por los principios de relacionalidad y correspondencia propios del pensamiento andino, articulan la dimensión espiritual, el sentir y el pensar, a la comprensión de la armonía de la *comunidad cósmica*. Así, se entienden los puntos de encuentro del “buen vivir” con los ecofeminismos, con su crítica a la acepción moderna de razón que promueve la disyuntiva con la sensibilidad ética y demerita la esfera del cuidado, y se ilustra que aquél, el “buen vivir”, consiste también en un proceso anti-patriarcal (Haidar y Berros, 2015).

Fraternidad, comunidad y reciprocidad

Un sendero de pensamiento alternativo de alternativas supone confrontar el individualismo y egoísmo liberales, esto es, mostrar la falacia de la realización de la libertad individual como resultado de una coordinación de intereses individuales y, en

74 Véase Estermann, 2013.

75 <http://www.harmonywithnatureun.org/> Véase Borràs, 2014.

cambio, asociarla al presupuesto de una praxis común posibilitada por una conciencia intersubjetiva. Este ha sido el gran reto de la teoría crítica moderna.

Reinventar el compromiso con la emancipación es una invitación a defender la fraternidad, asfixiada por falaces conceptos de libertad e igualdad (Domenech, 2004). La fraternidad se desdibuja en el escenario de una sociedad cuyo “sentido común” es el individualismo posesivo de mercado. Desde esta perspectiva predominante, la tensión entre libertad e igualdad se resuelve eclipsando la fraternidad en el ámbito de una libertad negativa (no positiva) y una igualdad formal (no material). Siguiendo a Honneth: en la TC se presupone un ideal normativo de sociedad que es incompatible con las premisas individualistas de la tradición liberal; al contrario, tomar como orientación la idea de una autorrealización cooperativa incluye que los sujetos no podrán alcanzar una vida lograda en la sociedad si no han reconocido detrás de sus respectivos intereses individuales un núcleo de convicciones de valor compartidas (Honneth, 2009: 36).

Así, las reivindicaciones del “buen vivir” dan pistas sobre cómo pensar una sociedad cuyo vínculo no es la conciliación de intereses particulares a través del mercado, sino la cooperación como esencia social de la humanidad. Los principios de solidaridad, reciprocidad, pluralidad y complementariedad entre seres humanos y entre ellos y la naturaleza que promulga el “buen vivir” resulta filial del concepto “ubuntu”: deriva del Zulú Xhosa (Sur africano): ‘umuntu, ngumuntu, ngabantu’ que significa una persona es una persona a través de otras personas’ – que se expresa también como: ‘Soy porque somos’ o ‘existo porque existes.’ Esto reconoce el valor de cada individuo o grupo, la aceptación y aprecio de nuestras diferencias, a la vez que reconocemos nuestra espiritualidad común, nuestra responsabilidad por el bienestar de otros y un sentido de pertenencia a una familia humana y a estar profundamente conectados con la naturaleza y el universo. (Sayers, 2012: 7).

En otras palabras, por los principios mismos de correspondencia y reciprocidad del pensamiento andino, la cosmovisión del buen vivir ofrece una mirada de complejidad y sacralidad de la vida en la unidad de la sociedad y la naturaleza. La reciprocidad en las relaciones sociales es requisito de la vida, de la supervivencia, del orden social y cósmico (Estermann, 1998). El sistema de vida comunitario es intrínseco al “buen vivir”. De esto se desprenden tanto prácticas de economía solidaria, como la concepción de un régimen democrático alternativo.

Conclusiones

En escenario de una crisis civilizatoria y dentro del espectro de la interacción de teorías y praxis social alrededor del desarrollo, aparece la configuración de un discurso liberal dominante con la exacerbación de voces de denuncia del fracaso del modelo hegemónico y de resistencia a sus violencias. La necesidad de construir un pensamiento alternativo de alternativas sitúa como fuente extraordinaria de inspiración los conceptos y prácticas del buen vivir. Las luchas por la defensa de la vida y el territorio que se ven amenazados por el modelo económico extractivista, han remozado la teoría crítica y enriquecido los debates sobre la justicia.

En el campo de las ideas, han ilustrado cómo las cosmovisiones y pensamiento andino, guiados por los principios de relacionalidad, complementariedad, correspondencia y reciprocidad, constituyen una ontología alterna a la moderna, caracterizada por las dicotomías y jerarquizaciones entre ciencia-ética; ciencia y otros saberes; razón y emoción; ser-humano-naturaleza e individuo-colectivo. Desde la perspectiva del buen vivir se rompe con el antropocentrismo y el individualismo posesivo de mercado, mediante la ecología de saberes, la comprensión compleja, senti-pensante, de la comunidad, el territorio y la madre tierra.

En la práctica, estos procesos son luchas integrales por la “descolonización”, la “despatriarcalización”, la soberanía y la defensa del territorio, con importantes conquistas como los procesos constituyentes de Ecuador y Bolivia, que incorporan nuevos actores constitucionales, pueblos originarios, y con ellos paradigmas culturales históricamente

excluidos de los que se desprendió un esquema de derechos contra-hegemónicos que interpela la definición de “quienes” son los sujetos de la justicia con el reconocimiento de la diversidad cultural, de los saberes ancestrales, el poder popular y de la naturaleza como sujeto de derechos.

Los desafíos teóricos y prácticos no son pocos. Tras las reivindicaciones, se requiere la exigencia del cumplimiento de los derechos que se han visto limitados en su aplicación, principalmente, por las redes geopolíticas transnacionales del extractivismo⁷⁶. En el ejercicio de un pensamiento post-abismal es importante un cambio epistémico para concebir y poner a dialogar pluriversos, utopías, post-desarrollos y “buenos convivires”, en plural.

Referencias

- Acosta, A. (2013). *El Buen Vivir – Sumak Kawsay, una oportunidad para imaginar otros mundos*. Icaria, Barcelona
- Banco Mundial. (1997). *Estrategia minera para América Latina y el Caribe*. Whashington: BM.
- Borrás, S. (2014). “Biocentric approach to protect nature: the Bolivian regulations on mother earth and living well”. EN: SANCIN, V. (Ed.), KOVIC DINE, M. (Ed.). “International Environmental Law: Contemporary Concerns and Challenges in 2014”. Ljubljana (Eslovenia): IUS SOFTWARE, GV Založba, pp.139-156.
- Bugallo, A. (2011). *La filosofía ambiental en Arne Naess. Influencias de Spinoza y James*. Río Cuarto, Argentina: Ediciones ICALA.
- Collado-Ruano, J. (2016). “Epistemología del Sur: una visión descolonial de los Objetivos de Desarrollo Sostenible”. *Sankofa*, 9(17), 137-158.
- Domènech, A. (2004). *Esplendor y eclipse de la fraternidad republicana. En El eclipse de la fraternidad*. Crítica: Barcelona.
- Escobar, A. (2005). “El “postdesarrollo” como concepto y práctica social”. En Daniel Mato (coord.). *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*. Caracas: Facultad de Ciencias Económicas y Sociales, Universidad Central de Venezuela, pp. 17-31.
- Escobar, A. (2017). “Desde abajo, por la izquierda y con la Tierra: La diferencia de Abya Yala/Afro/Latino/América. En J. Regalado, ed. *Pensamiento crítico, cosmovisiones, y epistemologías otras*. Guadalajara: Universidad de Guadalajara, pp. 43-60. También en: C. Walsh, ed. *Pedagogías decoloniales. Prácticas insurgentes de resistir, (re)existir y (re)vivir*. Quito: Abya Yala, pp. 55-76.
- Estermann, J. (1998). *Filosofía Andina, estudio intercultural de la sabiduría autóctona andina*. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Estermann, J. (2013). *Ecosofía andina: un paradigma alternativo de convivencia cósmica y de Vivir Bien*. *Revista de Filosofía Afro-In do-Americana (FAIA)*, vol. II. (IX-X).
- Estado Plurinacional de Bolivia. (2010). Anteproyecto de Ley de la Madre Tierra por las organizaciones sociales del pacto de unidad. Obtenido de <http://www.cambioclimatico.org.bo/derechosmt/052011/AnteproyectoMT%20220211.pdf>
- Fraser, N. (1997). *Iustitia Interrupta*. Bogotá: Siglo del hombre.
- Fraser, N. & Honneth, A. (2006). *¿Redistribución o reconocimiento?* Madrid: Morata.
- Kauffman, C. M.; Martín P. L. (2017). “Can Rights of Nature Make Development More Sustainable? Why Some Ecuadorian lawsuits Succeed and Others Fail.” *World Development* 92:130-142.

76 Véase Kauffman, M., & Pamela, L. (2017).

Gudynas, E. (2011). “Desarrollo y sustentabilidad ambiental: diversidad de posturas, tensiones

persistentes”. En: Ruiz, A. y López, F. (Eds.): *La Tierra no es muda: diálogos entre el desarrollo sostenible y el postdesarrollo*, Granada: Universidad de Granada.

Gudynas, E., & Acosta, A. (2011). “El buen vivir o la disolución de la idea de progreso”. En *La medición del progreso y del bienestar*. México: Foro Consultativo Científico y tecnológico.

Haidar, V., & Berros, M. (2015). Hacia un abordaje multidimensional y multiescalar de la cuestión ecológica: La perspectiva del buen vivir. *Revista Crítica de Ciências Sociais*, número 108, pp. 111-134.

Horkheimer, M. (1974). *Teoría Crítica*. Buenos Aires: Amorrortu.

Horkheimer, M., & Adorno, T. (1998). *Dialéctica de la Ilustración*. Madrid: Trotta.

Kauffman, M., & Pamela, L. (2017). “Can Rights of Nature Make Development More Sustainable? Why Some Ecuadorian lawsuits Succeed and Others Fail.”. *World Development* (92), 130-142.

Leff, E. (2006). *Aventuras de la epistemología ambiental: de la articulación de las ciencias al diálogo de saberes*. México: Siglo XXI.

Martínez-Alier, J. (1992). *Pobreza y medio ambiente: una crítica del informe Brundtland. De la economía ecológica al ecologismo popular*. Barcelona: Icaria.

Martínez, J. (2013) *Democracia, crisis, alternativas y reproducción del patriarcado*. XI Congreso de la Federación Española de Sociología. Madrid 2013. Disponible en : <http://aecpa.es/uploads/files/modules/congress/11/papers/622.pdf>

Nova, M. (2016). La categoría de género y las distintas formas de injusticia. Una invitación a repensar los “quiénes” de la justicia. Una invitación a repensar los “quiénes” de la justicia. *Estudios Socio-Jurídicos*, [S.l.], v. 18, n. 02, p. 87-114. <http://dx.doi.org/10.12804/esj18.02.2016.03>.

Nova, M. (2017). “Tras las huellas del pensamiento y la acción social: Visibilizar el territorio, de-construir el desarrollo”. *Cuaderno de Seminario del Doctorado en Agrociencias* (7).

Nussbaum, M. (2007). *Las fronteras de la Justicia*. Barcelona: Paidós.

ONU. (1987). *Informe Brundtland. Nuestro futuro en común*. New York: Naciones Unidas. Recuperado el 25 de 4 de 2017, de <http://www.un.org/es/comun/docs/?symbol=A/42/427>

OXFAM. (2014). *Iguales. Acabemos con la desigualdad extrema. Es hora de cambiar las reglas (resumen ejecutivo)*. Londres: Oxfam. Recuperado el 25 de 4 de 2017, de https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-summ-es.pdf

OXFAM (2017). *Una economía para el 99%*. Oxfam internacional. Disponible en: <https://www.oxfam.org/es/informes/una-economia-para-el-99>

Papa Francisco. (2015). *Laudato Si –sobre el cuidado de la casa común*. Ciudad del Vaticano: Tipografía Vaticana. Recuperado el 25 de 4 de 2017, de http://w2.vatican.va/content/francesco/es/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.pdf

Pérez-Rincón, M. (2014). *Conflictos Ambientales en Colombia: inventario, caracterización y análisis*. Ejolt. Obtenido de <http://cinara.univalle.edu.co/archivos/pdf/12.pdf>

PNUD. (2007-2008). *La lucha contra el cambio climático: Solidaridad frente a un mundo dividido. Informe de Desarrollo Humano*. Obtenido de http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_20072008_sp_complete_nostats.pdf

- PNUD. (2010). La verdadera riqueza de las naciones: Caminos al desarrollo humano. Informe de Desarrollo Humano. Nueva York: Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. Recuperado el 25 de 4 de 2017, de http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2010_es_complete_reprint.pdf
- PNUD. (2011). Sostenibilidad y Equidad: Un mejor futuro para todos. Informe Desarrollo Humano. Nueva York: Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo. Recuperado el 25 de 4 de 2017, de <http://hdr.undp.org/es/content/informe-sobre-desarrollo-humano-2011>
- PNUD. (2015). Technical notes, Human Development Report 2015. Recuperado el 7 de 3 de 2017, de http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2015_technical_notes.pdf
- Puyo, G. (2003). *Mitos y realidades de la globalización*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Rodríguez S., Adriana. (2016) *Teoría y práctica del Buen Vivir: orígenes, debates conceptuales y conflictos sociales. El caso de Ecuador* (tesis doctoral). Universidad del País Vasco / Instituto Hegoa, Bilbao, España.
- Quintero, P. (2014). *Crisis Civilizatoria, Desarrollo Y Buen Vivir*. Buenos Aires: Del Signo
- Riechmann, J. (1995). *De la economía a la ecología*. Madrid: Trotta.
- Santos, B. (2000). *Crítica de la razón indolente. Contra el desperdicio de la experiencia*. Bilbao: Desclée.
- Santos, B. (2003). “Nuestra América: la formulación de un nuevo paradigma subalterno de reconocimiento y redistribución”. En *La caída del Angelus Novus: ensayos para una nueva teoría social y una nueva práctica política*. Bogotá: ILSA-Universidad Nacional de Colombia, p. 81-122.
- Santos, B. (2005). *Foro Social Mundial. Manual de Uso*. Barcelona: Icaria.
- Santos, B. (2010). Capítulo 2: “Más allá del pensamiento abismal: de las líneas globales a una ecología de saberes. En *Descolonizar el saber reinventar el poder*”, 29-61. Uruguay: Trilce-Extensión universitaria.
- Santos, B. (2014). *Derechos humanos, Democracia y Desarrollo*. Bogotá: Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia.
- Sayers, Helen. (2012). Ubuntu El espíritu de la Humanidad. Redescubrir el arte de vivir juntos en armonía. En: <http://www.livingvalues.net/resources/Ubuntu/UBUNTU%20Espanol.pdf>.
- Svampa, M. (2013). “Consenso de los Commodities” y lenguaje de valoración en América Latina. *Nueva Sociedad* (244).
- (WWF), W. W. (2014). Informe de Planeta Vivo (Global Footprint Network). Obtenido de http://www.footprintnetwork.org/content/images/article_uploads/Informe-PlanetaVivo2014_LowRES.pdf -acceso: 25/04/2017
- (WWF), W. W. (2016). Living planet report (Global Footprint Network). Obtenido de http://awsassets.panda.org/downloads/lpr_2016_full_report_low_res.pdf
- Zubiría (De), S. (2010). “Crisis Global y Justicia Política”. En J. Estrada. *El Impacto de la Crisis. Tendencias y Perspectivas del Capitalismo Contemporáneo*, 135-148. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.



Buen vivir: um pensamento transitável no Equador

Elaine Santos

Universidade de Coimbra
Coimbra, Portugal

elainesantosabc@gmail.com

Socióloga, Licenciada em Geografia, Mestre em Energia e
Doutoranda em Sociologia no Centro de Estudos Sociais. Tel:
+351 910 298 349.

A contemporaneidade dos estudos latino americanos urge como busca na apreensão dos processos históricos que marcaram as últimas décadas, entre eles, a aprovação de um nova Constituição no Equador com base no reconhecimento de um Estado Plurinacional e no Buen Vivir – baseando-se na cosmovisão andina. Passados dez anos desta transformação, considerada por muitos teóricos um marco histórico, examina-se neste artigo⁷⁷ a iniciativa equatoriana analisando suas contradições na última década. A metodologia empregada é a da análise imanente com base nos principais estudos acerca deste tema e entrevistas realizadas com lideranças equatorianas envolvidas neste processo.

Palavras Chave: Buen Vivir, Constituição, indígenas, direitos

Les recherches contemporaines en études latino-américaines insistent sur la nécessité d'appréhender les processus historiques qui marquèrent les dernières décennies, et parmi eux, l'approbation d'une nouvelle constitution en Équateur, fondée sur la reconnaissance d'un État plurinational et du Bien Vivre – basée sur la cosmovision andine. Dix ans après cette transformation, considérée par bon nombre d'auteurs comme un moment historique, notre article entend rechercher et analyser l'expression concrète de ce processus et de ses contradictions en mobilisant les principales études réalisées sur ces points précis. La méthodologie employée est celle de l'analyse immanente, à partir des dites études et des entretiens menés avec des leaders indigènes équatoriens engagés dans ce processus.

Mots-clefs : Bien Vivre, Constitution, indigènes, droits

La contemporaneidad de los estudios latinoamericanos urge como búsqueda en la aprehensión de los procesos históricos que marcaron las últimas décadas; entre ellos, la aprobación de una nueva Constitución en Ecuador radicada en el reconocimiento de un Estado Plurinacional y en el Buen Vivir, basándose en la cosmovisión andina. Pasados diez años de esta transformación, considerada por muchos teóricos un marco histórico, se examina en este artículo la iniciativa ecuatoriana, analizando sus contradicciones en la última década. La metodología empleada es la del análisis inmanente, con base en los principales estudios acerca de este tema y entrevistas realizadas con liderazgos ecuatorianos involucrados en este proceso.

Palabras clave: Buen Vivir, Constitución, indígenas, derechos

The pertinence of Latin American studies is crucial in research about the historical processes that have marked the last decades, among them, the approval of a new Constitution in Ecuador based on the recognition of a Pluractional State and the "Buen Vivir" based on the Andean worldview. Ten years after this transformation, considered by

⁷⁷ Este texto é parte de uma pesquisa de doutoramento em andamento sob a supervisão do Prof. Dr. Boaventura de Sousa Santos.

many theorists as a historical landmark, this article examines the contradictions within the Ecuadorian initiative. The methodology used is that of immanent analysis, based on the main studies on this topic and on interviews with Ecuadorian leaders involved in this process.

Keywords : Buen Vivir, Constitution, indigenous, rights

Introdução

O texto apresentado pretende corroborar com a compreensão da aparência de fenômenos que, normalmente, não coincidem com a realidade, o dado prévio é de natureza ontológica, ou seja, possui o objetivo de descortinar o presente. Na América Latina o tema da revolução, da libertação, da transformação foi sempre alimentado por debates, pesquisas, projetos políticos, projetos de vida das gerações que se sucederam a Guerra do Paraguai e em especial daquelas gerações do Pós II Guerra, de jovens, intelectuais e militantes sociais de todas as correntes e classes sociais.

Todavia, não é tarefa simples combinar as condições de sujeito histórico e analista; logo, falar de Socialismo na América Latina, sem perder-se na singularidade deste subcontinente é um processo que exige a reconstrução de um marco histórico (Castro, 2012). Como afirmou Santos (2012) o debate civilizatório latino americano está presente desde a conquista do continente. Neste artigo, conquista é entendida como espoliação e aniquilação de povos, culturas e histórias. O intento de reconstituição do passado é uma tarefa hercúlea sempre transpassada por um histórico mitificado, apagado e distorcido. Alcançar a complexidade da sociedade é um desafio intransponível para muitos, pois são múltiplos os mecanismos que afastam a população dos debates e das decisões. Como bem analisou o venezuelano Ludovico Silva (2009) acerca da ideologia como um cimento que impede todos de constranger as antigas verdades, observando as análises atomizadas dentro de uma totalidade.

A América Latina, composta por uma diversidade de lutas e povos mostrou alguns avanços nas últimas décadas, originados pelo esgotamento das políticas neoliberais e o agravamento do cenário de exclusão, além do golpeamento das ditaduras (Castro, 2012). Para Flores (et al. 2009:2) o que havia de comum nestes processos em países como Equador, Venezuela e Bolívia foram as amplas transformações institucionais; mas em nenhum momento questionavam o modelo de democracia representativa. Em especial no caso equatoriano, este processo se combinava com uma instabilidade que fez com que o país passasse dez anos (1992 – 2002) sem que nenhum presidente conseguisse cumprir seu mandato até o final. Santos afirmava ser o projeto equatoriano:

São nacionalidades, identidades que se juntam a um projeto nacional, que é o projeto de seu país, mas com suas regras de pertença, com suas formas ancestrais, com seu direito, com suas autonomias que de modo algum põem em perigo a nação; pelo contrário, eles reforçam isso. Portanto, a ideia que tenho de soberania é a que soberania está sendo reforçada no Continente e provavelmente não há nenhum país no Continente mais expressivo que o Equador, que hoje é um símbolo da reivindicação de soberania. Foi a base militar de Manta, foi a auditoria da dívida, foi o TLC, foi fechar a negociação CAN-UE. Em outras palavras, há todo um movimento neste país pela sua soberania, pelo seu nacionalismo. Há um novo nacionalismo, de esquerda, que é multinacional, e devemos reconhecer esse elemento de plurinacionalidade e a diversidade da participação cidadã. E essa participação na minha opinião é o que dá a riqueza ao processo. Por quê? Porque existem diferentes formas de participação, e essa participação deve estar de acordo com as regras dos diferentes jogos dentro do marco constitucional, que ninguém responde. Podemos, de fato, combinar essas duas transições: do capitalismo ao socialismo e do colonialismo à autodeterminação. A diferença entre falar do socialismo do século XXI e do socialismo do bem viver não é trivial. O Socialismo do Buen Vivir combina as duas transições: do capitalismo ao socialismo, do colonialismo à

descolonização, ao fim do racismo, ao fim do extermínio (Santos, 2012: 1)⁷⁸.

Os debates às alternativas de desenvolvimentos são necessários; muitos dos autores que impulsionam argumentam acerca do Buen Vivir, da Constituição e da forma como a economia se desenvolveu no Equador nas últimas décadas conformam com a defesa do decrescimento, considerando que a economia mundial atual não pode continuar se expandindo tal como está, favorecendo apenas um segmento reduzido da população (Larrea, 2014; Peters, 2014, Acosta 2018, Pachano, 2012). Um segundo ponto levantado pelos defensores do Buen Vivir como alternativa de desenvolvimento se enceta no debate semântico, com base no mítico jurídico, de que o reconhecimento constitucional seria suficiente para realizar modificações desconsiderando todo o processo de dependência latino americana (Trujillo 2012, Grijalva 2008, Echeverria, 2012).

Neste artigo tratar-se-á do patamar que o debate do Buen Vivir atingiu sobrepondo com algumas entrevistas realizadas no Equador entre fevereiro e Abril de 2018, momento em que já se tornou possível aprender com os erros da década do projeto correísta. Objetivase iniciar uma discussão partindo do caso equatoriano demonstrando como a correlação de forças se alterou se tornando um freio para mudanças, um pensamento que transita entre a validação do correísmo e sua crítica sem ruptura. Analisar-se-á o momento em que o Estado do Equador passou a ser plurinacional⁷⁹ quando a Constituição equatoriana, considerada uma das mais avançadas do mundo, também rompia com a noção clássica dos direitos humanos abrangendo direitos até então não reconhecidos (Santos, 2016).

O Buen Vivir ocupava um lugar tão importante quanto outros direitos humanos, formavam e formam o anseio da população andina e amazônica nos seus processos provenientes de uma matriz comunitária de convivência harmônica com a natureza (Acosta, 2014: 24). No trabalho de doutoramento que está a ser desenvolvido no Centro de Estudos Sociais foram realizadas 52 entrevistas no período de 2 meses no Equador, entre os quais estão pessoas relacionadas aos movimentos sociais indígenas, representantes do governo que atuaram com o ex-presidente, além de pesquisadores acadêmicos. Neste artigo serão utilizadas três entrevistas de pessoas implicadas diretamente neste processo; o critério de escolha se deu pela relevância dos depoimentos com base nos momentos críticos deste projeto.

1. A história é continuidade

É preferível vislumbrar as Alamedas do Allende⁸⁰ a oferecer receitas prontas diante o momento pelo qual passa *Nuestra América* (Martí, 2002). O século XX trouxe novidades oriundas de um processo abrupto, dados a partir do desaparecimento da União Soviética repercutindo em toda a estrutura ideológica das demais esquerdas. Na Europa acompanhamos um retorno ao centrismo, uma conciliação com o neoliberalismo e uma separação das tradições que cunhavam uma identidade da esquerda, resvalando, como não poderia deixar de ser, também na América Latina (Castro, 2012).

Entretanto, a história continua em movimento; a história é continuidade como dizia Mariátegui (2008). Primeiro Portugal e depois sua ex-mãe pátria, a Espanha, levaram este continente a um Novo Mundo exclusivo do capital, isto é, das classes feudais aburguesadas e burguesias enobrecidas, os colonizadores, portanto as teorias desse novo mundo se forjaram para fora, à revelia, por caminhos também estranhos a eles, ocuparam, dominaram, revolucionaram – no caso do domínio espanhol, mudaram as formas de produção e reprodução da vida. A visão de mundo dos marginalizados se tornou desditosa, inferiorizada e sistematicamente apagada; a marcha dos processos históricos latino

78 Tradução nossa.

79 Artigo 171 da Constituição de Montecristi aprovada em referendo popular em 2008.

80 Frase retirada do último discurso de Allende proferido no dia 11 de setembro de 1973 quando houve o Golpe no Chile causando sua morte. (Extraído do Livro – Ver Referências)

americanos, foi mensurado por ocorrências e transursos e não por um povo que, subjogado, lutava ferozmente contra seus algozes (Santos, 2016).

A este povo subjogado restou o enfrentamento com sua especificidade de povo colonizado e diferentemente de outros povos do mundo, as colônias pouco puderam aprender com seu histórico, pois este fora rasurado, obscurecendo seu nascedouro como um “despatriamento” uterino. Desta maneira se cristaliza o mundo moderno europeu, numa abertura do avanço das forças produtivas tomam consciência do mundo a partir da sua consciência de poder conquistador e o eurocentrismo permanece como universalizante (Amin, 1989:73).

Na realidade latino americana, as transformações nunca foram plenas ou estruturantes, mesmo sob o julgo do acúmulo de forças dos movimentos sociais, especificamente no caso do Equador quando este cenário foi crucial ante os problemas que pareciam intratáveis no final do século XIX, os movimentos sociais indígenas tiveram papel crucial (Santos, 2016). Percorreu-se a Comissão Econômica para a América Latina (CEPAL)⁸¹ a partir da combinação de desenvolvimento e da substituição de importações, leitura etapista de que o subcontinente daria o salto ao desenvolvimento moderno dominante, onde o Estado impulsionaria atividade industrial e as transformações retirariam estes países da dependência, fato que não logrou. Contudo, como afirma Acosta (2005:13) após a grande depressão a substituição de importações, programa realizado em grande parte dos países latino americanos não respondeu as expectativas de melhora, a elite nascente não foi capaz de criar condições para sua própria estabilização; tampouco houve fluxo de capitais que amparasse o aparato produtivo.

A dificuldade em sair da condição de desenvolvimento no subdesenvolvimento acarretou no servilismo ao imperativo vital da acumulação do capital, comprometido com a incompletude, amarrado à conservação das relações pretéritas contra os ventos e marés das exigências mercantis, à conservação das ordens e classes pré-capitalistas, das suas necessidades econômicas, políticas e ideológicas (Santos, 2016). Em final dos anos 80 e 90 e a subordinação ao Consenso de Washington levou todos os países para uma crise que, somada as condições de incerteza deu abertura aos governos eleitos no bloco sul americano que oscilavam entre um discurso de abertura ao processo de mundialização conjuntamente aos processos de integrações regionais, UNASUL, ALBA, MERCOSUL, etc., (Campos, 2005).

Seguindo as tendências das economias periféricas o Equador passou por períodos de grande instabilidade política e a despeito de suas particularidades, a complexidade equatoriana adentra todos os campos geográficos, políticos e culturais (Acosta, 2010). Desde 1979, período marcado pelo retorno a democracia, até 2017 quando Rafael Correa deixa o poder segue o percurso de similitudes, avanços e retrocessos que serão explorados neste texto. A história equatoriana não começou com o correísmo; ao contrário, foi uma continuidade de desdobramentos nacionais e internacionais que o fizeram chegar até aqui.

2. As anomalias do debate político no Equador

Em meio a crise política vivida no Equador, Rafael Correa ganhou projeção nacional quando fora escolhido para ser ministro das finanças na transição do governo de Alfredo Palacios – entre 2005 a 2007. Permaneceu três meses no governo e atraiu atenção com suas medidas de investimentos em áreas sociais, reduzindo o peso pagamento da dívida externa, propôs a utilização da renda petroleira para fundos sociais e aprovou uma lei em que os cidadãos poderiam ter acesso aos fundos de pensão antes da aposentadoria (Pedroso, 2009). Sua saída do governo e inserção no partido Alianza País somou-se às expectativas de novos tempos, foi eleito como resposta aos anseios da população.

81 Criada em 1948 pelas Nações Unidas para contribuir com o desenvolvimento econômico da América latina.

Correa por sua vez, afirmava a necessidade de criar um Assembleia Constituinte responsável por escrever uma nova Carta Constitucional (Santos, 2016). Em 2006, saiu vitorioso aprovando a Carta Constitucional por ampla maioria; foi reeleito em 2009 com o objetivo de fundar a Revolução Cidadã em suas perspectivas; democrática, social, econômica, ética e institucional, aprovando uma lei que impediria as privatizações reforçando conceito de Buen Vivir que, segundo ele, orientaria as relações sociais e econômicas, onde a economia deveria estar a serviço da vida e da dignidade humana (Pedroso, 2009).

No século XX o Equador teve sete Constituições, cada uma delas refletiu a correlação de forças de um determinado grupo no poder por meio do aparato estatal foi produto de processos históricos e mais que um projeto jurídico precisa conter um projeto político (Acosta, 2010). A Constituição aprovada em 2008 não foi diferente, refletiu o acúmulo de lutas dos movimentos sociais, o reconhecimento da plurinacionalidade, dos direitos da natureza e do Buen Vivir. Em um artigo publicado em 2008 (Santos & Grijalva: 49-50) afirmavam ser a Constituição uma fonte de frustração durante um longo tempo já que mesmo com direitos reconhecidos, muitos povos permaneciam em exclusão:

Tanto Equador como Bolívia enfrentariam desafios, já que este novo modelo de Estado implicaria em uma nova institucionalidade, outra territorialidade e em outro modelo de desenvolvimento onde as concepções indígenas poderiam ganhar força e terreno. Se trataria de outro modelo de democracia, a democracia teria que ser democratizada com novos modelos de participação⁸².

Desafio que não se corporificou no Equador, pois, passados quatro anos Echeverria (2012: 412) analisou a Constituição de Montecristi⁸³ como transformação *desde arriba* apesar de contemplar os anseios da população, proveniente de décadas de esgotamento neoliberal. Os anos mostraram que somente o reconhecimento de direitos sem a transformação da população em sujeitos políticos não garantiria sua efetivação; ao contrário, a sociedade civil foi neutralizada por meio da figura do presidente. Argumento também sustentado por Acosta & Guijarro (2018: 14) asseverando que Correa utilizou do poder centralizado dentro de um Estado igualmente capitalista e relativamente modernizado para normalizar, disciplinar, controlar e ordenar a sociedade, inclusive utilizando da força repressiva como mecanismo de contenção das manifestações. Em entrevista realizada em abril de 2018 com Harold Burbano, advogado da Fundación Regional de Asesoría en Derechos Humanos (INREDH)⁸⁴, ele falou acerca de uma auditoria relacionada as prisões no período entre 2013 – 2016:

(...) 750 pessoas que foram detidos pela polícia, estiveram frente ao juiz e foram sentenciadas; destas, 220 pessoas estiveram formalmente processadas como flagrante e agora enfrentam processos criminal – delito de terrorismo, rebelião, sabotagem, paralisação de serviços públicos, ataque a resistência as autoridades. Nos territórios as pessoas sentiam medo e não lutavam porque isto estava acompanhado por todo o trabalho do Estado para tirar as pessoas dos territórios desde o pagamento de pré-vendas (Zamora Chinchipe – Projeto Mirador⁸⁵) eram 200 pessoas na comunidade, agora são menos de 30, porque o Estado

82 Todas as entrevistas utilizadas neste texto realizadas no trabalho de campo possuem tradução autoral.

83 Cidade sede da aprovação da Constituição em 2008.

84 <https://www.inredh.org/> acedido em 12.08.2018

85 Para saber mais acerca do Projeto Mirador

<<https://www.mineria.gob.ec/proyecto-mirador-marca-un-hito-en-la-historia-de-la-mineria-ecuatoriana/>> acedido em 14.08.2018

reprimiu, desalojou de forma forçada e depois aplicaram uma instituição (servidumbre minera) onde as pessoas começaram a aceitar o dinheiro como compensação por esta servidão, fora prometido 1 hectare 4 mil ou 5 mil dólares e depois pagaram 200 dólares. A Controladoria Geral do Estado alegou que houve Consulta Prévia e disseram que foi um pagamento justo – as pessoas despojadas estão nas cidades (Gualaquiza) estão trabalhando na empresa, eram indígenas que viviam de seus territórios e passaram a ser trabalhadores mineiros das empresas – uma rutura entre as famílias entre os que queriam seguir resistindo e outros que queriam trabalhar para empresa e isto gerou conflitos dentro da própria comunidade.

Situação que exemplifica a continuidade do extrativismo equatoriano sob bases neoliberais que fomentou uma *restauração conservadora* característica do momento em que os preços do petróleo baixaram criando um desequilíbrio entre a *inversão em capital* e a *inversão social* em uma economia tipificada que, durante uma década, não incrementou sua matriz produtiva, tampouco realizou transformações económicas estruturais (Acosta & Guijarro, 2018:15 - 17).

Tanto o Buen Vivir como o Estado Plurinacional, foram rebaixados e fetichizados pelo último governo; o Buen Vivir, compreendido como uma visão de mundo que não assume a premissa de desenvolvimento e acumulação tal como colocada no capitalismo, foi cooptado e utilizado por Correa de forma mercantil e justificado como “progressismo capitalista”, que nada mais que é a continuidade da mesma política anterior (Acosta & Guijarro, 2018: 30-34).

Conquanto, não é um movimento histórico novo como apontam Acosta & Guijarro (2018). Agustín Cueva (2016) tratou dos processos de dominação no Equador e do caráter restringido de uma democracia que necessitava de adjetivos e não poderia se expressar em seu valor universal. A força deste pensamento está exatamente na força de uma cidadania sob os marcos de extração liberal, situação que para o autor somente seria rompida quando os oprimidos abrissem seu próprio caminho sem recorrer as bondades da cidadania que apelam pela governabilidade e abandonam a luta e a emancipação (Cueva, 2016).

Foi deste apelo que as contradições da última década mais se fizeram aparecer; da liquidação física e política do debate transformador, emancipador impulsionado em décadas anteriores a Correa levaram às irreparáveis violações da autodeterminação nacional, comunitária e o complexo de relações sociais que poderiam lhes dar vida. No vazio deixado emergiu um Estado cunhado por um projeto de Revolução Cidadã que não abdicou do *status quo* e enalacrou-se no que agora se apresenta como retrocesso. Como afirmou em entrevista realizada em março de 2018 com Dr. Patricio Carpio sociólogo e Professor na Universidad de Cuenca:

(...) então na Constituição de 2008 colocaram muitos elementos para controlar o frear o extrativismo e saiu em um dos capítulos mais interessantes da Constituição que foi pioneiro, os “direitos da natureza” com isso estávamos otimistas que podíamos mudar a situação dos recursos naturais e da própria natureza, mas logo ao lado disto - te digo que é complicado isso não podemos saber ao certo que Rafael desde o principio estivera convencidos disto - logo mudaram, nos dá a impressão que ele nunca esteve completamente comprometido com os temas mais inovadores da Constituição.

3. Buen Vivir – mitificação na mobilização do desespero

Os povos indígenas latino americanos foram aniquilados em todos os sentidos em todo o continente, a partir da última década a afirmação ainda embora cultural; logo, prosseguiu

com uma dimensão política afirmada em sua cosmovisão que defende a vida - sua forma de vida - como diferente e não como atrasada, sustentáculo do colonialismo.

Por outro lado, oriundo de uma razão econômica distinta o enfrentamento com o grande capital extractivista também carregou muitos dos grupos e representações indígenas a realizar alianças duvidosas (Houtart, 2011). Ao longo destes anos uma falsa esquerda foi evidenciada balizando o imaginário da população e ao mesmo tempo, associando-se a corrupção, a burocratização, autoritarismo e com algumas benesses distributivas que aparecem de forma positiva, mas que se esvaíram no momento em que o petróleo, umas das principais commodities equatorianas, teve seu rebaixamento no mercado internacional (Acosta & Guijarro, 2018). Atualmente os protestos pautam-se em danos colaterais e não mais na mudança desta ordem, na transformação radical, a intensa repressão no período também levou ao refluxo dos movimentos sociais. A Investigadora Dra. Melissa Moreano e coordenadora do Coletivo Geografia Crítica do Equador⁸⁶ entrevistada na Universidad Andina Simón Bolívar, em abril de 2018 afirmou:

Não era uma política distinta das anteriores, mas sim uma política mais eficiente, o plano de estado foi sempre o mesmo se distribui um pouco a renda; é uma revolução cidadã não é popular, mas é uma revolução feita que se define como cidadão. Tem que se caminhar para uma sociedade pós petróleo, fizeram poucas coisas e faz falta de inovações tecnológicas e teóricas os governos progressistas não pensaram distintos e só pensaram no boom das commodities e obvio que uma transição assim vai demorar muitas décadas. Temos que considerar o acesso de China aos minerais; poderiam ter começado um processo de pensar diferente. Nos Estados Unidos tem muita gente pensando em como fazer no futuro e aqui não há gente pensando em como sair da dependência; não houve o impulso que precisávamos devido a dependência por um lado e, por outro, a colonialidade de novo não querer dar o salto a pensar.

A última década, tanto para aqueles que pensavam ser o momento de profunda transformação quanto para aqueles céticos que não vislumbravam alterações no canto da sereia, se mostrou inexoravelmente trágico para as maiorias trabalhadoras, urbanas ou citadinas. A sua tragicidade esteve e ainda está na manutenção do império ou dos impérios já que para além dos Estados Unidos, a China mantém relações estreitas com o Equador. Foi um longo transcurso que bloqueou e retroagiu, marca indelével das revoluções conservadoras. Como elucidou em entrevista realizada em março de 2018 no Equador, Arariwa Sigcha, ativista e atual presidente da Federação de Organizações Indígenas de Azuay (FOA)

(...) após constituinte se armou o poder quase completo e total, o discurso era que necessitávamos fazer a reforma no Estado porque era um Estado que estava dedicado ao setor privado e o Estado estava desmantelado no Equador. Isto foi uma espécie de sonho “com o governo de Corrêa tudo ia mudar” mas isto não durou muito, pouco a pouco os movimentos de esquerda, os movimentos indígenas vimos que Corrêa ia tomando o acúmulo de poder, estava manejando um discurso bastante radical inclusive nos temas de ecologismo – foi professor de ecologia econômica na Universidade, mas pouco a pouco foi mudando e partir de 2010 começou a falar com as multinacionais. Primeiro chegando em um acordo com as empresas chinas, depois foi se separando dos movimentos ambientalistas e é aí quando começa uma perseguição com quem estava na linha de frente anti

86 Disponível em <<https://geografiacriticaecuador.org/>> acedido em 15.08.2018

extractivista anti minério, os que estavam a frente da defesa da natureza.

Como afirma Nils de Castro (2012:11) passado mais de dez anos do auge eleitoral destes governos, o que percebemos hoje é uma falta de horizontes:

A esquerda está diante de novos desafios. Portanto, é certo que pode retomar a iniciativa sem as certezas político ideológicas que acreditava ter no passado. Porém, não é menos certo que necessita reconstruir paradigmas, sobretudo depois da profunda crise que o socialismo viveu, tanto em suas vertentes comunistas como nas da social-democracia do final do século passado.

Esta ausência pode ser captada quando a elite se deu conta da necessidade de romper com as aclamadas Constituições para garantir seus ganhos na minguada e fragilizada democracia, se impondo por meio de conciliações, logo, os frágeis⁸⁷ avanços retrocederam. O Buen Vivir não foi alcançado plenamente, a dialética deste debate não carrega a concepção de um mundo cujo lucro é a ordem; este modo de vida retoma valores que se perderam na conformidade deste sistema económico.

Todavia, o Buen Vivir não pode ser um projeto político e económico universalizante, mas sim uma forma de luta como há muitas nos rincões brasileiros, bolivianos, peruanos. São formas de resistência e de luta contra as ideologias hegemónicas, de consumismo, de uma apropriação cultural imperialista e principalmente objetivando uma melhoria na distribuição de renda e na abertura de diálogo entre campo e cidade. Quer dizer, pensar a resistência e a elaboração de outro ser humano possível imerso na sua própria condição real - inclusive destes que teorizam acerca deste tema e que muitas vezes se isentam de colocar-se no mundo real, vivido, o mundo dos debaixo. Neste sentido o Buen Vivir pode ser uma experiência a ser retomada, não a única, nem a melhor. Como firmou Houtart (2011, 127):

Por isso é necessário um pensamento dialético que oriente as soluções: não para o desenvolvimento linear da modernidade capitalista, nem para um fundamentalismo indígena com vista ao passado. Não se trata de comparar culturas com juízos de valor, mas de manifestar a existência de diferenças. Assim, por um lado, há culturas caracterizadas por um pensamento simbólico, onde o símbolo se torna uma realidade (personificação de forças naturais); e, por outro, culturas analíticas que localizam a causalidade de eventos em seu próprio campo (natural ou social). As primeiras envolvem uma apreensão holística do real, mas tem dificuldades em agir efetivamente nos complexos elementos da natureza ou da sociedade. A segunda posição de grande elementarização da realidade, perde o sentido do todo e ainda é capaz de destruir o universo para prosseguir fins particulares, e para acumular capital sem levar em conta "externalidades" (danos ambientais e sociais, não abrangidos em o cálculo económico). É por isso que devemos construir novos paradigmas para realizar o Bem Comum da Humanidade (Houtart: 2011, 127-128)⁸⁸.

Sanches Parga (2014:11) examinando à medida que os discursos acerca do Buen Vivir legitimam a ordem vigente demonstrando que as lutas sociais também representam lutas ideológicas que sustentam formas de pensar a realidade. Sendo um projeto político,

87 Apesar de frágeis é importante ressaltar que ainda que pela porta dos fundos, muito do que foi feito por estes governos progressistas retirou grande parte da população latino-americana da pobreza, fato que infelizmente não se sustenta até os dias atuais.

88 Tradução própria.

deveria por regra, levar em conta a transformação a partir das bases materiais existentes, quando isto não acontece os conceitos estão suscetíveis a direitização, a deturpação como aconteceu com sustentabilidade.

O Buen Vivir extrativista se tornou um protesto sem reivindicações assertivas, ou seja, uma contestação desarmada e sem propostas. A premissa de que o mundo não teria mais alternativa⁸⁹ legitimou a ideia de dominação e globalização como fatídica, atrofiando as possibilidades reivindicativas; pensar novas formas de luta quanto tudo parecia dar errado deu lugar ao discurso *ideologias alternativistas*⁹⁰ ou utopias virtuais que invadiram a realidade sem condicionar o suporte real da transformação (Parga, 2014: 17).

Por outro lado, o Buen Vivir se tornou centralidade no debate, principalmente acadêmico, como uma possibilidade de repensar a sociedade; uma utopia, compreendida como ideia mobilizadora (Maldonado, 2014). Maldonado (2014: 242) afirma que o Buen Vivir não nasce somente com as comunidades andinas, mas sim em todas as comunidades indígenas latino americanas que possuíam seus modos de vida e de relação com natureza que os circundava, um tema profundo na perspectiva ancestral. Na análise da autora, o Buen Vivir não pode se concretizar dentro do sistema capitalista, mas pode ser um mecanismo incluyente, já que após o reconhecimento em Carta Constitucional, a Secretaria Nacional de Planificação e Desenvolvimento passou a utilizar o conceito Buen Vivir, incluindo o direito a consulta às populações, também o direito dos povos ancestrais permanecer desenvolver suas formas de saber e suas tecnologias⁹¹, proibindo a realização de atividades extrativas⁹² e quanto aos produção de bens de alto valor agregado considerariam os limites biofísicos próprios da natureza e as atividades culturais ali desenvolvidas⁹³.

Contudo, a autora parece não compreender bem todo o histórico de lutas dos povos latinos americanos envolvendo a terra e a natureza. Desde Bolívar, de Martí, Manuela Sáenz, etc., as lutas sempre foram mais que estratégias jurídicos ou imaginários harmônicos; expressam-se, mesmo nos dias atuais, por meio batalhas muitas vezes frontais que garantem a existência humana, cultural e mesmo a sociabilidade. Neste sentido, o ordenamento jurídico também pode ser utilizado como medida legal punitiva aos que divergem, assolapando ainda mais um povo que já sofre. Ao que tudo indica, buscar, por meio de carências intelectuais uma ideia mobilizadora que traga harmonia, quando o que se vive é a aflição não parece ser a melhor estratégia, quando estas comunidades indígenas estão em constante enfrentamento para não serem desmanteladas. Não é possível saltar a realidade e isto a história latino-americana ensinou, registrou, teorizou, a pequena política dá e sempre deu nisso neste subcontinente, repressão, golpe, desalento, regressão, exílio (Parga, 2014).

Conclusões

Após décadas de neoliberalismo, destituição de direitos, inflação e dolarização, reordenar o Estado equatoriano foi imprescindível, reconhecer direitos e demandas que, até então, se mantinham a margem do sistema e empenhavam-se por meios de intensas lutas garantiram a existência de muitas comunidades o que lhes outorgou o reconhecimento jurídico baseando-se em uma maneira distinta de concepção de mundo.

Foi um fato importante, visto que pela primeira vez passa-se a reconhecer as tradições como próprias de um modo de vida histórico e não como exótico ou atrasado. A América Latina, como afirmou Mariátegui em 1928, vivencia um processo de construção de nacionalidade e de democracia, conquanto para além de um problema cultural, trata-se

89 Implementada com Margaret Thatcher.

90 Grifo nosso.

91 Art. 57.12 da Constituição de 2008.

92 Art. 407 da Constituição de 2008.

93 Art. 284.4 da Constituição de 2008.

de um problema político e económico, em um Estado que por meio de governos – com orientações à esquerda- nascem para os povos e contra os povos.

Não é possível combater problemas inventando conceitos, oscilando entre um pensamento eurocêntrico e o nominalismo, pois como foi possível ver nestas últimas décadas, grande parte dos conceitos reinventados teoricamente foram apropriados e rebaixados pelo neoliberalismo, entre os quais, desenvolvimento sustentável, interculturalidade, governabilidade, términos que perderam força e que hoje são meros exemplos de lucro reinventado.

A sociedade permanece desigual, a devastação capitalista se acentua, entretanto, o aparato explicativo utilizado como arma aparece equivocado, não se pode criar uma realidade paralela a já existente, seja com tabus primitivos, seja com mandato divino, a solidariedade é condição de existência humana - somos seres sociais - e só pode ser compreendida como gratuita, sem ganhos, sem obrigações. Logo, quando imposta culturalmente por meio da apropriação cultural do Buen Vivir indígena poderá ser incapaz de frear os rendimentos limitados do lucro capitalista arrasando ainda mais com aqueles que labutam a própria existência

O motor das lutas sociais em qualquer sociedade são as formas de vida, das relações expressas em uma dada realidade histórica; incorporar variáveis de alternativas de desenvolvimento são urgentes no atual momento, conquanto não é possível mitificar o mundo para que ele seja melhor. O que ocorreu no Equador nos últimos anos foi uma variante da política pró-capital monopolista (categoria inexistente no texto) que opera no poder, no centro do Estado e em favor deste.

Neste subcontinente se opera a realização do retrocesso, também e principalmente em sua forma legal, por meio da Constituição, entretanto, tais contradições e rearranjos legais na América Latina são vitais para a permanência e continuidade do capital. Para a história, a abertura da possibilidade de vermos a necessidade absoluta da revolução democrática, aquela sempre abandonada à porta, sem ela, não há melhorismo que dê conta desta realidade histórica. Não é por acaso que a maior parte dos governos chamados “progressistas” vivenciam atualmente momentos críticos, perderam grande parte das suas bases de apoio, são ferozmente acusados por corrupção em diversos setores sociais, demonstrando um esgotamento de um ciclo que já não voltará; portanto, mesmo com seus retornos ao poder, perderam a capacidade de dar continuidade a suas frágeis reformas.

Todos os governos e contragovernos da última década foram aos poucos tentando liquidar as transformações, todos cumprindo um destino a eles confiado pelo personagem central da trama histórica e seus proprietários monopolistas, o petróleo, os minérios e toda a exportação da natureza possível e então tudo reiniciar-se novamente, como se nada houvésemos aprendido.

Referências

- Acosta, A. (2005). *Breve historia económica do Ecuador*. Quito: Corporación Editora Nacional.
- _____. (2010). *Las tribulaciones de la Iniciativa Yasuní-ITT*. Quito: Programa de Estudios Socio ambientales – FLACSO sede Ecuador, Opinión, no 5, maio.
- _____. (2013). *Ecuador: La “Revolución Ciudadana” el modelo extractivista y las izquierdas críticas*. Entrevista consultada a 04.04.2017 en <<http://www.cetri.be/Ecuador-La-revolucion-ciudadana-el>>
- _____. (2016). *O Bem Viver*. São Paulo: Editora Elefante.
- Acosta, Alberto & Guijarro C. John. (2018). *Una década desperdiciada. Las sombras del correísmo*. Ecuador: Centro Andino de Acción Popular.
- Amin, S. (1989) *El eurocentrismo critica de una ideología*. España: Siglo Veintiuno de España editores – SA.

- Boff, L. (2009). *¿Vivir mejor o «el buen vivir»?* Disponível em <<https://www.alainet.org/es/active/29839>> acessado em 10/08/2018.
- Campos, F. A. (2005). *Indústria do petróleo: A reestruturação da indústria de petróleo sul americana nos anos 90*. Rio de Janeiro: Editora Interciência.
- Castro, N. (2012). *As esquerdas latino-americanas em tempo de criar*. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo, Brasil.
- Cueva, A. (2016). *O processo de dominação no Equador*. Florianópolis: Editora Insular, Coleção Pátria Grande.
- CONSTITUCIÓN DO ECUADOR. (2008). Disponível a <http://www.asambleanacional.gov.ec/documentos/constitucion_de_bolsillo.pdf >
- Echeverría, J. (2014). Semántica de la Revolución Ciudadana. In Mantilla, B. Sebastián & Mejía, R. Santiago. *Rafael Correa Balance de la Revolución Ciudadana*. (p.401-429) Quito: Editorial Ecuador
- Flores, F. et al. (2009). Mecanismos de democracia participativa: o que há de comum nas Constituições da Bolívia, Equador e Venezuela. Rio de Janeiro: Observatório Político Sul Americano (OPSA-IUPERJ/UCAM), Observador On-Line, Vol.4 N.7.
- Grijalva, A. (2008). *O Estado Plurinacional e Intercultural na Constituição Equatoriana de 2008 in Povos Indígenas: Constituições e reformas Políticas na América Latina*. Brasília: Instituto de Estudos socioeconômicos, p. 49-62.
- Houtart, F. (2011). “Los indígenas y los nuevos paradigmas”. In. *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?* Coord. Ivonne Farah H. & Luciano Vasapollo, 125-132
- Larrea, C. (2014). “Límites de crecimiento y línea de codicia: un camino hacia la equidad y sustentabilidad”. In *Post-Crecimiento y Buen Vivir – Propuestas globales para la construcción de sociedades equitativas y sustentables*. Endara, G. (p.21-60) Quito: Editora Friedrich Ebert Stiftung FES-ILDIS.
- Maldonado, M. L. A. (2014). “El Buen Vivir como alternativa civilizatoria”. In *Post-Crecimiento y Buen Vivir – Propuestas globales para la construcción de sociedades equitativas y sustentables*. Endara, G. (p.239-256) Quito: Editora Friedrich Ebert Stiftung FES-ILDIS.
- Martí, J. (2002). *Nuestra América. Edición Crítica*. México: Universidad de Guadalajara, Centro de Estudios Martianos.
- Mariátegui, J. (2008). *Sete Ensaio de Interpretação da realidade peruana*. São Paulo: Expressão Popular: Coleção Pensamento Social Latino-Americano.
- Pachano, S. (2012). RC – R’C’ = 0. *Rafael Correa Balance de la Revolución Ciudadana*. (p.43-74) Quito: Editorial Ecuador.
- Pedroso, S. C. (2009). Conjuntura Política no Equador: os significados da reeleição de Rafael Correa e os desafios à estabilidade democrática. São Paulo: artigo apresentado no 18º Encontro de Iniciação Científica da PUC-SP, Outubro.
- Peters, S. (2014). “Post- Crecimiento y Buen-Vivir: ¿discursos políticos alternativos as alternativas políticas?” In *Post-Crecimiento y Buen Vivir – Propuestas globales para la construcción de sociedades equitativas y sustentables*. Endara, G. (p.125-164) Quito: Editora Friedrich Ebert Stiftung FES-ILDIS.
- Salvador Allende G., (2013). *Abrirán las grandes alamedas. Discursos*. Santiago de Chile: 1ª Ed, 9ª Reimp., Libros del Ciudadano.
- Santos, S. B. (2008). *Bolivia y Ecuador: Estados Plurinacionales y Constituyente*. Revista mensual de Crítica y Cultura, n.232, México ISSN 0186-1395, p. 48-51.
- _____. (2010). “Hablamos del Socialismo del Buen Vivir”. In *Sumak Kawsay: Recuperar el sentido de Vida. América Latina en Movimiento*, ALAI. Disponível em

<<http://www.plataformabuenvivir.com/wp-content/uploads/2012/07/SouzaSantosSocialismoBuenVivir2010.pdf>>

Santos, E. C.S. (2016). *Una cosa es con guitarra otra con violín: Dilemas acerca da exploração petrolífera no Equador*. Verlag: Novas Edições Acadêmicas.

Silva, L. (2009). *Anti-manual para uso de marxistas, marxólogos y marxianos*. Venezuela: Biblioteca Básica de Autores Venezolanos, Monte Ávila Editores Latinoamericana, C. A.

Trujillo, L. J. (2014). "Correa: dinámica de concentración del poder y modernización conservadora". In *Rafael Correa Balance de la Revolución Ciudadana*. (p.373-400) Quito: Editorial Ecuador.



La nature en tant que sujet de droit : une perspective sémiotique sur la notion de sujet dans le discours juridique

Alexandre Provin Sbabo

Université de Limoges, France
Pontificia Universidade Católica de São Paulo, Brasil

alexandre_sbabo@hotmail.com

Centre de Recherches Sémiotiques (CeReS) / Centro de Pesquisas Sociosemióticas (CPS). Doctorant en cotutelle en Sémiotique / Doutorando em cotutela em Comunicação e Semiótica. Tel : +33 07 69 03 37 73

Il ne fait aucun doute que la Constitution équatorienne de 2008, a marqué une étape ; non seulement pour le pays lui-même, mais aussi pour d'autres sociétés et dans différents domaines scientifiques, tels que le Droit et la Sociologie. Toutefois, ce que nous cherchons à aborder dans cet article concerne une caractéristique très particulière présentée dans le septième chapitre de cette Constitution, à savoir la notion de sujet, elle-même associée aux droits de la Nature. Cela étant, notre objectif consiste à chercher et à justifier, à partir de la notion de Nature comme sujet de droit et à travers la théorie sémiotique française, le positionnement juridique de la reconnaissance de la Nature en tant que sujet. Pour ce projet, nous effectuerons une analyse du discours juridique de la Constitution de l'Équateur, abordant plus spécifiquement un possible parallélisme théorique entre le concept de sujet en Sémiotique et en Droit. Ainsi, nous pouvons renforcer, fondée sur la sémiotique, l'importance du statut de sujet attribué à la Nature. Justifier un tel positionnement juridique à travers d'autres disciplines est une étape fondamentale pour donner une visibilité au thème et pour reconnaître juridiquement l'importance de la Nature, vue non comme un bien au sens économique du terme, mais comme une entité et, en cela, assurer ses droits sur tout le globe.

Mots clés : droits de la nature, discours juridique, la nature, sémiotique française, sujet, sujet de droit

Sem dúvida alguma a Constituição do Equador, datada de 2008, foi um marco não só para o próprio país, mas também para as outras sociedades e para as diferentes áreas científicas, tais como o Direito e a Sociologia. Porém, o que procuramos abordar neste artigo diz respeito a uma característica muito particular apresentada no capítulo sétimo de tal Constituição, a saber, a noção de sujeito, que por sua vez é associada aos direitos da Natureza. Com isso, nosso objetivo consiste em, a partir da noção de Natureza como sujeito de direito, investigar e justificar, por meio da teoria semiótica francesa, o posicionamento jurídico de reconhecimento da Natureza enquanto sujeito. Para este empreendimento, realizaremos uma análise do discurso jurídico da Constituição do Equador, tratando especificamente de um possível paralelismo teórico entre o conceito de sujeito na Semiótica e no Direito. Assim, podemos reforçar, com o auxílio da semiótica, a importância da qualidade de sujeito atribuída à Natureza. Justificar tal posicionamento jurídico por meio de outras disciplinas é um passo fundamental para dar visibilidade à temática e reconhecer legalmente a importância da Natureza, não mais como um bem no sentido econômico da palavra, mas como uma entidade e com isso, garantir seus direitos ao redor do globo.

Palavras-chave: direitos da natureza, discurso jurídico, natureza, semiótica francesa, sujeito, sujeito de direito

Undoubtedly, the Constitution of Ecuador, dated from 2008, was a milestone not only for the country itself, but also for other societies and for different scientific fields, such as legal field and sociology. However, what we seek to address in this article concerns a very particular characteristic presented in the seventh chapter of such Constitution, namely, the notion of subject, which in turn is associated with the rights of Nature. Thus, our objective consists of, from the notion of Nature as legal subject, to investigate and justify, through the French semiotic theory, the juridical position of recognition of the Nature as subject. For this achievement, we will perform an analysis of the legal discourse of the Constitution of Ecuador, dealing specifically with a possible theoretical parallelism between the concept of subject in Semiotics and Law. Hence, we can reinforce, with the help of semiotics, the importance of the statute of subject attributed to Nature. To justify such legal positioning through other disciplines is a fundamental step to give visibility to the theme and to legally recognize the importance of Nature, no longer as a good in the economic sense of the word, but as an entity and with that, guarantee its rights around the globe.

Keywords: nature's rights, legal discourse, nature, french semiotics, subject, legal subject

Sin duda alguna la Constitución de Ecuador, que data de 2008, fue un marco no solo para el propio país, sino también para otras sociedades y para diferentes áreas científicas, tales como el Derecho y la Sociología. Pero, lo que buscamos abordar en este artículo se refiere a una característica muy particular presentada en el capítulo séptimo de dicha Constitución, a saber, la noción de sujeto que, a su vez, está asociada a los derechos de la Naturaleza. Siendo así, nuestro objetivo consiste en, a partir de la noción de Naturaleza como sujeto de derecho, investigar y justificar, por medio de la teoría semiótica francesa, el posicionamiento jurídico de reconocimiento de la Naturaleza como sujeto. Para esto, realizaremos un análisis del discurso jurídico de la Constitución de Ecuador, tratando específicamente de un posible paralelismo teórico entre el concepto de sujeto en la Semiótica y en el Derecho. Así, podemos reforzar, con el auxilio de la semiótica, la importancia del estatuto de sujeto atribuida a la Naturaleza. Justificar tal posicionamiento jurídico por medio de otras disciplinas es un paso fundamental para dar visibilidad a la temática y reconocer legalmente la importancia de la Naturaleza, no como un bien en el sentido económico de la palabra, sino como una entidad, y, con ello, garantizar sus derechos alrededor del globo.

Palabras clave: Palabras clave : derechos de la naturaleza, discurso jurídico, naturaleza, semiótica francesa, sujeto, sujeto de derecho.

Introduction

Discuter de sujets liés à l'environnement, à la nature et au développement durable s'avère toujours une tâche pour le moins, compliquée et complexe. Compliquée, puisqu'il est extrêmement difficile, en tant que sémioticien, d'effectuer une analyse à bonne distance de notre objet d'étude, tout en gardant un regard naïf et « libre de tout cadre a priori » (Landowski, 2001 : 22). Complexe, car un nombre croissant d'actants ou, comme nous disons dans le vocabulaire de la sémiotique, d'actants⁹⁴ commencent aussi à s'inquiéter par la thématique. Comme reflet de cette situation nous pouvons percevoir une préoccupation croissante concernant les questions liées à la protection de la faune et de la flore, au niveau mondial, ainsi que les politiques publiques en visant à réduire les émissions de déchets polluants.

L'insertion de nouveaux actants, à son tour, conduit à des conflits d'intérêts de plus en plus divergents, de sorte que, toujours en utilisant le vocabulaire de la sémiotique, chaque sujet a son propre *objet de valeur*⁹⁵. Le courant environnementaliste, d'une part, dont l'objet de valeur est la préservation de la faune et de la flore ; les grands conglomerats économiques, d'autre part, qui considèrent la nature comme un objet de valeur d'échange économique en raison de son exploitation et, nous avons encore, la présence du gouvernement et des politiques publiques qui, du moins en théorie, devraient au minimum jouer un rôle de médiateur entre les intérêts environnementaux, sociaux et économiques.

C'est précisément en pensant à l'essence du rôle du gouvernement dans ce jeu d'intérêts que le gouvernement de l'Équateur a décidé, en 2008, de mettre à jour sa Constitution, et en particulier son chapitre VII intitulé les Droits de la Nature. Ainsi, non seulement le gouvernement commence-t-il à arbitrer et à négocier des questions liées à l'utilisation, à l'exploitation, au maintien et à la préservation de la nature, mais aussi, comme le montre le titre II, l'art. 10, « La nature sera soumise aux droits reconnus par la Constitution »⁹⁶ (Ecuador, 2008 : 11), c'est-à-dire que la Nature commence à jouir du statut de sujet de droit.

C'est donc, à partir de ce statut de sujet de droit, légalement attribué à la Nature que nous avons fondé la recherche de cet article. Nous cherchons à nous interroger sur la manière dont la notion de sujet et de sujet de droit opèrent aux niveaux technique et sémantique et quelles seraient les implications des valeurs d'une telle catégorie sémantique. Cette recherche peut nous conduire, à travers une science autre que le Droit, à réaffirmer et à justifier, dans un avenir pas trop lointain, l'insertion de la Nature comme sujet de droit dans les pays qui ne voient pas encore l'importance de cet acte juridique.

Pour la réalisation de cet étude, l'utilisation de la sémiotique française devient essentielle, notamment si l'on tient compte de son lien étroit avec la linguistique, les phénomènes sociaux, les discours et sa vocation à dévoiler les valeurs qui circonscrivent l'acte de communication. Nous ferons directement référence, ici, à la sémiotique française forgée dans la pensée structuraliste. Sans perdre la cohérence avec la ligne épistémologique de la sémiotique, nous chercherons à présenter les concepts de la sémiotique au fur et à mesure de leur actionnement, en visant toujours la bonne compréhension du texte, non seulement pour les sémioticiens, mais aussi pour tous les chercheurs d'autres sciences qui s'intéressent à cette thématique.

La sémiotique et le discours juridique

La première approche théorique entre la sémiotique et le discours juridique a été réalisée en 1970, sous forme d'analyse, pour le Centre de recherche sur le droit des affaires de la

94 « L'actant peut être conçu comme celui qui accomplit ou qui subit l'acte, indépendant de toute autre détermination » (Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 3)

95 L'objet de valeur « [...] se définit alors comme le lieu d'investissement des valeurs (ou des déterminations) avec lesquelles le sujet est conjoint ou disjoint » (*ibid.*, : 259)

96 «La naturaleza será sujeto de aquellos derechos que le reconozca la Constitución». Traduit par nos soins de l'espagnol.

Chambre de commerce et d'industrie de Paris (Greimas, A. J. ; Landowski, E. in Greimas, A. J., 1976). Dans ce texte, malgré les préoccupations concernant la nouveauté de l'approche épistémologique, les auteurs commencent par construire le lieu du discours juridique au sein d'autres discours, afin de justifier la pertinence et la validité de cette approche théorique. Cependant, avant d'aborder l'objet de notre recherche, il est nécessaire de reconnaître sémiotiquement certains éléments du discours juridique, car comme le disent Greimas et Landowski (*ibid.* : 82), « l'analyse d'un texte juridique particulier [...] présuppose une réflexion sur le statut sémiotique du discours juridique pris dans son ensemble »

Ainsi, les auteurs soulignent trois points inhérents au discours juridique lui-même : 1) le discours juridique fait partie d'un ensemble plus large d'autres discours manifestés ; 2) parce que le texte juridique fait partie d'un sous-ensemble d'autres textes, il est soumise aux mêmes règles qui les constituent, soit en ce qui concerne la manifestation syntagmatique, soit à sa propre organisation interne, c'est-à-dire en paragraphes, chapitres, etc. ; 3) « La qualification d'un sous-ensemble de discours [considéré] comme *juridique* implique, à son tour, soit l'organisation spécifique des unités qui le constituent, soit l'organisation d'une connotation particulière sous-entendue à ce genre de discours, soit, enfin, les deux à la fois » (*ibid.* : 82-83).

De cette façon, le discours juridique, en tant que sous-ensemble d'un ensemble plus vaste de textes, partage en même temps des caractéristiques de tous les autres textes, qu'ils soient littéraires, publicitaires, politiques, etc. En faisant partie de ce sous-ensemble, il est intégré dans l'univers partagé de langues naturelles, telles que le français ou le portugais, par exemple. À son tour, une langue naturelle possède la qualité référentielle de manifester ce qui est en dehors du paradigme linguistique, ce qui signifie que la langue peut décrire quelque chose qui lui est extérieur, tout en rendant possible la construction des discours spécifiques ; par exemple, le discours juridique. Cet entrelacement évoque ainsi une *double isotopie*⁹⁷ marquée par l'existence et la corrélation de deux discours : le *discours législatif* et le *discours référentiel* (*ibid.* : 84).

« La première [isotopie] est représentée par le *discours législatif*, fait d'énoncés performatifs et normatifs, instaurant des êtres et des choses, instituant les règles des comportements licites et illicites, tandis que la seconde [isotopie] apparaît sous la forme d'un *discours référentiel* qui, tout en n'étant qu'une élaboration idéologique, une couverture discursive du monde, se donne pourtant comme le monde social lui-même, antérieur à la parole qui l'article (*id*) ».

Appartenant donc à la même nature linguistique, l'imbrication de ces deux isotopies est ce qui constitue finalement, en général, le discours juridique. Le discours législatif se trouve en relation avec lui-même, c'est-à-dire, avec l'ensemble des lois et des règles qui le constituent, de sorte qu'elles ne soient pas incohérentes entre elles ; mais il se trouve aussi en relation avec le discours référentiel, c'est-à-dire avec ce qui est en dehors, avec « les choses du monde », avec ce qui est antérieur au discours législatif lui-même. En bref, le discours législatif ne peut légiférer que sur des choses « extérieures », sur la « réalité du monde », en respectant sa propre cohérence interne.

En revanche, si nous inversons le regard, nous constatons que le « monde référentiel », celui qui construit le discours référentiel, est régi par le discours législatif. Ceci constitue probablement le présupposé pour la constitution de lois qui invalident la justification de l'ignorance de la loi. Ainsi, par exemple, l'art. 3 de la loi relative à l'introduction aux normes du droit brésilien qui stipule que « nul n'est censé ignorer la loi »⁹⁸ (Brasil, 1942).

97 « [...] le concept d'isotopie a désigné d'abord l'itérativité, le long d'une chaîne syntagmatique, de classèmes qui assurent au discours-énoncé son homogénéité » (Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 197).

98 "ninguém se escusa de cumprir a lei, alegando que não a conhece". Traduit par nous du portugais.

C'est donc grâce à cette relation entre discours référentiel et discours législatif qu'émerge la notion de discours connotatif. Celui-ci renvoie à la compétence que les langues naturelles, telles que le portugais, le français, l'espagnol, etc., possèdent en produire, en leur sein, d'autres discours *métasémiotiques*. En d'autres termes, « un système de connotation est constitué de l'ensemble de signifiés secondaires que peut comporter, en plus de son sens dénotatif et ouvertement intentionnel, tout texte engendré par un système sémiotique quelconque » (Greimas, A. J. ; Landowski, E. *in* Greimas, A. J., 1976 : 85).

Avec ce recours discursif, le discours juridique est capable de « construire des réalités » en s'imposant à travers ses prescriptions légales et sociales. Prescriptions, en effet, car un tel genre discursif nous dit ce que nous pouvons faire, ce que nous ne pouvons pas faire, dans quelle situation nous avons le droit de faire quelque chose, ou non, et quelles sont les conséquences de nos actes en cas de refus ou d'infraction aux lois. La construction de cette *réalité parallèle* à travers le discours juridique devient ainsi responsable pour donner :

« [...] dénominations et [...] définitions juridiques (société, conseil d'administration, assemblée, etc.) le statut d'*objets sémiotiques* autonomes, dotés de personnalité, de fonctions quasi organiques, etc., en transformant, autrement dit, des *objets discursifs*, faits de paroles, en *objets sémiotiques*, organismes ou institutions. La connotation sociale peut bien n'être qu'un ensemble d'effets de sens, elle n'en constitue pas moins une dimension symbolique autonome qui rend compte du poids des discours juridiques et de la crédibilité des institutions du droit » (Greimas, A. J. ; Landowski, E. *in* Greimas, A. J., 1976 : 85).

Cela étant, cette perspective de construction des objets sémiotiques autonomes, en existant dans le discours juridique, nous autorise à analyser le statut du *sujet de droit* par le prisme de la théorie sémiotique, ainsi qu'à essayer de reconnaître quelles sont les traces significatives de ce sujet et son extension quant à la Nature.

Au sujet, ce qui est à lui

Le statut du sujet est, comme l'affirme Fiorin (2007 : 24), l'un des plus complexes à travailler, car il est entouré d'une série d'ambiguïtés. Toute discipline utilisant cette notion cherche à la définir à sa manière, comme c'est le cas de la linguistique, de la philosophie, de l'anthropologie, de la sociologie, du droit, etc. En raison de la nature de ce texte, nous travaillerons dans un premier temps sur la notion de sujet en sémiotique ; ensuite, nous transposerons ce concept au droit et, enfin, nous analyserons la qualité du sujet de droit existant dans le discours juridique et attribuée ultérieurement à la Nature. Toutefois, même en réduisant notre cadre théorique et conceptuel à la sémiotique, nous ne trouvons pas de terrain à parcourir sans rencontrer certaines difficultés.

En sémiotique, la définition du sujet est marquée par différentes nuances et par le positionnement respectif du sujet en tant que *sujet de faire* ou *sujet d'état* d'un texte donné. Greimas et Courtés (1993 : 369-371) expliquent que le sujet peut être compris sous deux perspectives :

On parle fréquemment du sujet comme de ce qui est « soumis » (étymologiquement) à la réflexion ou à l'observation, comme ce dont il s'agit, par opposition à ce que l'on en dit (prédicat). Telle est l'acception usuelle en logique classique : le sujet y est situé à l'intérieur d'un énoncé objectif et traité comme une grandeur observable, susceptible de recevoir les déterminations que le discours lui attribue. [...]

Pour une autre tradition, plus philosophique, le terme de sujet renvoie à un « être », à un « principe actif » susceptible non seulement de posséder des qualités, mais aussi d'effectuer des actes. C'est le sens qui lui est conféré en psychologie ou en sociologie, et auquel on peut rattacher les notions de sujet parlant

en linguistique, et de sujet connaissant (ou épistémique) en épistémologie. En excluant toutefois les particularités individuelles, capables de caractériser le sujet dans le *hic et nunc*, l'épistémologie cherche à le définir comme un lieu abstrait où se trouvent réunis les conditions nécessaires garantissant l'unité de l'objet qu'il est susceptible de constituer. Une telle conception est à la base de l'idée que la linguistique se fait du sujet de l'énonciation (ou de son simulacre, installé dans le discours) (*ibid.* : 369-370).

Toutefois, telles définitions, en tant que concepts, semblent peu compatibles entre elles et conduisent certains linguistes, comme Tesnière (*apud* Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 370), à dépasser cette notion de sujet. De cette façon, la définition du sujet passe d'un statut substantiel à une respectueuse inversion du point de vue, où le sujet est défini à partir de l'action qu'il exerce, comme si le « verbe » construisait le sujet.

De la perspective sémiotique, soulevé par Greimas et Courtés, cette solution proposée par Tesnière établit une grammaire actancielle qui évoque le *sujet phrasé* sans toutefois envisager l'existence du *sujet discursif*. En raison de cette incompatibilité, la sémiotique a cherché « [...] à se donner une représentation logico-sémantique du fonctionnement du discours, capable de rendre compte [...] des phénomènes à la fois phrastiques et discursifs » (*ibid.* : 370).

Cela étant, en sémiotique, nous parlons de *sujets d'état* qui, régis par la logique de la *jonction*, peuvent se présenter dans un état de *conjonction* (euphorique) ou de *disjonction* (dysphorique) avec un certain *objet de valeur*, et des *sujets de faire*, qui sont responsables par l'action de transformation d'un état à l'autre, que ce soit d'un état conjoint ou disjoint. Ainsi, le sujet d'état se rapprocherait de la définition trouvée dans « a » et le sujet de faire serait, à son tour, plus proche de ce qui était présenté dans « b » (*id.*).

De plus, Fiorin (2007 : 26) explique que « la relation avec l'objet donne une existence sémiotique à l'actant, la nature de l'objet lui donne une existence sémantique »⁹⁹. Ces idées seront donc fondamentales pour établir l'existence sémiotique de la Nature en tant que sujet de droit et puis pour justifier ainsi une telle position juridique.

En partant, donc, de la définition de sujet et de sujet du droit dans le discours juridique, nous sommes à nouveau confrontés à plusieurs positions théoriques qui, soit par l'évolution même de la société, soit par les différents courants philosophiques suivis par les juristes, présentent des définitions multiples, pas toujours compatibles les unes avec les autres. Dans ce cas, il faut revenir à la notion complexe de *personne*, en tenant compte des nuances entre la *personne physique* et la *personne juridique*.

Kelsen explique que :

« [...] la notion de sujet de droit ou de personne [est] une construction artificielle, un concept anthropomorphique créé par la science juridique en vue de présenter le droit de façon suggestive. En fait la « personne » ne désigne qu'un faisceau d'obligations, de responsabilités et de droits subjectifs, donc un ensemble de normes » (1953 : 104)

Nous avons trois idées principales que nous devons reprendre pour avancer de manière cohérente dans cet article : 1) Le discours juridique, en traitant d'une personne ou d'un sujet de droit fait référence au même actant de la norme juridique ; 2) Le concept de sujet de droit est une notion englobante au regard de sa compétence anthropomorphisante ; 3) Le sujet de droit est celui auquel un ensemble de règles se réfère, qu'elles soient des obligations, des responsabilités ou des droits.

99 « A relação com o objeto dá uma existência semiótica ao actante; a natureza do objeto dá a ele uma existência semântica ». Traduit par nous du portugais.

Avant de poursuivre, il convient de souligner que Kelsen (*ibid.* : 105-106), en apportant une telle définition du sujet du droit, précise que lorsque nous parlons d'une personne physique dans le discours juridique, nous ne faisons pas référence à l'homme comme être biologique et qu'il est nécessaire de maintenir une distinction claire entre « homme » et « personne ». Le premier est considéré comme une entité biologique, le second comme un actant inséré dans le discours juridique. De la même manière la notion de personne juridique, selon la théorie traditionnelle, est attribuée à autre chose qu'un homme, mais en étant aussi un sujet de droit. Toutefois, l'auteur précise que :

« Pour la Théorie pure du droit, au contraire, la personne physique et la personne juridique sont toutes deux la personnification d'un ordre juridique, de telle sorte qu'il n'y'a pas de différence essentielle entre ces deux sortes de personnes, la personne physique étant elle aussi une véritable personne juridique (*ibid.* :107).

Nous ne prolongerons pas le débat sur les différences entre la personne physique et la personne juridique, car ce n'est pas l'objectif principal de ce texte, mais nous avons choisi d'entrer dans ces questions seulement pour assurer à notre lecteur que les rapports et les conceptions que nous avons l'intention d'établir ici prennent en considération tout type de sujet, qu'il soit une personne physique ou juridique.

La Nature en tant que sujet

Or, il nous semble très clair que, une fois que nous parlons de sujet de droit, nous pourrions bien faire référence aussi à un sujet d'obligation ou à un sujet de devoir, car « la relation avec l'objet donne une existence sémiotique à l'actant, la nature de l'objet lui donne une existence sémantique » (Fiorin J.L., 2007 : 26). Cette constatation révèle à son tour la nature perverse du discours, contraire à la prise en compte de la Nature, en tant que sujet de droit.

Ainsi nous sommes autorisés, à travers la notion axiologique, à déconsidérer l'idée « de droit » du sujet car, dans ce cas, il ne s'agit que d'une formalité rhétorique et qualificative qui finit par nous détourner de la problématique du changement du statut sémiotique de l'objet au sujet, ce qui nous amène à notre tour à une réflexion d'ordre éthique et qui pose de nombreux problèmes aux juristes.

La Constitution de l'Équateur (Ecuador, 2008 :11) tout en précisant que « la nature sera soumise aux droits reconnus par la Constitution »¹⁰⁰, transforme le statut existentiel de « la chose », qui cesse d'être quelque chose d'extérieur au discours juridique, et donc un *non-sujet*, pour « s'élever » au statut de sujet.

Benjamin (2011 : 93) souligne l'existence de deux paradigmes dans le domaine juridique, l'*anthropocentrique* et le *non-anthropocentrique*, qui, dans leurs respectifs modes de traitement de la nature, la considéreraient soit comme un objet, soit comme un sujet. Dans le paradigme anthropocentrique, il n'est pas difficile de percevoir le rôle joué par la Nature dans la narrative sociale, en étant « réduite à la seule condition d'objet, à la disposition de tous, susceptible d'appropriation, de manipulation et [...] même de destruction irréversible, pure et simple »¹⁰¹. Ainsi, dans ce paradigme, l'existence sémantique de la Nature n'acquiert qu'une valeur utilitaire, en visant un autre *objet de valeur*, probablement lié à la valeur économique.

100 «La naturaleza será sujeto de aquellos derechos que le reconozca la Constitución». Traduit par nous de l'espagnol.

101 « [...] reduzida à condição única de objeto, posta à disposição de todos, passível de apropriação, de manejo [...], até de destruição irreversível, pura e simples ». Traduit par nous du portugais.

En revanche, lorsque nous observons le paradigme non-anthropocentrique¹⁰², dans lequel la Nature est traitée légalement en tant que sujet, elle transcende la position de « moyen pour atteindre un but », pour accéder au statut de sujet.

Du point de vue du parcours narratif de la sémiotique, nous dirions que dans le cas de la Nature « objet », il jouerait un rôle essentiellement utilitaire, correspondant à ce que nous appelons *adjuvant*. Par là nous comprenons que c'est « l'auxiliaire positif quand ce rôle est assumé par un acteur autre que le sujet du faire [...] qui, sous forme d'acteur, apporte son aide à la réalisation du programme narratif du sujet » (Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 10). Ainsi, nous observons en effet que la Nature en tant qu'adjuvant ne serait présente dans le discours juridique et, par conséquent, dans son existence sociale – car comme nous l'avons vu dans le rapport du discours référentiel et du discours législatif, l'un influence l'autre – que pour aider le sujet de faire, en soulignant ainsi son statut utilitaire.

Cependant, lorsque nous considérons la Nature comme sujet, nous devons faire attention à son existence sémiotique. Le premier point que nous devons reprendre est l'idée présentée par Kelsen selon laquelle la notion de sujet de droit est « une construction artificielle, un concept anthropomorphique » (1953 : 104), utilisée pour désigner à la fois les hommes et les choses. Il suffit de revenir à leurs définitions déjà présentées de la personne « physique » et de la personne « juridique ». Une telle observation permettrait ainsi à la Nature d'avoir une existence sémiotique initiale dans le statut d'actant, car :

« L'actant peut être conçu comme celui qui accomplit ou qui subit l'acte, indépendamment de toute autre détermination. [...] « les actants sont les êtres ou les choses qui, à un titre quelconque et de quelque façon que ce soit, même au titre de simples figurants et de la façon la plus passive, participent au procès » (Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 3).

Il convient de rappeler que le terme actant lui-même n'insère pas l'*être* ou la *chose* dans le statut du sujet, mais autorise son inclusion dans la syntaxe responsable pour articuler l'énoncé en fonctions, comme par exemple dans les fonctions de sujet, d'objet ou de prédicat. Ainsi, nous sommes encore plus près de dévoiler l'existence sémiotique de la Nature en tant que sujet dans le discours juridique et de corroborer ce positionnement.

Par conséquent, pour comprendre comment la Nature peut être considérée comme un actant sujet, il suffit de reprendre l'idée que son existence avec un tel statut est validée à partir du moment où la Nature se situe dans un énoncé, objectivé et traité « comme une grandeur observable, susceptible de recevoir les déterminations que le discours lui attribue » (*ibid.* : 369). De cette manière, en étant « comme [...] ce qui est "soumis" (étymologiquement) à la réflexion ou à l'observation, comme ce dont il s'agit » (*id.*) et par conséquent insérée dans le discours juridique, nous pouvons déjà considérer la Nature elle-même comme un *sujet d'état en conjonction avec leurs droits*.

À ce point, nous pourrions être interrogé par les sémioticiens pour attribuer la notion de sujet à la Nature en nous fondant exclusivement sur la notion de sujet d'état. D'une certaine manière, nous sommes d'accord avec cette critique, où Greimas et Courtés (*ibid.* : 16) postulent que « les concepts de compétence modale et de performance [...] n'ont de sens que s'ils se réfèrent à des sujets humains ». Mais, seulement en partie, car dans ce questionnement, il nous faut souligner que lorsque nous parlons de *compétence modale* et de *performance*, nous nous référons à la syntaxe narrative qui correspond au cours d'un *sujet de faire* et non d'un *sujet d'état*.

Cependant, la Constitution de l'Équateur dans la perspective sémiotique qualifie parfois la Nature comme un sujet capable d'effectuer des actions. Par exemple, l'art. 71 déclare que « La Nature ou *Pacha Mama*, où la vie est reproduite et réalisée, a le droit de voir son existence pleinement respectée ainsi que le maintien et la régénération de ses cycles

102 Benjamin, A.H. (2011 : 94) nous rappelle que ce ne sont pas tous les courants non-anthropocentriques qui considèrent la Nature comme détentrice des droits.

vitaux, de sa structure, de ses fonctions et de ses processus évolutifs »¹⁰³ (Ecuador, 2008 : 33), ou encore l'art. 72 qui énonce que « La Nature a droit à la restauration »¹⁰⁴ (*id.*). Dans ce cas, la Nature présente dans son ensemble un sens qui, en sémiotique, extrapole la notion de sujet de la syntaxe narrative, en nous obligeant à observer la notion d'*acteur figuratif* sans pour autant perdre ses caractéristiques de sujet. Au contraire, le revêtement signifiant promu par le niveau discursif amplifie la complexité de notre objet, tout en permettant de rendre compte d'autres significations, inhérentes à son existence sémiotique.

De cette façon, le discours juridique – en s'agissant de la Nature – la rend déjà le sujet d'un prédicat, et une fois lié à son objet, dans ce cas ses droits, anthropomorphise la Nature en ce qu'on pourrait appeler au niveau discursif de l'*acteur figuratif*, puisqu' « il est le lieu de convergence et d'investissement de deux composants syntaxique et sémantique. » (Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 7-8).

Ainsi, la manifestation discursive de la Nature en tant qu'acteur figuratif fait converger non seulement les composantes syntaxiques et sémantiques, mais aussi symboliques et culturelles, puisque la Nature est considérée, à la fois dans sa totalité biologique, c'est-à-dire ses différents écosystèmes, sa faune et sa flore, ainsi que dans sa valeur culturelle pour la société en étant également appelé Pacha Mama (Ecuador, 2008 : 33). De plus, dans le texte juridique du chapitre sept de la Constitution de l'Équateur, nous lisons que le maintien de la Nature est nécessaire pour atteindre le *Buen Vivir* qui consiste en « une nouvelle forme de coexistence citoyenne, dans la diversité et l'harmonie avec la nature » (*ibid.* : 8). Ce sont ces arguments qui confirment l'existence sémiotique de la Nature en tant qu'*acteur figuratif*.

Conclusion

La complexité de l'objet lui-même, ainsi que certaines questions théoriques propres à la sémiotique, rendent l'exercice que nous venons d'effectuer complexe. Un tel développement présente, cependant, deux étapes qui doivent être observées plus clairement selon la structure épistémologique de la théorie sémiotique. La première étape, ou niveau, que nous allons aborder est « une suite hypotaxique de programmes narratifs (abrégés en PN), simples ou complexes, c'est-à-dire un enchaînement logique, où chaque PN est présupposé par un autre » (Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 242). En d'autres termes, le *parcours narratif* du discours juridique à l'égard de la Nature tel qu'il a été présenté jusqu'ici.

Cela dit, nous avons vu principalement l'existence de deux types d'approches concernant l'existence sémiotique dans les discours juridiques. La première, que l'on pourrait appeler l'*approche classique* pour des raisons de durabilité historique, considère la nature comme un « objet » dont l'utilisation est nécessaire pour atteindre un objectif particulier. Dans la sémiotique, en traitant de cette approche classique, la Nature serait donc considérée comme un actant-adjurant, c'est-à-dire qu'elle fournit une sorte de compétence pour que le sujet réalise son parcours. Dans le cas d'une industrie d'exploration, par exemple, sans une certaine matière première d'origine animale, végétale ou minérale, il ne serait pas possible de produire son produit et, par conséquent, il deviendrait impossible d'atteindre son *objet de valeur*, qui consiste en l'*augmentation de la richesse*.

La deuxième approche, que, provisoirement et à titre de différenciation, nous pourrions qualifier d'*holistique*, inclut la Nature en tant que sujet de droit, en la reconnaissant comme entité autonome et en présentant des caractéristiques interactionnelles avec son environnement. Le terme holistique utilisé ici n'est pas aussi naïf qu'il y paraît, car en plus des caractéristiques susmentionnées, l'inclusion de la Nature dans le discours juridique

103 « La naturaleza o Pacha Mama, donde se reproduce y realiza la vida, tiene derecho a que se respete integralmente su existencia y el mantenimiento y regeneración de sus ciclos vitales, estructura, funciones y procesos evolutivos ». Traduit par nous de l'espagnol.

104 « La naturaleza tiene derecho a la restauración ». Traduit par nous de l'espagnol.

tient compte de la notion culturelle de Pacha Mama, en considérant son existence dans plusieurs systèmes interdépendants et nécessaires à l'établissement et au maintien du *Buen Vivir*.

De même, en procédant à une analyse sémiotique du texte juridique visé, au vu de ce qui a été dit précédemment il nous semble plus facile de constater que, dans l'approche holistique, la Nature joue un rôle actif, de sorte que lorsqu'elle se trouve en conjonction avec ses droits - accordés par quelqu'un d'autre -, elle est autorisée à mener son parcours, sa narrative.

Par ailleurs, l'existence de leurs droits affecte directement la relation entre l'industrie d'exploitation et la Nature, en modifiant radicalement le contrat établi, jusque-là, entre les actants sujet et adjuvant, en changeant le statut actantiel et en établissant une structure polémique dans laquelle la Nature devient le sujet et l'industrie de l'exploration assume le rôle d'*anti-sujet* ou « d'opposant ». Ainsi, la Nature en tant que sujet de droit appartiendrait à un programme narratif qui, en présupposant un autre programme narratif (Greimas, A. J. ; Courtés, J., 1993 : 242), deviendrait nécessaire pour atteindre l'*objet de valeur* appelé le *Buen Vivir*.

Cela étant, la Nature au niveau discursif du texte juridique assume le rôle d'un *acteur figuratif* qui, non seulement rend compte de son parcours spécifique au niveau narratif, mais reconnaît dans son existence une série d'autres « parcours biologiques », comme la faune, la flore, ses écosystèmes, ainsi que sa référence culturelle lors de l'établissement du lien avec le concept de Pacha Mama.

Or, lorsque nous regardons ce déploiement de l'existence sémiotique de la Nature en tant que sujet de droit dans le discours juridique, nous remarquons que la perversité¹⁰⁵ de la problématique ne se trouve pas dans le plan sémantique, et encore moins dans le statut actantiel du sujet concédé à la Nature, mais plutôt dans la mise en place d'une structure polémique dont, d'une part, nous avons la Nature comme *sujet* d'un certain parcours narratif et, d'autre part, l'industrie de l'exploitation qui assume le rôle d'*anti-sujet*.

Ainsi, évidemment, nous trouvons également un conflit avec les *objets de valeur*, car assurer la Nature en tant que sujet de droit rend difficile le fait d'atteindre l'objet de valeur de l'industrie d'exploitation, *la richesse* ; mais en revanche, cela contribue à atteindre l'objet de valeur appelé de *Buen Vivir*.

De ce fait, à travers la sémiotique et l'analyse du discours juridique, qui était l'objet de cet article, il a été possible de dévoiler que dans un scénario antérieur à 2008 la problématique de la question ne tourne pas autour du statut de sujet lui-même, mais plutôt du réflexe économique qu'un tel statut actantiel apporterait aux industries d'exploitation. La perversité de ce discours visant à l'accumulation de richesses consiste justement dans la tentative de dissimuler la quête d'un *objet de valeur* économique au détriment de l'exploitation effrénée des ressources naturelles. La Constitution de l'Équateur (2008) est donc une étape importante dans la lutte contre ce système économique archaïque et non englobant, dans lequel la sémiotique nous aide ainsi à révéler l'intentionnalité d'un discours de pouvoir qui cherche à maintenir son *statu quo*, basé sur la quête respective de son *objet de valeur*.

Références

Benjamin, A. H. (2011) "A natureza no direito brasileiro : coisa, sujeito ou nada disso". In *Revista do Programa de Pós-Graduação em Direito da UFC*, v.31, n. 1, p. 79 – 96, Fortaleza : jan. Disponible sur : <<http://periodicos.ufc.br/nomos/article/view/398/380>>. (08 août 2018)

105 Terme souvent utilisé en sémiotique pour distinguer le discours du *statu quo* et d'autres discours. Note de l'auteur.

Brasil. (1942) Decreto-lei nº 4.657, de 4 de setembro de 1942. *Lei de Introdução às normas do Direito Brasileiro*, 1942. Disponible sur :
<http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto-lei/Del4657compilado.htm>. (02 août 2018)

Ecuador. (2008) *Constitución de la República del Ecuador de 2008*. Disponible sur :
<https://www.oas.org/juridico/pdfs/mesicic4_ecu_const.pdf>. (01 août 2018)

Fiorin, J. L. (2007) “O sujeito na semiótica narrativa e discursiva”. In *Todas as Letras*, v.9, n. 1, p. 24-31, São Paulo. Disponible sur :
<<http://editorarevistas.mackenzie.br/index.php/tl/article/view/649/579>>. (02 août 2018)

Greimas, A. J. (1976) *Sémiotique et sciences sociales*. Paris, Éditions du Seuil.

Greimas, A. J., Courtés, J. (1993) *Sémiotique : dictionnaire raisonné de la théorie du langage*. Paris, Hachette.

Kelsen, H. (1953) *Théorie pure du droit : introduction à la science du droit*. Neuchâtel : Editions La Baconnière.

Landowski, E. (2001). “O olhar comprometido”. In *Galáxia*. n. 2, p. 19-56. São Paulo. Disponible sur : <<https://revistas.pucsp.br/index.php/galaxia/article/view/1241>>. (01 août 2018)



O impacto do sistema capitalista nos bens ambientais: O Direito Ambiental brasileiro diante dos novos avanços ambientais nas Constituições da Bolívia e do Equador

Tamiris Melo Pereira

Universidade Federal de Goiás, Brasil
Universidade de Limoges, França

tmp.dir@hotmail.com

Advogada. Professora de Direito Agrário, Ambiental e Processo Civil. Mestre em Direito Agrário pelo Programa de Pós-Graduação em Direito Agrário. Mestranda (M2) em Droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme Universidade de Limoges, França.

O presente artigo trará de forma sucinta a estrutura sócio- evolutiva da sociedade, partindo da análise histórica e crítica do sistema capitalista, desde sua constituição até os dias atuais, na qual será inquirida e comparada a crescente devastação ambiental. E isso será feito partindo da análise da terra, o principal bem utilizado em todas as fases do modelo de produção capitalista, sendo ela, o grande alicerce à vigência, manutenção, sucesso e enriquecimento desse modelo produtivo e de seus administradores. Isso, com o objetivo principal de estudar como o modelo de produção capitalista diante de todas as suas fases históricas, e principalmente sua forma atual, está correlacionado a influência jurídica que exerce sobre os bens ambientais, já que o Direito tem a obrigação, como agente de vanguarda, de oferecer respostas e apontar soluções às questões suscitadas e aos fatos concretos, pois é o substancial meio de tutela jurídica ambiental. Apesar dessas características essenciais ao Direito, o que se encontra hoje no Brasil, a partir do artigo 225 da Constituição Federal, é uma inércia as novas vertentes legislativas ambientais latino-americanas (Constituições da Bolívia e do Equador), visto que a ideia de natureza como sujeito de direitos ainda não assumiu forma expressa e nem está sendo cogitada para o Direito pátrio.

Palavras chave: capitalismo, tierra, valoración económica, medio ambiente, derecho ambiental

El presente artículo traerá de forma sucinta la estructura socio-evolutiva de la sociedad, partiendo del análisis histórico y crítico del sistema capitalista, desde su constitución hasta los días actuales, en la cual será inquirida y comparada la creciente devastación ambiental. Y eso estará hecho partiendo del análisis de la tierra, el principal bien utilizado en todas las fases del modelo de producción capitalista, siendo ella, el gran cimiento a la vigencia, mantenimiento, éxito y enriquecimiento de ese modelo productivo y de sus administradores; con el objetivo principal de estudiar cómo el modelo de producción capitalista ante todas sus fases históricas, y principalmente su forma actual, está correlacionado con la influencia jurídica que ejerce sobre los bienes ambientales, ya que el Derecho tiene la obligación, como agente de vanguardia, de ofrecer respuestas y apuntar soluciones a las cuestiones suscitadas y a los hechos concretos, pues es el sustancial medio de tutela jurídica ambiental. A pesar de esas características esenciales al Derecho, lo que se encuentra hoy en Brasil, a partir del artículo 225 de la Constitución Federal, es una inercia de las nuevas vertientes legislativas ambientales latinoamericanas (Constituciones de Bolivia y Ecuador), ya que la idea de naturaleza como sujeto de derechos aún no ha asumido forma expresa y ni está siendo considerada para el Derecho patrio.

Palabras-clave: capitalismo, tierra, valoración económica, medio ambiente, derecho ambiental

Cet article traitera brièvement de la structure socio- évolutive de la société, à partir de l'analyse historique et critique du système capitaliste, depuis sa création jusqu'à nos jours. On y commentera et comparera les dégâts croissants causés à l'environnement en partant de l'analyse de la terre comme bien suprême utilisé dans toutes les phases du modèle de production capitaliste et vue comme fondement de la durée, du maintien, du succès et de l'enrichissement de ce modèle productif et de ses gestionnaires. Ceci, avec pour principal objectif d'étudier la façon dont le modèle de production capitaliste dans toutes ses phases historiques et surtout dans sa forme actuelle exerce une influence juridique sur les biens environnementaux dans la mesure où la loi a l'obligation, en tant qu'agent d'avant-garde d'offrir des réponses et d'apporter des solutions aux problèmes soulevés et aux faits concrets, car elle représente le moyen essentiel de protection juridique de l'environnement. Mais, malgré ces caractéristiques essentielles au Droit, à l'heure actuelle, au Brésil, l'article 225 de la Constitution Fédérale, est la preuve de l'inertie des nouveaux volets législatifs latino-américains en matière d'environnement (Constitutions de la Bolivie et de l'Équateur) puisque la nature comme sujet de droits n'a pas encore pris une forme réelle et n'est pas pris en compte.

Mots clés : capitalisme, terre, valorisation économique, environnement, droit de l'environnement

This article will briefly describe the social and evolutionary structure of society, starting from the historical and critical analysis of the capitalist system, from its constitution until the present day, in which the increasing environmental devastation will be surveyed and compared. And this will be done from the analysis of the land, the main asset used in all phases of the capitalist production model, being the great foundation for the validity, maintenance, success and enrichment of this productive model and its managers. With the main objective of studying how the model of capitalist production before all its historical phases, and especially its present form, is correlated to the legal influence that exerts on the environmental goods, since the Law has the obligation, as agent to provide answers and point out solutions to the issues raised and the concrete facts, since it is the substantial means of environmental legal protection. Despite these essential characteristics of the Law, what is now in Brazil, based on Article 225 of the Federal Constitution, is an inertia of the new Latin American environmental legislative strands (Constitutions of Bolivia and Ecuador), since the idea of nature as subject of rights has not yet taken on an express form and is not being considered for the country's law.

Keywords: capitalism, land, economic valuation, environment, environmental law

Introdução - Breve evolução do sistema capitalista

As primícias do sistema capitalista, que conhecemos hoje, surgiram de forma notável a partir do modo de produção feudal, onde a medida de riqueza humana se encontrava na quantidade de terras sob a posse de uma única pessoa.

Nos séculos XII e XV, mudanças conduzidas pelo crescente comércio, originário das feiras dos primeiros tempos da Idade Média, já a margem da crise feudal, foi o incitativo para introduzir uma economia de mercado.

Notabiliza-se que as feiras trouxeram grandes transformações na estrutura social, à medida que ergueram cidades e deslocaram as atenções do meio rural para o urbano. Com isso, novas exigências eram feitas pelos novos cidadãos das cidades, desejosos de mudanças e de um novo Direito, já que o modelo feudal, repleto de dogmas da Igreja Católica e do Senhor Feudal, cerceava a liberdade individual e, conseqüentemente, impedia a expansão da fronteira comercial. Diante das divergências, ensejou-se um período de conflitos que pode ser singularizado pela afirmação de Oliver Wendell Holmes em que “quando as divergências são de grande alcance preferimos tentar matar o outro homem a deixá-lo praticar suas ideias” (*apud*, Huberman, 1981:31).

Com a expansão das cidades e do comércio, um novo tipo de riqueza despontou: o dinheiro. E com ele, uma nova classe social, a burguesa, que se enriqueceu justamente pela acumulação do mesmo (Huberman, 1981: 54).

A maior parte da população se encontrava nas cidades, representando um setor manufatureiro e comercial; com isso, havia maior quantidade de pessoas dependentes da produção rural, que era desempenhada por poucos, somados a produção excedente que deveria existir, já que o crescimento do mercado é um incentivo a ascensão da produção (Huberman, 1981: 54). Duas são as formas para o aumento da produção agrícola, uma é o desenvolvimento extra da mesma terra, via uso de tecnologias e aprimoramento de técnicas, a outra é a expansão de culturas. As duas foram usadas (Huberman, 1981: 54). O que foi resumido nos eventos históricos como a marcha para o oeste na Europa, marcha para o oeste norte-americana e a Revolução Verde no Brasil, com um desfecho de crescimento econômico gigantesco e de diversidades biológicas variadas destruídas.

É certo que a monetarização foi um dos atrativos para o deslocamento das pequenas oficinas manufatureiras do campo para a cidade, onde foi expandida e aperfeiçoada a produção e seus métodos, o que acarretou na perda da autossuficiência e na evolução de uma montagem rústica e em pequena escala para periodicamente progredir e transformarem-se em corporações, no qual o objetivo era o monopólio industrial.

Com a urbanização, as pequenas oficinas locais e corporações tornaram-se vultosas indústrias nacionais e depois multinacionais. A partir disso, o mercado não era tão somente para indivíduos, mas para nações, o que estimulava a busca pela lucratividade.

A fusão de poderes, capital e a troca de favores deu tão certo para as primeiras corporações que essas cresceram em tamanho e poder, tornando-se na atualidade, superiores ao próprio Estado, já que essas impõem suas regras congêneres aos seus interesses, sendo muitas das vezes afrontosa e evidente a irrelevância quanto ao meio ambiente.

Durante essas transformações sociais e mercadológicas, houve também alterações quanto a concepção dos preços, que deixaram de ser justos para respeitarem o valor de mercado, uma vez que a abrangência comercial passou de uma concepção local para o global. Assim, foram superadas questões como a usura, as relações autossustentáveis e a pequenez do mercado local. Essa fase se reflete na obra de Jehan Buridan, reitor da Universidade de Paris no século XIV: "O valor de uma coisa não deve ser medido por sua validade intrínseca é necessário levar em conta as necessidades do homem, e avaliar as coisas em suas relações para com essa necessidade" (*apud* Huberman, 1981:59).

O progressismo econômico impulsionado pela Revolução Industrial acarretou o surgimento de teorias a respeito do mercado, essas muito adstritas a conhecimentos marxistas, entretanto destacam-se os estudos de Veblen. Tal estudioso foi a contramão de

tudo que sua época engrandecia, embora não mencione expressamente o problema ambiental, nele são encontrados instrumentos iniciadores a análise do bem ambiental, como o mencionado “consumo conspícuo”, algo que na atualidade é conhecido como consumo não-sustentável, sendo ele apontado como o responsável por uma futura crise de cunho financeiro. Todavia, seu raciocínio pode ser empregado para teorizar sobre uma crise de bens, ou seja, de escassez de meios necessários à manutenção do padrão de uma sociedade de consumo de massa – exatamente o que se presencia no século XXI, já que os desejos humanos são ilimitados e a oferta de bens e serviços são limitados (Melo Pereira, 2012: 3).

Com surgimento do Estado Nacional, sob a chefia de um monarca e a perda do poder da Igreja Católica, superou-se de vez o período feudal, agora a classe predominante era a burguesia e com ela novas modificações ocorreriam: unificação da moeda, expansão comercial (Revolução Comercial), acumulação de capital- importante para posterior Revolução Industrial, surgiu os sistemas de crédito, uma nova classe de trabalhadores e eclodiu o modelo de produção baseado na celeridade produtiva.

E ainda, com as duas Revoluções Industriais, as etapas da produção deixaram de concentrar-se nas mãos dos artesãos e de seus aprendizes, o que decorreu da mecanização do sistema fabril e da concentração do capital sob o comando e autoridade de poucos.

A grande produtividade proporcionada pela indústria cumulada com a ambição dos donos do capital culminou nas fervorosas ideias do liberalismo econômico, marcado pelo *Laissez-faire* francês.

O modelo do capitalismo contemporâneo inicia-se a partir do momento histórico em que a burguesia aliou o poder econômico ao poder político, assegurados pelos primados da Revolução Francesa -liberdade, igualdade e fraternidade. Eles serviram de fundamento para o liberalismo econômico garantido pelo Estado Nação e se consagraram por meio da taxatividade de garantias estabelecidas no Código Napoleônico, que assegurou a propriedade privada, sua proteção e o livre comércio. O capitalismo alçou sua origem moderna.

A Inglaterra, devido a grande acumulação de capital somada a diversos outros fatores históricos como o êxodo rural, a colonização, maior número de trabalhadores, o surgimento da máquina a vapor, as condições precárias de trabalho e os baixos salários propiciaram que essa nação fosse o berço do sistema capitalista, que mais se assemelha ao que conhecemos hoje.

O crescimento da população, as revoluções nos transportes, agricultura e indústria estavam correlacionados. No qual agiam e reagiam mutuamente. Eram forças abrindo um mundo novo (Huberman, 1981:158).

Esse período industrial foi acompanhado pelas chamadas “Teorias da Revolução Industrial”, ou seja, da Teoria Clássica, fundada por Adam Smith, onde o parâmetro era a total liberdade do capital sem os intervencionismos governamentais, em que os propósitos são o progresso baseado na produção em grande escala e a ascensão da classe capitalista.

Acentua-se que a Teoria Clássica difunde uma ideia funcional de Estado correlacionada a atividades sociais próprias: educação, saúde, preservar a paz e outros, sem interferências à economia, o que permitia a concorrência e, com isso, a perpetuação dessa ideologia.

Essa teoria começou a perder força na segunda metade do século XIX, quando surgiram os trabalhos de Karl Marx. Todavia, a mesma subsiste na atualidade como Teoria Neoliberalista, ressaltando-se algumas mudanças.

Antes de adentrar as ideias marxistas, é considerável referir-nos sobre os ideais filosóficos utópicos que primeiro discutiram a superação do sistema capitalista. Para eles, tal modelo de produção em tudo tinha males, e por isso, sonhavam com sua abolição. Entretanto, partiam de um ponto de vista de estudo completamente “imaginológico”, uma vez que a sociedade que propuseram era completamente perfeita, portanto utópica e inatingível.

Karl Marx analisa a história da humanidade como uma consequência dos modos de produção, assim os conflitos sociais, conceitos de direito, justiça, educação, progresso e outros são dependentes da análise econômica vigente a época.

Segundo o mesmo, o alicerce do sistema capitalista estaria na mais-valia, na propriedade privada e na exploração do trabalho, tendo no socialismo, sob a rédea dos trabalhadores, o seu termo inevitável.

Nessa concepção, o valor da mercadoria depende do total de trabalho para produzi-la, assim sua precificação variava conforme o grau de empenho, tecnologia e tempo despendido na sua criação/transformação, ajustado ao potencial de produção do homem médio, destinada ao consumo próprio ou de terceiros.

As ideias de Marx são atuais na seara ambiental, uma vez que a natureza, no decorrer dos anos, adquiriu variados significados, esses condicionados ao seu uso, domínio e apropriação, alvos diretos da lógica capitalista, que a dimensiona como simples utilidade (natureza objeto, natureza mercado).

O ser humano vive da natureza significa que a natureza é seu corpo, com o qual ele precisa estar em processo contínuo para não morrer. Que a vida física e espiritual do ser humano está associada à natureza não tem outro sentido do que afirmar que a natureza está associada a si mesma, pois o ser humano é parte da natureza (Marx, 1968:516).

Segundo Michael Löwy, os temas ecológicos não ocupam um lugar central no dispositivo teórico de Marx e Engels, todavia, o mesmo salienta que há em algumas passagens de seus textos, tímidas contribuições que refletem a preocupação ambiental.

Esse mínimo aporte se encontra principalmente, quanto as temáticas referentes ao solo e as florestas.

E cada progresso da agricultura capitalista não é só um progresso da agricultura capitalista não é só um progresso da arte de saquear o solo, pois cada progresso no aumento da fertilidade por certo período é simultaneamente um progresso na ruína das fontes permanentes dessa fertilidade. Quando mais um país, como, por exemplo, os Estados Unidos da América do Norte, se inicia com a grande indústria como fundamento de seu desenvolvimento, tanto mais rápido esse processo de destruição. Por isso, a produção capitalista só desenvolve a técnica e a combinação do processo de produção social ao minar simultaneamente as fontes de toda a riqueza: a terra e o trabalhador (Marx, 1984 *apud* Lowy, 2005: 29).

Os estudos de Marx e Engels sobre a relação entre as coisas humanas e a natureza são menores- conforme já foi afirmado-, entretanto, a crítica do capitalismo de Marx e Engels é o fundamento indispensável de uma perspectiva ecológica radical, a fim de questionar a lógica destrutiva induzida pela acumulação ilimitada do capital.

Rompendo com a Teoria Clássica e com a Escola Marxista, em uma adaptação/ampliação as ideias de Marx e Engels, surgiu a Teoria Marginal da Utilidade, elaborada por Stanley Jevons, Karl Menger e Léon Walras em 1871, onde o embasamento consiste na utilidade do bem como medida de valor.

Jevons, para explicar essa teoria, formula um exemplo utilizando a água como bem (*apud* Huberman, 1981: 217):

Um litro de água por dia tem a grande utilidade de salvar uma pessoa de morte horrível. Vários litros por dia têm muita utilidade para cozinhar e lavar; mas depois de assegurado um abastecimento suficiente para essas utilidades, qualquer quantidade adicional é indiferente.

Aos poucos a economia baseada no livre comércio, proposta pela Inglaterra, deixou de ser o alicerce internacional, uma vez que outras nações passaram a estipular tarifas protetoras aos bens. A definição dessas tarifas protetivas, impeliu a igualdade industrial entre as nações, antes de exclusividade dos ingleses, e isso levou a uma superprodução de bens, que não mais eram consumidos pela própria população. A solução para essa produção excedente, foi expandir as fronteiras; nesse momento, a Colonização assume atribuição fundamental na história capitalista (Huberman, 1981: 289).

No mesmo âmbito, a concorrência foi substituída pelo monopólio. Contudo, tal fato não ocorreu de forma incipiente, e sim, por meio de um processo que agregou tecnologia, transportes, maior divisão do trabalho e a produção em massa. (Huberman, 1981: 291)

A concorrência é uma das bases do sistema capitalista do século XXI. A fim de mitigar os efeitos de uma corrida mercadológica desregrada e, ao mesmo tempo, uma tentativa de sobrevivência dos proprietários do capital, surgiram grupos, com finalidades comuns que passaram a estabelecer uma aliança comercial de fidelidade recíproca, principalmente quanto aos preços, são os chamados Trustes e os Cartéis (Huberman, 1981: 315). Isso significa que as finanças - o controle de vastas somas de capital mais a indústria, que utiliza esse capital com objetivos de lucro - constituem a força dominante do mundo de hoje (Huberman, 1981: 230).

Depois de 1870, o capitalismo à antiga passou a ser o capitalismo moderno. O capitalismo da livre concorrência tornou-se o capitalismo dos monopólios.

Além do monopólio na indústria, houve outro, igualmente importante, ou talvez mais - o monopólio dos bancos. Marx o previu, ao dizer que com a "produção capitalista uma nova força entra em jogo, o sistema de crédito" (*apud* Huberman, 1981: 225). Com esse novo aspecto e sua evolução o sistema capitalista torna-se como hoje o conhecemos, financeiro.

Transmutação da terra em mercadoria

No processo de transformação da riqueza natural em objetos da riqueza humana, a fonte é sempre a terra e a natureza que a acompanha (Marés, 2003: 181). Aquilo que chamamos terra é um elemento da natureza inexplicavelmente entrelaçado com as instituições do homem. Isolá-la e com ela formar um mercado foi talvez o empreendimento mais fantástico dos nossos ancestrais (Polany, 2000: 214).

A ideia de apropriação individual, exclusiva e absoluta de uma gleba de terra não parte nem histórica e nem geograficamente de um contexto comum entre países, ao contrário, é uma construção humana recente, despertada com a formação dos Estados Modernos, do mercantilismo e da Revolução Francesa, e portanto, das reações conjecturais que esses fatos provocaram em cada dimensão territorial.

O assunto propriedade e terra, já era discutido a muitos anos por filósofos e políticos do início do século XVI até o XIX. Alguns deles são: Lutero, Calvino, Bodin, Hobbes, Maquiavel, Locke, Rousseau, Montesquieu e Morus. (Marés, 2003: 21).

São Tomás de Aquino, forte representante do pensamento da Igreja Católica, se coloca como defensor dos interesses da humanidade, principalmente na questão da função social da propriedade, abordando o direito de propriedade em seu artigo "Suma Teológica", sob três aspectos. No primeiro aspecto, considera a propriedade privada como direito natural, sendo que a lei humana será diretamente válida quando derivar de uma lei natural. Em um segundo plano, o homem tem sua natureza de ser racional, deveria refletir acerca de sua sobrevivência, o qual cabe a este o direito de apossar de bens materiais, logo, a terra. Em um último aspecto, seria permitido seu condicionamento em relação à terra, ou seja, sua propriedade em razão de um momento histórico de cada povo. Sendo ainda que a propriedade privada somente será justificada se for produtiva (Marés, 2003: 21).

Na Idade Média, a manifestação do direito de propriedade foi desmembrada em dois prismas: o *directum* e o *utile*. Neste sistema social, o proprietário das terras - o suserano, titular do *directum* - cedia a posse de parte de seu domínio ao vassalo, que exerceria o *utile*,

e tornar-se-ia algo que hoje, sob a lente lapidada de Ihering (*apud* Marés, 2003:181), chama-se possuidor direto. Por sua vez, este poderia também transferir parte da sua a outro, conformando-se, destarte, uma "complicada trama de interdependências jurídicas".

Já na Idade Moderna, John Locke, foi o grande pensador da propriedade contemporânea, analisou a sociedade em mutação e organizou a defesa teórica da propriedade burguesa absoluta. Até Locke, a civilização cristã entendia a propriedade como utilidade, a partir dele e na construção capitalista, passa ela ser um direito subjetivo independente.

Nessa perspectiva, Locke afirma que o direito de propriedade se restringe ao uso, entretanto tudo que exceda ao utilizável será do outro. Mas esse excedente não utilizável, para ser dado ao outro, deverá ser deteriorável, assim não é a falta de uso que descaracteriza a propriedade, mas a possibilidade que se ponha em deterioro. Analisando o excedente, ele sustenta que o mesmo é possível, desde que não seja deteriorável, mas mesmo o sendo, poderá ser acumulado e trocado por bens não corruptíveis, como o dinheiro e ouro. Com essa ideia, Locke justifica a acumulação capitalista, reconhecendo que a propriedade pode ser legítima e ilimitada se transformada em capital.

E ainda, o mesmo autor entende que a origem ou o fundamento da propriedade surge a partir do trabalho humano, uma vez que a possibilidade de acumulação está diretamente relacionada com a possibilidade de adquirir/comprar trabalho alheio. Assim, a única propriedade legítima é a produzida pelo trabalho. Tal ideia, foi a base da ideia de Adam Smith que fundou a economia política e depois de Marx, que estuda o trabalho como medida de valor das mercadorias.

Logo, a propriedade teve sua primeira conceituação na Declaração do Homem e do Cidadão (*apud* Mascarenhas, 2008: 93), adotada na França no ano de 1789. Conforme estabelecido no artigo 17 dessa declaração, a propriedade era considerada um direito inviolável e sagrado.

Procurando romper a forte tendência ao individualismo, Augusto Comte (*apud*, Mascarenhas, 2008: 93) assim tratou a ligação existente entre todos os seres humanos: "Tudo nos pertence, portanto, à Humanidade, porque tudo nos vem dela". Leon Duguit (*apud*, Mascarenhas, 2008: 93), inspirado na doutrina do filósofo positivista Augusto Comte, apresentou um conceito jurídico institucional de propriedade, que exerce as funções de satisfazer as necessidades particulares de seu possuidor e as necessidades sociais da coletividade. O proprietário tem assim o poder de fazer uso de seus bens e riquezas conforme os seus interesses e necessidades e o dever de adequar o seu uso aos interesses e necessidades da coletividade.

A evolução conceitual da propriedade, como direito, passou por diversas fases, em função de diferentes doutrinas. Com o Código de Napoleão, ganhou caráter de direito absoluto, o que influenciou muitos códigos civis, inclusive o do Brasil. Marx chegou a preconizar a coletivização dos bens, por considerar a propriedade privada a causa maior das injustiças sociais. Mas foi com Duguit, que o direito de propriedade se despiu do caráter subjetivista que o impregnava, para ceder espaço a ideia de que a propriedade era, em si, uma função social, para ele a propriedade não era um direito subjetivo, mas a subordinação da utilidade de um bem a um determinado fim, conforme o direito objetivo (Marques, 2011: 35).

No período Contemporâneo, arraigado no capitalismo como se conhece atualmente, a propriedade ficou limitada ao contrato, sendo conceituada como o produto do encontro de duas vontades na qual uma transfere a outra o que era legitimamente seu. A partir daí a discussão jurídica capitalista ficou limitada sobretudo ao contrato, a autonomia da vontade, a fraude de credores, aos direitos de terceiros, as formalidades contratuais, sucessões e herança.

Diante de todo o exposto, observa-se que a lógica da propriedade da terra foi profundamente alterada: de produtora de bens de imediato consumo para quem a trabalhava, a produtora de bens que pudessem ser transformados e aproveitados pela indústria, que disso faria não bens consumíveis ou corruptíveis, mas capital infinitamente

acumulável. Assim, o desenvolvimento da concepção de propriedade atual foi sendo construída com o mercantilismo (Marés, 2003: 17).

Assim, a terra e seus frutos passaram a ter proprietários, um direito excludente, acumulativo e individual, mesmo quando assume a função social, já que essa é mais teórica que realidade. Logo, a terra como direito de propriedade independente de produção ou uso é criação do capitalismo.

Como se vê, o conteúdo da propriedade da terra sugere algumas interpretações: pode ser entendido como mera mercadoria; como meio de produção capitalista (capital); como provedora da vida humana e animal; como a argamassa cultural das sociedades (Marés, 2003: 189).

A terra, portanto, quando entra no mundo do patrimônio privado deixa de ser uma utilidade para ser apenas um documento, um registro, uma abstração, um direito. O aproveitamento da terra ganha, juridicamente, outros nomes, uso, usufruto, renda, assim como a ocupação física é chamada de posse. A terra deixa de ser terra e vira propriedade (Marés, 2003: 45).

Todavia, a aplicação concreta da propriedade e da função social continuam sendo julgadas pelos Tribunais e compreendida pelos Administradores da coisa pública como se ainda sua ideia mestra fosse à velha Constituição Portuguesa de 1822 que dizia ser a propriedade "o direito sagrado e inviolável de se dispor à vontade de todos os bens" (Marés, 2003: 56).

A sustentabilidade na constituição federal brasileira e os novos avanços legislativos na Bolívia e no Equador

Talvez a definição mais comum de sustentabilidade tenha evoluído da descrição de desenvolvimento sustentável feita pela Comissão sobre Meio Ambiente e Desenvolvimento das Nações Unidas: "Atender às necessidades da geração atual sem comprometer a capacidade de futuras gerações de atender às próprias necessidades" (Leonard, 2011: 28).

Para melhor elucidação, dar-se-á outro conceito de sustentabilidade, que consiste na exploração equilibrada dos recursos naturais, nos limites da satisfação das necessidades e do bem-estar da presente geração, assim como de sua conservação no interesse das gerações futuras (Mascarenhas, 2008: 85).

E ainda, como define o astrofísico e escritor Robert Gimán (*apud*, Leonard, 2011: 28), "sustentabilidade é igualdade ao longo do tempo". Ela deve se estender ao mundo inteiro, e não apenas algumas florestas.

A legislação brasileira quanto à temática ambiental tem buscado caminhos com vistas a edificar o desenvolvimento sustentável. Nessa perspectiva, é expressiva a importância advinda do histórico ambiental nas Constituições brasileiras.

A primeira Constituição Brasileira, de 1824, não fez menção a qualquer matéria na esfera ambiental. Notabiliza-se que nesse período, o Brasil era um país exportador de produtos agrícolas, contudo o interesse quanto a esses produtos era apenas econômico.

A Constituição de 1891, abordou apenas a competência da União para legislar sobre minerais e terras, não tendo nenhum cunho preservacionista.

Na Constituição de 1934, trouxe algumas inovações como a separação das riquezas do solo e das quedas d'água, visando tão somente regulamentar a exploração e aproveitamento da propriedade. Dispôs ainda sobre a proteção às belezas naturais, ao patrimônio histórico, artístico e cultural e estabeleceu a competência da União em matéria de riquezas do subsolo, mineração, águas, florestas, caça, pesca e suas respectivas explorações.

A Carta Constitucional de 1937 demonstrou preocupação em relação aos monumentos históricos, artísticos e naturais. Atribuiu a competência da União para legislar sobre minas, águas, florestas, caça, pesca, subsolo e proteção das plantas e rebanhos.

Na Carta Magna de 1946 não houve alterações.

Na década de 1960, o mundo já começava a preocupar-se com a questão ambiental, no entanto, a Constituição de 1967 e a Emenda Constitucional n. 1/69 não trouxeram progressos nessa área, apresentando apenas dispositivos semelhantes aos contidos nas constituições anteriores.

A Constituição Federal brasileira trouxe grandes inovações na esfera ambiental, sendo tratada por alguns como Constituição Verde, apresentando no capítulo VI, do título VIII (Da Ordem Social), mecanismos para proteção e controle do meio ambiente.

Como se percebe, o texto constitucional do Artigo 225 da Constituição Federal consagrou o princípio do desenvolvimento sustentável ao garantir o direito e dever ao meio ambiente ecologicamente equilibrado a toda coletividade, além de possuir caráter intergeracional, pois não visa resguardar apenas os interesses da geração atual, mas também das futuras gerações.

Portanto, o direito ao meio ambiente ecologicamente equilibrado é considerado um terceiro gênero, uma vez que não se enquadra na esfera pública ou privada, já que trata de um direito difuso, ou seja, que transcende o indivíduo e ultrapassa a esfera de direitos e obrigações de caráter individual, além de não se vincular a ninguém especificamente.

Sobreleva-se que os recursos naturais que antes eram considerados *res nullius*, atualmente tornaram-se bens públicos, tutelados no Código Civil e classificados como de uso comum do povo, de uso especial e bens dominicais. Entretanto, Jose Afonso da Silva (2003: 84) afirma que os bens ambientais não se enquadram como públicos ou particulares, mas constituem uma nova modalidade de bens, dotados de um regime especial.

Esse artigo constitucional prevê dupla perspectiva para o meio ambiente equilibrado, o qual constitui direito, mas também, dever do Poder Público e de toda coletividade.

Acentua-se que o § 4º do artigo em comento, não inclui entre os patrimônios nacionais o Cerrado nem a Caatinga, fato extremamente controverso, já que estudos indicam que o Cerrado possui uma rica biodiversidade, principalmente quanto aos recursos hídricos, pois nele nascem águas que formam as três grandes bacias brasileiras (Mascarenhas, 2008: 82).

Diante da lamentável situação jurídica do Cerrado, foi elaborada uma Proposta de Emenda Constitucional, objetivando elevar o Cerrado a Patrimônio Nacional - PEC 115/95, que esse ano completaria 23 anos. Com a inclusão da Caatinga na proposta em 2010, ela passou para PEC n. 504/2010. O Senado já aprovou o texto da PEC n. 504/2010, publicado no Diário da Câmara dos Deputados de 04 de Agosto de 2010. A Comissão de Constituição e Justiça e de Cidadania da Câmara dos Deputados, também já se posicionaram de forma favorável à admissibilidade da proposta. Agora, todas as propostas restam prontas para a pauta em Plenário, para a discussão em primeiro turno, sob o Regime de Tramitação Especial, porém a última ação legislativa é de 24/10/2017 e consta como “matéria não apreciada em face do encerramento da Sessão”. Atenta-se para o fato de que essa ação legislativa vem sendo a mesma desde 23/04/2014¹⁰⁶.

Ressalta-se que o Título VII da Constituição Federal, que trata da Ordem Econômica e Financeira, traz em seu artigo 170, a interação entre desenvolvimento econômico, sustentabilidade e dano ambiental.

Com o presente artigo, a defesa do meio ambiente alça a condição de princípio da ordem econômica, objetivando uma mudança no padrão de acumulação de capital e do crescimento econômico, a fim de que se alcance o desenvolvimento sustentável,

¹⁰⁶Site da Câmara dos Deputados < <http://www.camara.gov.br/proposicoesWeb/fichadetramitacao?idProposicao=483817>>.

reforçando a importância da avaliação do impacto ambiental no processo de produção (Mascarenhas, 2008: 84).

A inclusão do princípio da defesa do meio ambiente na ordem econômica evidencia que, para o legislador, o desenvolvimento não pode estar dissociado da proteção ambiental. Deve-se lembrar que o desenvolvimento econômico sempre gera algum tipo de impacto ao meio ambiente, porém, deve-se buscar formas para que esse impacto seja o menor possível, bem como devem existir medidas para compensá-lo (Mascarenhas, 2008: 84).

O Artigo 225 da Constituição Federal brasileira, impreterivelmente foi um avanço; porém, já não traz consigo o necessário para a efetiva concretização da sustentabilidade, principalmente, quando contrastado com os avanços ambientais das novas Constituições da Bolívia e do Equador.

As duas mais recentes Constituições promulgadas na América Latina – Equador (2008) e Bolívia (2009) –, trazem expressas em seus textos um moderno reconhecimento da natureza como sujeito de direitos, assim entendido como aquele a quem a lei, em sentido amplo, atribui direitos e obrigações.

Encontra-se em ambas as legislações um surpreendente deslocamento da visão do homem como o centro do universo. O novo paradigma jurídico dos textos legislativos tem como ideia central a garantia de que a natureza, ou *Pachamama* (“mãe-terra”, na língua ancestral dos povos originais da região), não pode mais ser considerada como objeto de livre disposição do homem, e sim em nível de igualdade com este, por fazerem parte do mesmo todo.

Segundo o jurista Zaffaroni (p. 2), a discussão de qual posição os humanos querem assumir em relação à natureza abre uma nova fase do constitucionalismo global. Até agora encarada no mesmo nível que as coisas tangíveis do direito civil, a mudança do paradigma permite trabalhar em uma nova linha de “respeito à dignidade da natureza”.

Contra este modelo civilizatorio, el nuevo constitucionalismo latinoamericano opta por proclamar una convivencia de todos los seres vivientes dentro de la tierra, denunciando coyunturalmente al fundamentalismo de mercado de las últimas décadas del siglo pasado, aunque desde una perspectiva mucho más amplia y universal

(...) De este modo, *Gaia*¹⁰⁷, que entre nosotros se llama *Pachamama* y no llega de la mano de elaboraciones científicas, sino como manifestación del saber de la cultura ancestral de convivencia con la naturaleza, se incorpora al derecho constitucional como otro aporte Del constitucionalismo latinoamericano al universal, así como en Querétaro –en 1917- se inauguró nada menos que constitucionalismo social en la Constitución Mexicana, ridicularizada por los intelectuales de su época, la inclusión de los derechos sociales fue adoptada años más tarde en Europa (Zaffaroni, p. 2).

A ideia da natureza como sujeito de direitos ainda não assumiu forma na Constituição brasileira, que continua a ver a natureza como um direito coletivo, ou seja, bem de todos.

¹⁰⁷ James Lovelock químico inglês, ao formular a Teoria de Gaia, inaugurou um contraponto marcante a essa perspectiva, afirmando a existência de uma complexa teia de inter-relações entre meio e biota e, portanto, negando a mera adaptação da vida ao ambiente (...) em nossa visão, Gaia deve ser tratada sistematicamente como uma teoria, e não como hipótese. Assim, procuramos usar sempre a expressão “teoria Gaia”, restringindo o emprego da “hipótese Gaia” às citações de outros autores, como é o caso de Lovelock. Gaia é uma teoria sobre o funcionamento do sistema Terra com vida abundante, entendido como um sistema cibernético no qual o acoplamento dos organismos e de seu ambiente é tão forte que influenciou e influencia substancialmente a evolução das condições físico-químicas do planeta, com efeitos não apenas estabilizantes (homeostase ambiental), mas também desestabilizantes (Veiga, et al., 2012: 56).

Desse modo, ela permanece sendo usada como objeto, apesar de tal uso ser restringido ao modo sustentável.

Conclusão

Com o passar dos anos, a natureza adquiriu variados significados, esses condicionados ao seu uso, domínio e apropriação, alvos diretos da lógica capitalista, que a dimensiona como simples utilidade (natureza objeto, natureza mercado). Tal significado apesar de ter como marco histórico a segunda Revolução Industrial, vem até os dias de hoje agravando-se, diante de um comércio super lucrativo, cuja a rotatividade de matérias primas e espaços ecológicos ultrapassam o ideal a sobrevivência.

De modo acertado, pode-se afirmar que estamos em meio a uma crise ambiental, emersa em institutos consagrados pela e para a nova forma de capitalismo global, tais como o dinheiro, a globalização, corporações, massificação da produção, o imperialismo econômico, o consumismo e a busca pelo lucro incessante, os quais, dificilmente se desvincularão do Estado e da sociedade presente, sem causar uma grande desordem na estrutura societária.

O impacto do capitalismo nos bens ambientais é nítido quando se analisa a progressão das concepções de terra, já que essa acompanhou a evolução da economia de mercado, como também conduziu diversos pensamentos filosóficos a cerca da propriedade da terra, da força de trabalho e de valia dos bens ambientais, ao mesmo tempo que atrela valores comportamentais aos seres humanos, o que culminou em pensamentos extremamente individualistas, daí emerge a propriedade privada- senhora dos nossos objetivos.

Diante do contexto de incertezas e disputas para manter a proteção as legislações ambientais, vislumbrar nas inovações conceituais dos legisladores andinos e sua construção política e filosófica sobre a natureza como sujeito de direitos na Constituição Federal dos países já citados, vem se propondo como um sopro de esperança a maior efetividade na preservação ambiental.

Todavia, é lamentável a permanência da inércia da legislação constitucional e ambiental brasileira em não positivar a ideia latino-americana, mesmo que já se encontre em grupos de estudos e autores o interesse quanto ao tema. Assim, ainda é preferível no âmbito legislativo, continuar insistindo num modelo de sustentabilidade, a todo tempo citado nas leis, porém já desacreditado e ineficaz.

Referências

Annie, L. (2011). *A História Das Coisas - da Natureza Ao Lixo, o Que Acontece Com Tudo Que Consumimos*. Rio de Janeiro: Zahar Editores.

Barroso, L. R. (2009). *Interpretação e aplicação da Constituição*. São Paulo: Saraiva, 7ª edição.

Brasil (1988). *Constituição da República Federativa do Brasil de 1988*. Brasil: Presidência da República.

Brasil, Ministério da Ciência e Tecnologia (1992). *Convenção sobre o Clima*. Disponível em: <http://www.mct.gov.br/upd_blob/0005/5390.pdf>. Acesso em: 07/02/2017.

Associação caatinga e rede cerrado. Disponível em <https://secure.avaaz.org/po/petition/Caatinga_e_Cerrado_Patrimonio_Nacional_Ja_Votacao_e_Aprovacao_da_PEC_50410>. Acesso em: 05 Fev. 2014.

Engels, F. (1876). *Sobre o papel do trabalho na transformação do macaco em Homem*. Edição eletrônica: Ed. Ridendo Castigat Moraes.

Farias, T. Q. *Propedêutica do Direito Ambiental*. Disponível em <<http://www.egov.ufsc.br/portal/sites/default/files/anexos/26876-26878-1-PB.pdf>>. Acesso em: 15 Mar 2017.

- Harvey, D. (1990). La teoria de La terra. In: *Los limites del capitalismo y la teoria marxista*. México: Fundo de Cultura Economica, p. 333-375.
- Huberman, L. (1981). *A História da Riqueza do Homem*. 2ª. ed. São Paulo: Zahar Editores.
- Löwy, M. (2005). *Ecologia e Socialismo*. São Paulo: Cortez.
- Löwy, M. *Ecossocialismo e Planejamento democrático*. Disponível em: <<http://unilim.im/ZY1jq>>. Acesso em 03 de julho de 2017.
- Marés, C. F. (2002). *Função Social da Terra*. 4ª Ed. Paraná: Sergio Antonio Fabri.
- Marques, B. F. (2011). *Direito Agrário brasileiro*. 4ª Ed. São Paulo: Atlas.
- Milaré, É. (2007). *Direito do ambiente: doutrina, jurisprudência, glossário*. 5. ed. São Paulo: Revista dos Tribunais.
- Moser, S. (2014). *Os direitos, os humanos e a natureza*. Texto publicado na edição impressa de 11 de janeiro de 2014 no site Gazeta do Povo. Disponível em <<http://www.gazetadopovo.com.br/caderno-g/os-direitos-os-humanos-e-a-natureza-9bdgg92kbngt31j86yhzwuoge>> Acesso em: 10/01/2017.
- Neto, J. B. P. (2014). *Bolívia cria lei que considera a “Mãe Terra” um sistema vivente*. Texto publicado na edição impressa de 7 de julho de 2014 no site Dialogos do Sul. Disponível em < <http://www.dialogosdosul.org.br/bolivia-cria-lei-que-considera-a-mae-terra-um-sistema-vivente/07072014/> > Acesso em: 10/01/2017.
- Pereira, T. M; Tarrega, M. C. *Apontamentos sobre a valoração econômica dos bens ambientais e seus meios*. Disponível em < <http://www.diritto.it/docs/34232-apontamentos-sobre-a-valora-o-econ-micados-bens-ambientais-e-seus-meios>> Acesso em: 10 Jan 2017.
- Polany, K. (2000). *A grande transformação: as origens de nossa época*. Rio de Janeiro: Campus.
- Serres, M. (1991). *O contrato natural*. Tradução de Beatriz Sidoux. Rio de Janeiro: Nova Fronteira.
- Silva, J. A. da. (2003). *Direito Ambiental Constitucional*. 4. ed. São Paulo: Malheiros.
- Veiga, J.E. (org.). (2012). *Gaia: de mito a ciência*. São Paulo: Editora Senac.
- Zaffaroni, E. R. *Fragmentos seleccionados de La Pachamama y el Humano*. Disponível em <http://www.academiabiosferica.org/Mas%20Info/AB_LA%20PACHAMAMA%20Y%20EL%20HUMANO.pdf> Acesso em: 10/01/2017.



Como conocer la realidad para transformarla por la praxis: una aproximación a la construcción del conocimiento popular

Jesús Antonio Reyes Benavides

Instituto de Altos Estudios Sociales
Universidad Nacional de San Martín
Buenos Aires, Argentina

jesusreyespsi@gmail.com

En este artículo pretendo contrastar la forma “común” de llevar a cabo investigaciones sociales, con la investigación acción participativa como una forma no hegemónica de construcción del conocimiento popular. A través del análisis de algunas proposiciones positivistas e interpretativas, paso a su crítica a través de lo que denomino la construcción de una ciencia social crítica que permita la transformación de situaciones adversas para las comunidades, el empoderamiento y la autonomía de las mismas. Con base en los planteamientos de Orlando Fals Borda pretendo realizar una revitalización de la investigación acción participativa como una forma colectiva de construcción de conocimientos que derivan en una apuesta por la posibilidad de que la ciencia social, más allá de interpretar la realidad se debe dedicar a su transformación. Siguiendo el horizonte de investigación participativa, propongo algunos elementos para el debate acerca de los presupuestos de la investigación, como su relación con el sujeto/objeto de investigación, los valores insertos al interior de todo proceso investigativo, el desarrollo y los resultados que se esperan de un proceso de acción y participación mancomunado con las comunidades de base. Pretendo realizar así un análisis de lo que podemos denominar “Buen Vivir” y que sirve de concepto fundante de la construcción del conocimiento popular, concepto base del marco constitucional ecuatoriano. Concluyo así que la investigación acción participativa puede ser revisitada como un marco crítico y proceso para el cambio social, al mismo tiempo que permite la construcción de conocimiento propio y un sentido comunitario de “Buen Vivir”.

Palabras-clave: conocimiento popular, transformación social, investigación acción participativa, teoría crítica, Buen Vivir

Cet article essaie d'opposer la voie « commune » qui consiste à mener des recherches sociales depuis la recherche-action participative et comme une forme non hégémonique de la construction des savoirs populaires. Grâce à l'analyse de quelques propositions positivistes et interprétatives, nous faisons ensuite une critique à travers ce que nous appelons la construction d'une science sociale critique qui permet la transformation de situations défavorables pour les communautés, leur autonomisation et autonomie. A partir des approches d'Orlando Fals Borda nous prétendons relancer la recherche-action participative comme un mode de construction collective de connaissances qui sous-tendent la possibilité que la science sociale, au-delà de l'interprétation la réalité devrait se consacrer à sa transformation. Selon la recherche participative, nous proposons quelques éléments de discussion sur les présupposés de la recherche, leur relation avec le sujet / objet d'une enquête, les valeurs insérés dans tous les processus d'enquête, le développement et les résultats attendus d'un processus d'action conjointe et de participation avec les communautés de base. Nous prétendons réaliser ainsi une analyse de ce que nous pouvons appeler « Bien Vivre » qui sert de concept fondateur de la construction du concept de base des connaissances populaires, cadre constitutionnel équatorien. Nous concluons que la recherche-action participative peut être revisitée comme un cadre critique et un processus de changement social, tout en permettant la construction de la connaissance de soi et d'un sentiment communautaire du « Bien Vivre ».

Mots-clés : connaissance populaire, transformation sociale, recherche-action participative, théorie critique, Bien Vivre

Neste artigo, pretendo contrastar o modo "comum" de realizar pesquisas sociais, com a pesquisa-ação participativa como uma forma não hegemônica de construir o conhecimento popular. Através da análise de algumas proposições positivistas e interpretativas, passo a sua crítica através do que denomino de construção de uma ciência social crítica que permite a transformação de situações adversas para as comunidades, seu empoderamento e autonomia. Com base nas ideias de Orlando Fals Borda, pretendo revitalizar a pesquisa-ação participativa como uma forma coletiva de construção de conhecimentos que leve à possibilidade de que a ciência social, além de interpretar a realidade, seja dedicada à sua transformação. Seguindo o horizonte da pesquisa participativa, proponho alguns elementos para a discussão sobre os pressupostos de pesquisa, sua relação com o sujeito / objeto de investigação, os valores inseridos ao longo de todo processo investigativo, desenvolvimento e resultados esperados de um processo de ação e participação em conjunto com comunidades de base. Pretendo realizar uma análise do que podemos chamar de "Bem Viver" e que serve como conceito fundador da construção do conhecimento popular, conceito básico do marco constitucional equatoriano. Concluo que a pesquisa-ação participativa pode ser revisitada como um marco crítico e um processo para a mudança social, ao mesmo tempo em que permite a construção de conhecimento próprio e um senso comunitário de "Bem Viver".

Palavras-chave: conhecimento popular, transformação social, pesquisa-ação participativa, teoria crítica, Bem Viver

In this article I intend to contrast the "common" way of carrying out social research, with participatory action research as a non-hegemonic way of building popular knowledge. Through the analysis of some positivist and interpretative propositions, I pass to its criticism through what I call the construction of a critical social science that allows the transformation of adverse situations for the communities, the empowerment and the autonomy of the same. Based on the ideas of Orlando Fals Borda, I intend to revitalize participatory action research as a collective form of knowledge construction that leads to the possibility that social science, beyond interpreting reality, should be dedicated to their transformation. Following the horizon of participatory research, I propose some elements for the debate about research budgets, such as their relationship with the subject / object of research, the values embedded within any research process, the development and the results that are expected of a process of joint action and participation with grassroots communities. I intend to carry out an analysis of what we can call "Good Living" and that

serves as the founding concept of the construction of popular knowledge, the basic concept of the Ecuadorian constitutional framework. I conclude that participatory action research can be revisited as a critical framework and process for social change, at the same time allowing the construction of own knowledge and a community sense of "Good Living".

Keywords: popular knowledge, social transformation, participatory action research, critical theory, Good Living

Introducción

Desde hace unos años, la investigación en términos sociológicos ha adquirido ciertos matices y acepciones relativamente anti-objetivistas. El antes objeto de investigación ha sido caracterizado como un sujeto capaz de reflexión y acción, agenciamiento y transformación de la realidad. Sin embargo, los resultados de estas investigaciones han sido miradas de modo generalizadas acerca de la capacidad del propio ser humano para, por un lado, transformar la realidad y, por otro lado, interpretar y producir la realidad intersubjetivamente.

Sin embargo, los efectos concretos de estas investigaciones no trasgreden los límites de lo teórico como marco de interpretación de la acción, signándola así como un marco interpretativo con pretensiones de validez, a raíz de los discursos sociales, su configuración y el contexto de su utilización (Habermas, 1998: 314 y ss). Por tal motivo, la neutralidad valorativa (Weber, 1978) ha mutado en una especie de asepsia política, en la cual, los fines de la investigación social terminan por ser denuncias discursivas, discusiones y modos de representar una realidad, disminuyendo así su capacidad crítica y de intervención en las esferas sociales de acción, puesto que los marcos normativos de referencia continúan sosteniéndose, lejos de poder ser transformados (Habermas, 1998: 314 y ss).

En este artículo, pretendo realizar una crítica a esta postura, repensando la ciencia social sociológica en términos de: a.) criticar la legitimación de los patrones de moralidad operantes de una sociedad determinada, b.) crítica de la despolitización que el liberalismo pretende realizar a partir de la legitimación y legalización de ciertos derechos sociales, culturales y económicos en lo que han dado en llamar como minorías, c.) crítica a las posturas asépticas a nivel político que consideran que los fines de la ciencia social son, simple y llanamente, comprender los fenómenos sociales sin llegar a su transformación y d.) ciencia social transformadora para construir poder popular a través del Buen Vivir como concepto fundante del sentido de comunidad. Se retomaron en un ejercicio de contraste algunos ejemplos investigativos sobre Colombia como referentes claros de la despolitización imperante en la investigación social.

I. Crítica de la legitimación de los patrones de moralidad operantes

¿Qué es un patrón de moralidad operante? Según Honneth (2011: 12-22), los patrones operantes de moralidad son las formas simbólicas que, estructuradamente, determinan y condicionan normativamente la acción y el agenciamiento humano en la sociedad. Esta definición tiene su raigambre en la definición que Habermas establece acerca de la relación entre teoría y praxis, así como los problemas de legitimación del capitalismo tardío.

Para De Certeau (1996: 5 -58), estos patrones si bien condicionan, no necesariamente determinan la forma en que se interpreta la realidad, como de modo determinista lo habían planteado Adorno y Horkheimer (1969) en la producción cultural de las masas.

En conjunción con estas críticas, los patrones operantes de moralidad son una serie de normas implícitas acerca del “buen” comportamiento y organización social; son los signos que determinan la acción, como potenciadores de la acción social e influyen históricamente para determinar modos de ser socialmente.

El problema central radica en que la ciencia social se ha convertido, en ocasiones, como técnica (Habermas, 1986: 68 y ss.), en legitimador de estos patrones, aduciendo circunstancias históricas a su génesis, sin dar cuenta de la necesaria mutación que el capitalismo como sistema ha realizado en su influjo en estas caracterizaciones. Sucede al igual que con los derechos de las llamadas “minorías”: legalizan un orden social que determinan como necesario, bajo las mismas condiciones de explotación y desigualdad inmanentes al modo de producción capitalista.

En su interés por interpretar la realidad e interpelarla, el oficio del sociólogo se ha convertido en una técnica que se dedica a estudiar los modos de representar la realidad, las formas de organización social y la integración social al modo de producción capitalista, sin alguna forma relevante de transformación crítica de la realidad. Abundan así las transformaciones en los intersticios, en las fracturas del sistema que permiten un modo de acción- transformación, sin llegar por sus medios o sus fines a trastocar el mismo sistema (Habermas, 1998: 22 y ss).

Si, para Slavoj Zizek (2013), se debe realizar una inversión de la tesis once de Feuerbach, propuesta por Marx (2006) la cual dice: “los filósofos se han dedicado a interpretar el mundo, de lo que trata es de transformarlo”, centra nuevamente el análisis y la transformación en un modo autoreferencial de interpretación subjetiva por su generalidad, sin escatimar en lo que Lenin (1981) expresaba: sin teoría revolucionaria no hay praxis revolucionaria y viceversa. Si asumimos dialécticamente el análisis de las contradicciones sociales, no tendremos que dejar de lado ni la teoría ni la praxis como una forma de acción – reflexión en la cual es posible y necesaria la transformación.

Zizek (2013) así dentro de su propia crítica, estaría proponiendo nuevamente dos situaciones: la primera, quedarnos al interior de la red de significantes que nos mantienen atrapados sin poder transformarla pues necesitamos elaborar nuevas formas de interpretación, pero éstas solo pueden surgir de la realidad concreta y no de los marcos reflexivos de teorizar ya de costumbre usados por la academia; por otro lado, una legitimación de los patrones operantes de moralidad, tal como Habermas (1999) lo ha propuesto con su descentramiento del sujeto, pero al mismo tiempo su apropiación normativa del liberalismo político y económico.

Así, la teoría que se muestra crítica frente a la apropiación de los patrones operantes de moralidad, se convierte en teoría de la normalización de estos patrones, asumiendo críticas superficiales sin, en el fondo, tocar el núcleo real de estos patrones. Revitalizar la teoría y la praxis crítica de la sociología implica ir a la realidad concreta y no quedar como el búho de Minerva que levanta vuelo al atardecer, como metáfora de llegar tarde siempre a los hechos concretos de la historia.

El postestructuralismo francés y la teoría anglosajona analítica han llevado la teoría social a esos extremos de legitimación, enmarcando la acción como una cuestión netamente de lenguaje. Los usos conceptuales, las cadenas de significantes, los marcos analíticos, la matematización del lenguaje y sus análisis formales y abstractos se han convertido en el ser de las cosas, pero las cosas como tal son dejadas intactas; así la realidad misma se ha convertido en un uso simbólico, en signos e imaginarios en los cuales la representación tomó el lugar de la acción.

Esta pseudoconcreción como lo puede llamar Kosik (1967), ha devenido en multiplicidades y pluralismos de opiniones donde la realidad concreta queda presa de una institución, la institución académica que ha dejado de lado la transformación y el agenciamiento de las comunidades, en un proceso doblemente reflexivo que les permite interpretar para transformar y, a raíz de las experiencias, transformando, ir cambiando sus apreciaciones acerca de la interpretación.

En el sentido de la pseudoconcreción, la crítica teórica ha perdido su efecto sobre la realidad y la legitimación de un orden social, de la modernidad, de la posmodernidad se ha encontrado en las agendas, al mismo tiempo políticas y sociales de la academia. Si retomamos los trabajos de la noción de gasto de Bataille (1987), la academia se encuentra hoy en la encrucijada entre el gasto improductivo y el trabajo improductivo, que permiten la normalización y consecuente legitimación de un orden moral.

Pero ¿Por qué hablar de un orden moral u organización moral? Cuando Nietzsche (2011) expresaba que pretendía realizar una transvaloración de todos los valores, pretendía al mismo tiempo realizar una crítica a las formas de interpretación que, estáticamente, quedaban como algo natural al modo de vida humano. Estos valores en sí mismos servían de principios rectores de la acción; como principios, daban origen a acciones que eran valoradas por los valores que las precedían y creaban así una configuración de lo bueno

y lo malo. Esta valorización de la acción por su bondad o maldad, su productividad o improductividad terminó por ser en la academia una aporía dentro de la cual se sigue cayendo al pretender conocer la realidad sin transformarla, sin ver, que al conocerla se legitima y organiza una forma de ver el mundo, tal vez distanciada del mundo real concreto, pues esa legitimación parte de la representación del mundo y no del mundo como tal. Así, epistemológicamente hemos llegado a cierto conocimiento del mundo social, sin ver lo que en realidad es el mundo social. La ontología ha muerto a manos de la técnica.

Si, para Popper (1972), lo importante de la epistemología era propiamente la refutación posible y la falsabilidad de las hipótesis de las cuales se deducían consecuencias para la realidad, se instrumentalizó como modo de conocer la falsación hipotética de las deducciones, se instauró a través del pospositivismo de Larry Laudan (1984), Ian Hacking (1998) o Mary Hesse (1970) un modo de conocer los valores en la investigación, las representaciones dentro de lo investigado o la actividad investigativa como un modo de conocer lo intersubjetivamente construido y constituido como horizonte de sentido en un modo objetivo. Nada más alejado de la realidad concreta.

II. Crítica a la despolitización liberal

La transformación social se ha visto mediada por diferentes organizaciones e instituciones sociales en lo que compete al radio de acción de la sociología y las ciencias sociales. Desde los gobiernos se ha auscultado en la investigación, en Colombia, como un ejercicio del terrorismo; la diferencia es sindicada como enemiga de la democracia y se ha pretendido a través del terror, alejar la investigación de las transformaciones sociales y la realidad social. La máxima intervención proviene de una oscilación entre el intervencionismo “apolítico” y la despolitización de la acción social con un fuerte pero contradictorio contenido de legitimación del orden social que presuponen los gobiernos de turno.

Primero, pasaré a explicar esta contradicción entre el intervencionismo apolítico y la despolitización de la acción social, para proceder a la crítica a la despolitización liberal. Con intervencionismo apolítico, hago referencia a la función social de las Ong`s y organismos internacionales que, frente a un cumulo de desigualdades y problemas sociales, se dedican a suplir necesidades a través de proyectos tecnológicos y técnicos en las comunidades sin llegar al núcleo fundamental de las problemáticas. Para sí mismos muchos de ellos son apolíticos, pues su intervención se manifiesta desde llevar internet a lugares periféricos como generar propuestas técnicas de intervención agropecuaria, lo cual no trastoca las lógicas políticas y gubernamentales de un país; sin embargo, la salud, la educación, la pobreza, la desigualdad siguen en los territorios, ya que el modo de producción capitalista y su espectro de acción no son cuestionados. Por otro lado, todo tipo de investigación que pretenda cuestionar o transformar una realidad social concreta, es tildada bajo epítetos que crean dos fenómenos, la naturalización y la normalización.

En el caso de Colombia, la naturalización discursiva y práctica ha tenido consecuencias catastróficas en la academia. La subdivisión en campos del conocimiento como campos de poder ha trascendido todas las esferas de la vida cotidiana, entonces hay profesiones satanizadas bajo la teoría de los dos demonios, unas que llevan al progreso y fortalecimiento de la democracia, otras que atentan contra esta democracia; dentro de estas últimas por ejemplo la sociología. Así la sociología se ha convertido en el análisis superficial de la realidad y sus modos de representación, no el legado adoptado desde Orlando Fals Borda (1978) como investigación acción participativa.

¿Se ha despolitizado entonces la ciencia social? No, en su aparente asepsia política, brinda márgenes políticos a las organizaciones e instituciones para definir los marcos de interpretación históricos, sociales y políticos. La crítica ya no es la cabeza de la pasión sino una pasión de la cabeza y se busca “reducir el daño” o “prevenir el riesgo” mas no intervenir en las dinámicas sociales transformándolas de acuerdo a los intereses populares.

Al interior de la despolitización y la apolítica acción de las ong`s se encuentra de trasfondo la multitud, el pluralismo y la microfragmentación de los movimientos sociales en sectores

específicos o problemas comunes que dejan de lado la unidad de las comunidades como clase.

Emergen así los movimientos indígenas e indigenistas, ambientalistas, LGBTIQ, de trabajadores sexuales, de mujeres, de hombres, por los derechos de los niños, por los derechos de los hombres, feministas, antifeministas, abortistas, deportistas, académicos, afrodescendientes, comunistas, anticomunistas, de profesionales, de trabajadores urbanos, campesinos, todos con unos intereses, pugnas diferentes y mínimos de exigibilidad; esos mínimos que se convierten en derechos al interior del movimiento social, pero los cuales frenan las luchas o las fragmentan en múltiples campos de acción, donde solo quedan los intersticios de la fragmentación para actuar, disolviendo así la unidad para transformar un modo de producción como el capitalismo.

La utopía de transformar un sistema se ha convertido en la lucha para conciliar y conseguir ciertos derechos sociales para grupos particulares; esta apertura es lo que desde el liberalismo se ha dado en llamar democracia, pero la democracia entonces se ha convertido en un pluralismo y multiculturalismo que niega la unidad a través de la demarcación de la diferencia, señalando más las diferencias que el problema en su conjunto. Se ha legitimado entonces la democracia liberal a través de la despolitización de la unidad de clase en la lucha por la transformación social y todo lo que va contra está fragmentación es tildado de totalitario, sectario, politizado, como si la política se hubiera convertido en una opción de unos pocos; a lo sumo, se resumen todos epítetos con la denominación de populismo.

Esta fragmentación lo que ha fortalecido es el mercado y las lógicas subterráneas del modo de producción capitalista, pues los mismos gobiernos definen ciertos márgenes de acción; hasta cierto punto se les conceden derechos. Hasta allá no podemos llegar ni concederles el derecho, todas estas pugnas pasadas por el filtro de la administración estatal, se convierten en la atomización de las luchas sociales y su capitalización dentro del mercado financiero, pues así generan mercancías, propagandas que coadyuvan al fortalecimiento del mercado, la creencia perenne en la libertad de hacer y la construcción de un sujeto alienado con la firme convicción de ser libre como lo expresara Byung Chul Han (2014).

Entonces se crean así las minorías y sus derechos; conceptos como lo multicultural, lo plural, lo diverso son la punta de lanza de la fragmentación social, de la legitimación de un orden social existente al interior del cual se pueden luchar por ciertos derechos más no por una transformación social, cambio de modo de producción o creación de un sistema económico y administrativo diferente al orden liberal. La hegemonía del liberalismo ha pasado entonces no por la revitalización del movimiento social sino por su subalternización; también así la recolonización de los espacios sociales de vida para legitimar y hacer legal un orden social vigente (Chul Han, 2012: 41 - 71).

Sin embargo, a esta recolonización y subalternización es lo que han encajado al interior de la democracia, para justificar las “bondades” del liberalismo y la democracia, haciendo de este lema de las luchas justas, mínimos de exigibilidad y derechos, el lema contemporáneo de la legitimación. Si para Orwell (2009), el *big brother* sabía todo lo que se planeaba y no expresaba nada, hoy día no solo conoce lo que sucede, sino que interviene y alienta a luchar por un cambio, pero un cambio mínimo, un cambio sin “impurezas políticas” y alejado de buscar una transformación concreta de la realidad social. La dialéctica del amo y el esclavo ha cambiado entonces, pues el esclavo no se reconoce como esclavo y, por ende, no llega a la autoconciencia que le permitiría saberse diferente del amo y así luchar contra él, sino que el esclavo aspira a convertirse en amo y sus esfuerzos son dedicados a llegar a serlo, siendo esclavo y naturalizando su posición dentro del espacio social (Hegel, 1993). Todo aquel que atenta contra esta forma de autoalienación y autoexplotación es el diferente, y es el excluido dentro de la complejidad del sistema mismo.

Asistimos así a la metáfora Kafkiana de Gregorio Samsa, quien abrumado por sus condiciones existenciales se transforma en una cucaracha por el peso al que se le somete dentro de un sistema de vida que impide su propia felicidad, ya en estos tiempos no

abrumado por sus condiciones existenciales sino por el contrario feliz del peso que tiene que soportar para llegar a ser algo diferente de lo que es (Kafka, 1979: 97 a 168).

III. Crítica a la despolitización de la ciencia social.

En el sentido práctico, Pierre Bourdieu (2007: 10) señala, que son tiempos donde ya no existe el militante tipo Jean Paul Sartre, comprometido con el cambio social y “vuelto hacia la política” completamente, sino por el contrario y gracias a los cambios realizados en la academia por Claude Lévi-Strauss se dedican a la ciencia social, alejados de la ciencia pura como de la profecía ejemplar.

Sin embargo, regreso a Jean Paul Sartre, no podemos pasar ante la despolitización de la ciencia social dejando así de lado el compromiso científico, pero tampoco el compromiso social de transformar la realidad concreta. Esta búsqueda de la despolitización es uno más de los efectos del capitalismo como modo de producción, del capitalismo financiero y la desaparición de la “crítica como cabeza de la pasión”.

Asistimos así a una ciencia social escéptica del cambio social pero que se refiere a ésta en los términos de Charles Tilly (2009) o Sidney Tarrow (2012), un vaciamiento cultural y un nihilismo que pretende dejarnos encerrados en los entramados de significantes que las propias teorías sociales actuales han recreado como un régimen de posverdad, con un efecto de veridicción como lo expresase Foucault (2008). Así la multiplicidad de interpretaciones se ha convertido en la posibilidad de evidenciar que las cosas no tienen una dirección única; sin embargo, éstas son las formas de interpretación y dependen de la configuración subjetiva de quien pregunta; pero la realidad concreta es una más allá de la representación. Por este motivo la epistemología ha tomado en todos los campos el lugar de los modos de ser del ser humano, y los modos de ser se han convertido en interpretaciones de los modos de ser sin que sea el ser como tal.

Es decir, nos quedamos con la aparición de un fenómeno, con su apariencia, pero jamás conocimos la esencia del fenómeno. La propuesta de crítica gira en torno a la catálisis social la cual, es la conjunción entre conocimiento popular y conocimiento académico que sirva como marco de reflexión acción y acción reflexión para construir poder popular y transformar los patrones operantes de moralidad, las legitimidades dadas a la atomización de los movimientos sociales y sus luchas y re-crear la posibilidad de una ciencia social crítica y transformadora.

Ahora bien, si hablamos de un marco normativo de la acción nos referimos a los valores que trasuntan la acción social, acción social definida como relación, como interacción, pero rescatando la capacidad del agenciamiento que cada uno de los sujetos tiene. Si bien la crítica hoy día no se dirige a los sujetos de la acción social como receptores pasivos de la información, recae sobre la interpretación que se da al agenciamiento de los actores sociales y su constitución como representaciones acerca del agenciamiento, dejando de lado la transformación que, con estas acciones populares se puede llegar a realizar a nivel social para confrontar problemáticas reales, no simple y llanamente sus representaciones.

Los datos obtenidos de los censos y las encuestas tienen rostro y es un rostro humano con unas particularidades que no se pueden sumir a la necesaria prolongación de las problemáticas para poder llegar a comprenderlas; el punto sería comprenderlas para transformarlas en una conjunción entre teoría y praxis, indisociables, entre conocimiento popular y conocimiento académico, rebatiendo así la máxima de Zizek (2013) de que debemos ahora interpretar el mundo reactualizando nuestros marcos de interpretación para llegar a transformarlo.

El dilema o paradoja actual de la ciencia social es que la crítica la convirtieron en aséptica y “limpia” de elementos subjetivos o pretensiones políticas, pero al mismo tiempo al asumir esa pureza en la cual se admiten o netamente elementos subjetivos o netamente elementos objetivos o una síntesis de ambos, la crítica transformadora como un elemento de acción en la sociedad quedó descartada. Esta pureza admitida es al mismo tiempo una cuestión política, pues el hecho de que no se pretenda realizar una acción política no

implica que la política no continúe. Ejemplos muy claros se encuentran en las investigaciones de algunos antropólogos (Restrepo, 2014; Wade, 1986) quienes pretenden desligar la política de sus investigaciones territoriales sobre la palma en Colombia, sin en el fondo darse cuenta que en sí misma la presencia de la palma y todas las consecuencias en el territorio son políticas.

La comprensión de una acción social debe llevar a una transformación de las realidades concretas; asimismo, la investigación debe servir como insumo transformador a las comunidades de las cuales el conocimiento fue obtenido, pues este conocimiento deja de ser una construcción de la academia para ser conocimiento popular, construido entre las comunidades y la academia.

IV. Ciencia social transformadora para construir poder popular a través del concepto de Buen vivir.

Tanto Orlando Fals Borda (1978) como Maritza Montero (2004) han ahondado respectivamente desde la sociología y desde la psicología comunitaria en estos campos de la transformación social. Para Fals Borda la importancia de la investigación acción participativa recae en la transformación que se puede llegar a realizar dentro de las comunidades de las cuales se obtiene el conocimiento. Para Maritza Montero (2007), señalando una tensión entre la sociedad y la comunidad, el ejercicio del psicólogo comunitario debe recaer en construir con las comunidades, conocimiento conjunto que pueda servir para la transformación de sus condiciones de vida, lo que ya Fals Borda denominaba devolución sistemática del conocimiento.

Para Fals Borda la investigación acción participativa conlleva en sí misma un aspecto transformador. Basado en los trabajos de Kurt Lewin (1946), Marja Liisa Swantz (1986), Paulo Freire, Carlos Brandao y un marco epistemológico proveniente de Marx, Lenin y hasta la misma escuela de Frankfurt, con algunos aspectos de la teología de la liberación, tan fértil en Latinoamérica, y el pensamiento propio de las comunidades autóctonas, expresaba que el interés de las investigaciones sociales debía ser la transformación del modo de vida pero, al mismo tiempo, que el conocimiento sirviera como una historia construida en conjunto que permitiera conocer la realidad. Es el llamado problema de cómo conocer la realidad para transformarla por la praxis (Fals Borda, 1978).

Dos de los puntos fundamentales de la construcción del conocimiento popular y la transformación social hacen referencia a la comprensión de los hechos histórico-sociales, pero, al mismo tiempo, al compromiso del investigador ante la realidad. No se trata simplemente de la falsabilidad o posibilidad de refutación de hipótesis para realizar una suma de conocimientos que permitan el crecimiento de una ciencia; se trata de que, con la falsación de las hipótesis podamos construir en conjunto una hipótesis válida que podamos validar a través de la acción y la transformación.

El investigador deja a un lado la idea de una “neutralidad valorativa” para hacerse participe de la transformación con su propio marco histórico-social que le permite comprender, desde los ojos de su horizonte de vida y la academia, una acción social pero junto a la comunidad construir en un proceso de catálisis social, un conocimiento conjunto que permita la transformación.

Podría decirse así que el conocimiento construido es un conocimiento pragmático y teleológico; por el contrario, la construcción conjunta de un conocimiento no se realiza en función de sus consecuencias prácticas para producir unos efectos a nivel social, sino como un autoanálisis de las comunidades a sí mismas con la orientación comprometida de un investigador que permite transformar situaciones injustas en las cuales sus propios derechos están siendo vulnerados.

Parte esta construcción de las condiciones materiales de vida; las interpretaciones de las comunidades, llevando en sí mismas una diferenciación entre el ser y el pensar. El investigador y las comunidades no se asumen como el *flâneur* que observa y detalla cada

cuestión, sino que el observador, el paseante llega a ser un actor transformador dentro del entramado social.

Según Houtart (2011) esta construcción del conocimiento común es lo que implicaría el Sumak Kawsai o “buen vivir” como beneficio común, concepto que Fals Borda llamó Kazisyadu o Renacer en las palabras del pueblo indígena Muinane. El giro vertiginoso que constitucionalmente dio Latinoamérica como un salto cualitativo que permitía la construcción de conocimiento propio y participativo, abrió la posibilidad de la reconstrucción territorial y material de los pueblos autóctonos, alejados de los planos investigativos asépticos y deshistorizados.

El buen vivir así señala una construcción en común, un bien común y un destino común. La noción de reconocimiento señala entonces una ruptura con el planteo de la indiferencia política y marca el hecho social como un todo. Al ir más allá de la mirada contemplativa y academicista de la neutralidad valorativa, se reconoce que el conocimiento se construye en conjunto con las comunidades de base, al empoderar a las comunidades bajo su propio reconocimiento y construcción propia; el conocer permite transformar y transformando asumir el buen vivir como objetivo de la investigación social.

El comportamiento contemplativo de los investigadores deja de ser tal para convertirse en un comportamiento activo y transformador, una doble hermenéutica como diría Anthony Giddens (1984), donde el marco teórico del investigador es indisociable de la práctica y se diluye la relación sujeto-objeto, pero la relación sujeto-sujeto que se establece es una relación conjunta de participación.

Una cuestión central en la investigación acción participativa es la del conocimiento popular. Algunos autores lo han llamado “sentido común”; sin embargo, regresando a la máxima Kantiana de que “las intuiciones sin conceptos son ciegas y conceptos sin intuiciones son vacíos” (2005, A51: p. 7-59), lo central en este modo de investigación es la conjunción del conocimiento académico con el conocimiento popular para empoderar a las comunidades y llegar a una transformación social.

El intelectual orgánico que proponía Gramsci (2013) deriva en este sentido, más allá de ser quien dirige u orienta las acciones sociales, a través del compromiso, de una construcción conjunta de conocimiento que permita la interlocución y la intersubjetividad, de relieve, dando matices a la interpretación y comprensión de un hecho social. Paralelamente a la realización de la investigación, esta misma es definida y construida junto a las comunidades de base, enfatizando en la caracterización del hecho social como un hecho político, económico, cultural y, por ende, en el sentido de Marcel Mauss (1979) en un hecho total.

Así la investigación acción tiene algunos principios fundamentales para la construcción del conocimiento popular. El primero hace referencia a un principio de reflexión – acción y acción – reflexión donde la puesta en marcha de una investigación conlleva la acción con las comunidades; pero, en la acción construimos nuevas reflexiones que permiten marcar un cambio en las reflexiones al confluir el conocimiento científico con el conocimiento popular.

En ese sentido, al interior de la reflexión y la acción se encuentre la catálisis social. Este concepto implica la conjunción, reunión de conocimientos y diferentes matices que permiten un conocimiento capaz de transformar, a través de la observancia de diferentes marcos teóricos e interpretaciones acerca de un hecho; pero, en la puesta en discusión de lo referente a la investigación, se reúnen diferentes sentidos puestos en común y discutidos que allanan el camino para la construcción del conocimiento propio de las comunidades y al mismo tiempo la transformación.

El segundo hace referencia a la devolución sistemática del conocimiento a las comunidades con las cuales se ha realizado el proceso de investigación. El conocimiento debe llegar a las comunidades de origen con quien se ha realizado el proceso de investigación como un insumo para la defensa de sus derechos y al mismo tiempo, como una acumulación de conocimientos propios que permitan diferentes puntos de partida

para otras investigaciones. Este punto de la investigación expresa diferentes horizontes como lo son la construcción cultural de procesos para comunidades autóctonas, y el material para la construcción de una memoria e historia propias a través de un proceso conjunto de construcción.

El tercero hace referencia al regreso a las comunidades después de un tiempo; la posibilidad de volver a la participación dentro de la comunidad en la cual se ha llevado a cabo un proceso de investigación nos permite visitar el proceso de construcción conjunta. Con el cambio histórico, observar con cierta distancia el proceso realizado, las nuevas interpretaciones que, desde la comunidad, se están realizando al proceso investigativo así como recrear y crear nuevos marcos de interpretación y acción.

El conocimiento popular así visto, es un proceso histórico que se enmarca y conjuga diferentes posibilidades a través de los diversos marcos de interpretación e interpelación de la historia propia, la historia territorial y la historia comunitaria que conlleva en sí misma la posibilidad de la transformación, el empoderamiento de las comunidades y su autonomía en los referentes a la investigación que se pueda desarrollar.

Conclusiones

Desde este marco de interpretación se obtienen varias conclusiones en el sentido teórico, metodológico y práctico o praxeológico. La teoría deja de ser un marco de referencia presupuesto como modo de representarse el mundo cuando se vira de la representación al modo de ser. Es decir, no es una representación del mundo lo que se estudia, es un modo de ser en concreto que tiene ciertos efectos sociales.

La teoría, entonces, pasa de ser un entramado o una cadena de significantes a través de la cual se observa el mundo y de la cual no podemos salir, para ser una teoría que interpreta el mundo, lo interpela y lo transforma, pero de estas tres caracterizaciones regresa a la teoría para transformarla y visitar esos lugares comunes que han servido de sostén a la ortodoxia teórica.

Ya no es un lugar especial la teoría académica, sino que pasa a ser una construcción de conocimiento popular en conjunción con el conocimiento académico. Como tal, la teoría deja de ser un campo de poder desde el cual se dirimen los lineamientos técnicos y administrativos para la transformación, enfatizando en el empoderamiento que las comunidades al construir sus propios marcos de interpretación, pueden ejercer para la planificación territorial y la transformación mancomunada con la academia.

En el campo metodológico se realizan varios cambios; ya las comunidades junto con las cuales se realizan la investigación, no son objeto de investigación o sujetos reflexivos sin agencia, para ser agentes de un proceso de investigación y transformación. Como expresara Piaget, son investigadores desde su horizonte cotidiano de vida y, de tal forma, transforman nuestra investigación, así como son transformados por la misma.

El participante aséptico y apolítico deja de lado la neutralidad valorativa para convertirse en un investigador comprometido con la transformación social, que no tiene el conocimiento *per se* y únicamente acerca de una realidad, sino que lo construye en un proceso dialéctico donde es tan importante el resultado del proceso como el proceso mismo. El compromiso con la investigación lo convierte así en un agente transformador, como a las comunidades, dejando atrás los precompromisos para legitimar un orden social existente.

Por un lado, metodológicamente, a nuestros sujetos de investigación, quienes al mismo tiempo son investigadores, pasan de ser agentes pasivos de la investigación a ser investigadores populares. Los datos e insumos de investigación adquieren rostros e identidades plurales que nos permiten dar matices al proceso de acción – participación; las interpretaciones pasan a tener un nombre y una acción que ha construido historias; éla pasividad del sujeto queda así de lado, como su negación a través del simple insumo numérico o de la mera interpretación.

Praxiológicamente, la investigación pretende la transformación y el cambio social, sea ésta desde los intersticios, los marcos de interpretación académicos o en procesos administrativos de política pública, planeación territorial y/o participación comunitaria. El papel de la investigación deja de ser un mero orientador o clave de interpretación, para llegar a la lucha necesaria junto con las comunidades por valores que trascienden los marcos analíticos académicos. La reconstrucción de una utopía por el cambio social.

Los valores de las luchas territoriales, como fundamento del nuevo constitucionalismo latinoamericano, y la revitalización de los movimientos rurales y urbanos, su influjo dentro del desarrollo de la política pública y la planificación territorial, hacen de la investigación acción participativa una herramienta necesariamente política que en sí lleva dos consecuencias: la primera, es la repolitización de la unidad comunitaria, no homogeneidad, en torno a un proceso de transformación y la segunda, un proceso de historización y construcción de memorias conjuntas acerca de los procesos sociales, lo cual revitaliza el sentido e importancia del cambio social.

Se hace necesario para próximas investigaciones, profundizar en ciertos conceptos, como el de catálisis social, realidad concreta, y revitalizar a través de la investigación de campo ciertas construcciones teóricas que han caído en desuso, no por su pérdida de alcance para explicar la realidad; por el contrario, debido a su uso político y propagandístico por el modo de producción capitalista y su administración hegemónica.

Reconstruir una ciencia social crítica implica realizar una crítica a todos los lugares comunes de la investigación científica, pues construir conocimiento popular implica no dejar nada en su sitio y verter de conocimientos populares la academia para construir nuevos marcos de interpretación y transformación social.

El Buen Vivir tiene profundas implicaciones que pueden coadyuvar a los cambios estructurales; pero, para llegar al Buen Vivir apremia la participación de las comunidades, la planificación desde y con los territorios, abrir las posibilidades de que el preámbulo de la constitución política de Ecuador en referencia al Buen Vivir nos brinde la posibilidad de caracterizarnos, más allá de los planteos que se prediseñaron por los países del Atlántico norte, fundamentando la posibilidad de llegar a nuestro bien común, como lo expresa Houtart (2011), dando largo aliento a la palabra de Martí y la lucha por “Nuestra América”.

Referencias

- Adorno, Th. & Horkheimer, M. (1969). *Dialéctica de la ilustración*. Madrid: Editorial Trotta.
- Bataille, G. (1987). *La parte maldita precedida por la noción de gasto*. Barcelona: Editorial Icaria.
- Bourdieu, P. Chamboredon, J.C. & Passeron, J.C. (2002). *El oficio del sociólogo: Presupuestos epistemológicos*. Argentina: Siglo XXI Editores.
- (2007). *El sentido práctico*. Buenos Aires. Siglo XXI editores.
- Chul Han, B. (2012). *La sociedad del cansancio*. Barcelona: Herder.
- (2014). *Psicopolítica: Neoliberalismo y nuevas técnicas de poder*. Barcelona: Herder.
- De Certeau, M. (1996). *La invención de lo cotidiano I. Artes de hacer*. Edición por Luce Giard. México: Universidad Iberoamericana, Departamento de Historia. Instituto tecnológico y de estudios superiores de occidente.
- Fals Borda, O. (1978). *El problema de cómo investigar la realidad para transformarla por la praxis*. Bogotá: FUNDABCO.
- Foucault, M. (2008). *Las palabras y las cosas. Una arqueología de las ciencias humanas*. Buenos aires. Siglo XXI Editores.

- Giddens, A. (1984). *La constitución de la sociedad: bases para una teoría de la estructuración*. Madrid: Amorrortu Editores.
- Gramsci, A. (2013). *Antología*. Madrid: Akal.
- Habermas, J. (1986). *Ciencia y técnica como ideología*. Traducido por Manuel Jiménez Redondo. Madrid: Tecnos.
- (1998). *Teoría de la acción comunicativa: racionalidad de la acción y racionalización social*. Madrid: Taurus.
- (1999). *Problemas de legitimación en el capitalismo tardío*. Madrid: Editorial Cátedra.
- Hacking, I. (1998). *Representar e intervenir*. México: Páidos.
- Hegel, F.G.W. (1993). *Fenomenología del espíritu*. Bogotá: Fondo de Cultura Económica.
- Hesse, M. (1970). *Models and Analogies in science*. South Bend. University of Notre Dame Press.
- Honneth, A. (2011). *La sociedad del desprecio*. Edición y traducción de Francese, J. Hernández. Y Benno Herzog. Madrid. Editorial Trotta.
- Kant, I. (2005). *Crítica de la razón pura*. Madrid: Taurus.
- Kafka, F. (1979). La metamorfosis. En: *Relatos completos I*. Buenos Aires. Editorial Losada. p. 97 a 168.
- Kosik, K. (1967). *Dialéctica de lo concreto*. Versión al español y prólogo por Adolfo Sánchez Vázquez. México: Editorial Grijalbo.
- Laudan, L. (1984). *Science and Values: The aims of Science and their role in scientific debate*. Berkeley: University of California Press.
- Liisa Swantz, M. (1986). *Ritual and Symbol in transitional Zaramo society with special reference to women*. Scandinavian Institute of African Studies. Uppsala.
- Lenin, V. (1981). *Obras escogidas, Tomo I*. Moscú: Editorial Progreso.
- Lewin, K. (1946). *Action Research and minority problems*". Journal of Social Issues. 2 (4): 34-36.
- Marx, K. & Engels, F. (2006). *Ludwig Feuerbach y el fin de la filosofía clásica alemana*. España: Fundación Federico Engels.
- Mauss, M. (1979). *Sociología y Antropología*. Madrid: Tecnos.
- Montero, M. (2004). *Introducción a la psicología comunitaria. Desarrollo, conceptos y procesos*. Buenos Aires: Editorial Páidos.
- (2007). *Hacer para transformar. El método en la psicología comunitaria*. Buenos Aires: Editorial Páidos.
- Nietzsche, F. (2011). *La genealogía de la moral*. Madrid: Editorial Alianza.
- Orwell, G. (2009). 1984. Madrid: Fondo de Cultura Económica.
- Popper, K. (1972). "La lógica de las ciencias sociales". En: *La disputa del positivismo en la sociología alemana*. Barcelona: Ediciones Grijalbo.
- Restrepo, E. (2004). *Hacia una etnografía del cultivo de la palma africana en Tumaco*. Universitas Humanistica. Pontificia Universidad Javeriana. Facultad de Ciencias Sociales. Vol. 58, No. 58.
- Tilly, Ch. (2009). *Los movimientos sociales, 1768 – 2009: desde sus orígenes a Facebook*. Madrid: Grupo Planeta.
- Wade, P. (1986). *Pattern of race in Colombia*. *Bulletin of Latin American Research*, Vol. 5. No. 2.

Weber, M. (1978). “El sentido de la ‘neutralidad valorativa’ de las ciencias sociológicas y Económicas”. En *Ensayos sobre teoría sociológica*. Buenos Aires: Amorrortu.

Zizek, S. (2013). *Repetir Lenin*. Madrid: Akal.



Yachay, uma cidade do conhecimento equatoriana: desdobramentos e implicações do modelo del buen vivir

Paulo Celso da Silva

Universidade de Sorocaba (UNISO)
Sorocaba, Brasil

paulo.silva@prof.uniso.br

Este artigo apresenta os resultados iniciais da pesquisa acerca da Cidade do Conhecimento de Yachay, ubicada na região norte do Ecuador. Proposta a partir do Modelo do Buen Vivir, o projeto, iniciado em 2012, deverá ser concluído em 2040 com a formação da Área Metropolitana de Yachay e promete desenvolver os setores de Inovação, pesquisa e empreendedorismo, contudo, baseado em uma proposta socioética em que pessoas, comunidades, territórios e economia possam ampliar seu potencial em direção ao bem comum. O artigo inicia com uma breve, mas necessária explanação acerca dos conceitos de Cidade do conhecimento e de Smart city, seguido da apresentação do projeto de Yachay, sua localização e características. Com a aprovação do 'Plan Nacional para el Buen Vivir – PNBV' e da 'Ley Orgánica de Educación Superior – LOES' foram possíveis as mudanças estruturais, necessárias ao desenvolvimento do Ensino Superior visando diretamente Yachay. Em seguida, foram pesquisados dois diários equatorianos, sendo *El Comercio* da capital Quito e *El Norte*, de Ibarra na Região Norte. A escolha desses dois diários deveu-se pela diferença ideológica encontrada em suas matérias referentes à Ciudad del Conocimiento de Yachay, sendo o jornal da capital contrário e crítico desde o início do projeto e o Jornal da Região Norte equatoriana, com uma postura mais analítica dos acontecimentos e sua relevância para a população da Região, implicada diretamente nas transformações de seu território vivido. O Projeto de Yachay prossegue, mas certamente já alterou significativamente o desenvolvimento da ciência e tecnologia no Equador.

Palavras chave: Yachay, Cidade do conhecimento, Bem Viver, Jornais do Equador, Constituição do Equador 2008

Cet article présente les premiers résultats de notre recherche sur Yachay, la Cité du Savoir, située dans la région nord de l'Équateur. Proposé sur le modèle du Bien Vivre, le projet lancé en 2012, devrait être achevé en 2040 avec la formation de la région métropolitaine de Yachay. Il a pour ambition le développement des secteurs de l'innovation, de la recherche et de l'autonomisation et se fonde en particulier sur une proposition socio-éthique à partir de laquelle les personnes, les communautés, les territoires et l'économie peuvent accroître leur potentiel pour le bien commun. L'article commence par une brève mais nécessaire explication des concepts de Cité du Savoir et de Ville Intelligente (*Smart city*), suivie de la présentation du projet Yachay, son emplacement et ses caractéristiques. Avec l'approbation du « Plan national pour le Bien Vivre – PNBV » et de la « Loi Organique de l'Enseignement Supérieure – LOES », les changements structurels nécessaires au développement de l'enseignement supérieur pour Yachay ont été rendus possibles. Notre travail de recherche part de l'analyse de deux journaux équatoriens *El Comercio* publié à Quito (capitale de l'Équateur) et *El Norte*, publié à Ibarra dans la région du Nord. Le choix de ces deux journaux est dû à la façon dont, idéologiquement, ils présentent la Cité du Savoir Yachay : le premier, dès le début, opposé et très critique du Projet alors que le second adopte une posture plus analytique en ce qui concerne les événements et relève sa pertinence pour la population de la région, directement impliquée dans les transformations de leur territoire. Le projet Yachay se poursuit, mais il a modifié de façon significative le développement de la science et de la technologie en Équateur.

Mots clés : Yachay, Cité du savoir, Bien Vivre, journaux équatoriens, Constitution équatorienne de 2008

Este artículo presenta los resultados iniciales de la investigación sobre la Ciudad del Conocimiento de Yachay, ubicada en la región norte del Ecuador. Propuesto a partir del modelo del Buen Vivir, el proyecto, iniciado en 2012, deberá ser concluido en 2040 con la formación del Área Metropolitana de Yachay. Promete desarrollar los sectores de Innovación, investigación y emprendimiento y está basado en una propuesta socioeconómica en la que personas, comunidades, territorios y economía puedan ampliar su potencial hacia el bien común. El artículo comienza con una breve, pero necesaria explicación acerca de los conceptos de Ciudad del conocimiento y de *Smart city*, seguida por la presentación del proyecto de Yachay, su ubicación y características. Con la aprobación del Plan Nacional para el Buen Vivir - PNBV' y de la Ley Orgánica de Educación Superior - LOES' fueron posibles los cambios estructurales, necesarios para el desarrollo de la Enseñanza Superior, directamente encaminados hacia Yachay. A continuación, se investigaron dos diarios ecuatorianos, *El Comercio* Quito (capital de Ecuador) y *El Norte*, de Ibarra en la Región Norte. La elección de estos dos diarios se debió a la diferencia ideológica encontrada en los temas tratados en cuanto a la Ciudad del Conocimiento de Yachay, siendo el diario de la capital contrario y crítico, desde el inicio, al proyecto y el Diario de la Región Norte ecuatoriana, con una postura más analítica de los acontecimientos y su relevancia para la población de la Región, implicada directamente en las transformaciones de su territorio. El Proyecto de Yachay prosigue, pero ciertamente ya alteró significativamente el desarrollo de la ciencia y tecnología en Ecuador.

Palabras clave: Yachay, Ciudad del Conocimiento, Buen Vivir, periódicos de Ecuador, Constitución ecuatoriana de 2008

This article presents the initial results of the Yachay City of Knowledge research, located in the northern region of Ecuador. Proposal based on the Good Living model (Buen Vivir), the project, which began in 2012, should be completed in 2040 with the formation of the Metropolitan Area of Yachay and promises to develop the Innovation, Research and Entrepreneurship sectors, however, based on a socioeconomic proposal in that people, communities, territories and economy can expand their potential towards the common good. The article begins with a brief, but necessary explanation about the concepts of City of Knowledge and Smart city, followed by the presentation of the Yachay project, its location and characteristics. With the approval of the National Plan for Good Living - PNBV 'and the Organic Law of Higher Education - LOES', the structural changes necessary for the development of Higher Education were possible, with Yachay directly. Next, two

Ecuadorian newspapers were investigated, being *El Comercio* of the capital Quito and *El Norte*, of Ibarra in the North Region. The election of these two journals is due to the ideological difference found in their subjects related to the City of Knowledge of Yachay, being the newspaper of the capital opposed and critical from the beginning of the project and the Journal of the Northern Ecuadorian Region, with a more analytical posture of the events and their relevance for the population of the Region, directly involved in the transformations of their lived territory. The Yachay Project continues, but it has certainly significantly altered the development of science and technology in Ecuador.

Key words: Yachay, City of Knowledge, Good Living, Ecuador's newspapers, 2008 Ecuador's Constitution

Introdução

A designação de cidade do conhecimento, entendida como aquela em que o conhecimento do cidadão é a base para a construção de outra forma de pensar e viver, tendo como suporte os aparatos tecnológicos informacionais, foi um conceito utilizado nos finais dos anos 1990 e início dos 2000 para qualificar diversas cidades do mundo capitalista. Trabalhos anteriores de Silva (2006), mostraram que essa qualificação serviu tanto para designar cidades que ofereciam infraestrutura para atividades de Tecnologia, Informação e Ciência (TIC) quanto web pages assim denominadas que pretendiam oferecer informações e interações entre seus usuários. Silva, nos remete para o recorte do que denomina de território informacional, afirmando que isso possibilita compreender como os processos foram possíveis ali e não em outros locais; contudo, eles estão em constante relação. Assim, “foi o território informacional, ainda virtualizado, o que possibilitou o surgimento ou a ideia da Cidade do Conhecimento e não o contrário” (2006: 102).

A grande carga de informação e conhecimento – enquanto recurso do território informacional – é o que o distingue de outras áreas que ainda estão preservadas como ‘reservas desse capital tecnológico’. Contudo, o território informacional está conectado com variadas redes de fluxos e fixos (estradas, ferrovias etc.). A evolução conceitual mais significativa, com relação à cidade, pode ser considerada a partir de 2010, quando algumas cidades que se constituem a partir de componentes informacionais passam a ser denominadas de *Smart cities*, em lugar de cidade do conhecimento.

Diferentemente da Cidade do Conhecimento, o conceito de *Smart City* contou com debates entre empresários, acadêmicos e políticos que culminou com a elaboração do *City Protocol Agreement* o qual definiu o que e como deveriam ser as cidades inteligentes:

“Cidades Inteligentes” é um termo que denota a efetiva integração entre físico, digital e sistemas humanos no ambiente construído para fornecer um ambiente sustentável, próspero e futuro inclusivo para os seus cidadãos. Os sistemas digitais fornecem um mecanismo para combinar de maneira eficiente a demanda de recursos disponíveis por meio de monitoramento integrado e com respostas em tempo real. Cidades Inteligentes usam sistemas digitais para se comunicar com cidadãos e organizações interessadas, eles exploram dados e informações para planejamento e prestação de serviços, mas também para nutrir as habilidades digitais necessárias para participar da sociedade e ser economicamente bem-sucedida.

As cidades são complexas e para se tornarem mais inteligentes - economicamente, socialmente e ambientalmente sustentáveis e prósperas - elas precisarão abordar, de forma holística, uma série de questões, que incluem:

- a) planejamento e desenvolvimento econômico;
- b) fornecimento de ar, água e alimentos limpos e resilientes;
- c) sistemas integrados de dados e segurança;
- d) redes de transporte responsivas;
- e) proteção ambiental e gestão sustentável de recursos
- f) gestão de risco (por exemplo, mudança climática);
- g) sistemas sustentáveis de gestão de resíduos;
- h) gestão de energia;
- i) design de edifícios sustentáveis e edifícios verdes; e
- j) interação cultural e social. (PAS 180:2014: 4)

Cidades como Songdo (Coreia do Sul), Barcelona (Espanha), Londres (Inglaterra), estão na lista das cidades que levam essa denominação e, cada uma com suas particularidades e contradições para encontrar um modelo e modo que consiga, realmente, incluir a maioria da população nesse processo. Isso porque, desde o início dos debates acerca da *Smart city*, ficou claro que não haveria um único só modelo e não seria viável “copiar” outras

experiências, diferentemente da tentativa anterior de criar os diversos Silicon Valley copiados do modelo do norte californiano estadunidense, no qual se encontram as corporações de alta tecnologia, sejam as grades e conhecidas ou as startups que ainda ouviremos falar.

As principais *Smart cities* estão nos EUA, Europa e Ásia; contudo pretendemos apresentar aqui a cidade do conhecimento do Equador, que atende ao proposto no Art. 284 da 'Constitución de la Republica del Ecuador' de 2008 que afirma:

Art. 284 - La política económica tendrá los siguientes objetivos:

1. Asegurar una adecuada distribución del ingreso y de la riqueza nacional.
2. Incentivar la producción nacional, la productividad y competitividad sistémicas, la acumulación del conocimiento científico y tecnológico, la inserción estratégica en la economía mundial y las actividades productivas complementarias en la integración regional,

A cidade em questão é Yachay, nome que em Quíchua quer dizer conhecimento, e está localizada na região norte do Equador. É a primeira cidade planejada do Equador e pretende ser considerada a primeira cidade do conhecimento de Nuestra America. A proposta busca atingir a excelência no conhecimento e desenvolvimento científico e tecnológico, com o intuito de incrementar a economia informacional de maneira que insira e atinja no plano social a população equatoriana.

A título de informação, encontramos apenas um local designando Yachay de *Smart city*. Uma propaganda institucional, conforme imagem a seguir:



Figura 1 Yachay Ciudad del Conocimiento.

Fonte: http://www.dqcloud.com/dev/clientes/yachay_info/info1.html

O projeto e os desdobramentos em Yachay

Localizada na província de Imbabura, em Urcuquí (cerca de 75 Km de Quito), norte do Equador, a cidade de Yachay conta com uma área de 4461 hectares, onde se encontram cerca de 1500 moradores fixos e o dobro deles em população volante. Como a temperatura no Equador é um fator marcante na vida cotidiana, encontramos no norte, uma oscilação

entre 14 e 22 graus indicada como ideal para recebimento de estrangeiros e na qual as condições fisiogeográficas, aliadas à conectividade e meios de comunicação possibilitam o desenvolvimento pretendido para os centros (Yachay- Ciudad del., 2018)



Figura 2 - localização de Yachay.

Fonte: Google Maps. <https://www.google.com/maps/search/Yachay/@-4.6896954,-71.7552831,6z>

O projeto está demarcado em três etapas nas quais: de 2012 a 2017, implantação da Universidade de Pesquisa de Tecnologia Experimental para desenvolvimento de pesquisas em P+D (Pesquisa + Desenvolvimento) ; de 2017 a 2020 conclusão da etapa de afirmação da infraestrutura para os setores de educação, cultura, saúde, comércio exterior e urbanização, que conta com 666,81 hectares; 2020 a 2040, formação da área metropolitana de Yachay que deve trazer desenvolvimento para todo o entorno e estima-se cidade que abrigará 123.403 habitantes, antes composto por fazendas e agricultura familiar e pequenos agricultores.

O Plano Mestre para o projeto foi desenvolvido pelos técnicos do governo equatoriano em associação com a empresa coreana *Incheon Free Economic Zone (IFEZ)* a mesma que criou a Zona Econômica Livre de Busan-Jinhae, na Coreia do Sul, chamada Songdo, para ser uma área de alta tecnologia e já dentro de todos os padrões de uma *Smart city* internacional.

Contudo, os projetos e a execução não estiveram e não estão livres de contradições e enfrentamentos, inclusive ambientais, dos quais o primeiro deles foi a extinção de espécimes marítimas únicas na área que migraram ou morreram com o aterro de 53,4 Km² de área marítima. Também os pescadores foram desapropriados e perderam seu trabalho e, ao manifestarem-se, foram presos. Com o avanço das negociações entre governo, empresa privada e pescadores, os pescadores que tiveram condições, adquiriram um pedaço de terra de 165 metros quadrados, como participação na cidade. De maneira resumida, a cidade internacional de Songdo não atende ao morador de origem coreana, proibido de utilizar a escola e o hospital internacional, já que seu plano de assistência de saúde não é aceito (Silva, 2014 e 2016).

O Plano Mestre para Yachay ficou esquematizado como aparece abaixo:

Yachay Ciudad del Conocimiento cuenta con un **Plan Maestro elaborado conjuntamente con la firma Coreana IFEZ (Incheon Free Economic Zone)**.

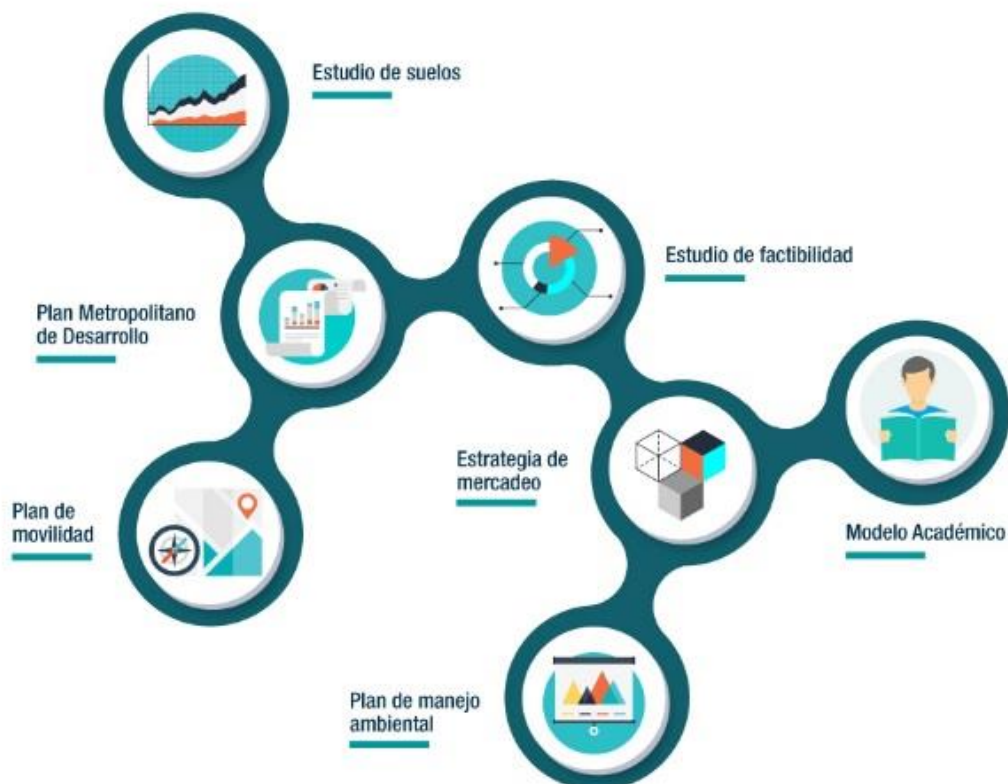


Figura 3 - Pano Mestre Yachay.

Fonte: <http://www.yachay.gob.ec/>

Quatro Zonas foram pensadas para garantir conhecimento e desenvolvimento econômico: 1, a Cidade do Conhecimento; 2, a área de produção industrial; 3, a zona de agroturismo; e 4, a Zona de Biotecnologia Agrícola.

Fase de desenvolvimento	Anos previstos	Anos objeto	Desenvolvimento urbano	Superfície (m²)
Primeira fase	Ano 2025	Ano 2026	Cidade do Conhecimento Yachay	6.668.142
Segunda fase	Ano 2030	Ano 2031	Zona de Produção Industrial	4.246.264
Terceira fase	Ano 2035	Ano 2036	Zona de Agroturismo	2.239.399
Quarta fase	Ano 2040	Ano 2041	Zona de Investigação de Biotecnologia	1.711.207

Elaboração: IFEZ, Estudio de factibilidad, desarrollo e instrumentalización de la planificación urbana, Concepto del plan metropolitano de desarrollo.

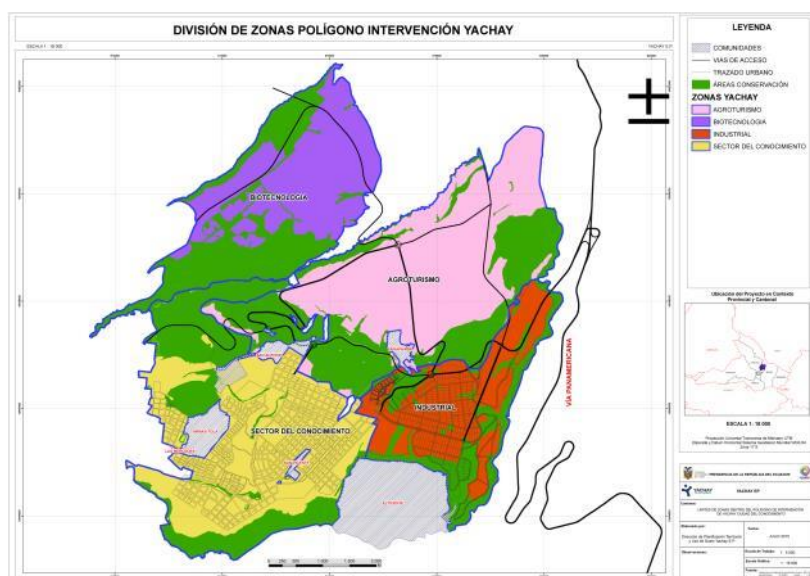


Figura 4 - Divisão de Zonas Polígono de Intervenção YACHAY.

Fonte: https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/c/c9/Mapa_Yachay.jpg

Este projeto visa dar condições de desenvolver no Equador os setores de Inovação tecnológica e ciência de ponta com a instalação da 'Universidad Tecnológica Científica Experimental del Ecuador' e centros de pesquisa com o intuito de, também, trazer para o local, cientistas e técnicos internacionais. De posse da aprovação do 'Plan Nacional para el Buen Vivir – PNBV' e da 'Ley Orgánica de Educación Superior – LOES' foram possíveis tais mudanças estruturais, necessárias ao desenvolvimento do Ensino Superior para atrair investimentos estrangeiros de alta tecnologia e a criação de organizações e empresas privadas e públicas nesse segmento educacional, com o objetivo principal de promover o desenvolvimento de una Economía del Conocimiento com ênfase no capital intelectual (Mae Imbabura, 2016: 36).

Desdobramentos e implicações da Ciudad del Conocimiento YACHAY

Após essa breve apresentação do Projeto Ciudad del Conocimiento de Yachay, nossa investigação centra-se nos desdobramentos e implicações que trouxe para a população local/regional e equatoriana como um todo. Para isso, buscamos os periódicos equatorianos e suas regiões, totalizando 35 diários impressos em circulação (Prensa Escrita), conforme listado abaixo:

Regiões	
QUITO (Pichincha)	4 diários
Zamora Chinchipe	1 diário
Azuay	3 diários
Cañar	1 diário
Chimborazo	2 diários
Cotopaxi	1 diário
El Oro	3 diários
Guayas	6 diários
Imbabura	1 diário
Loja	2 diários
Los Ríos	2 diários
Manabí	4 diários
Pastaza	1 diário
Santo Domingo de Tsáchilas	1 diário
Tungurahua	2 diários
Zamora Chinchipe	1 diário
TOTAL	35 DIÁRIOS

Fonte: Prensa Escrita. <http://www.prensaescrita.com/america/ecuador.php>

Do total encontrado, escolhemos dois que nos pareceram representativos para os propósitos desta apresentação do Projeto Yachay, *El Comercio*¹⁰⁸, de Quito; e *El Norte*, de Ibarra. O primeiro com 493 resultados para o termo de busca Yachay, distribuídos em 25 páginas, sendo que a primeira notícia foi veiculada no dia 25 de novembro de 2011 e sua manchete informava ‘Urcuquí, a terra fértil de cana e feijão’¹⁰⁹. A matéria descrevia o projeto da cidade do conhecimento, o qual havia iniciado suas obras em março daquele ano; também notificava que alguns trabalhadores rurais estavam apreensivos, dado o fato de que suas terras haviam sido consideradas, pelo governo central, de utilidade pública, “Não sei quanto me pagarão nem se me darão outras terras”¹¹⁰, afirmava um morador (*El Comercio*, 2011). Também foi possível encontrar 16 ‘cartas ao diretor’ com o tema ora tratado.

O segundo jornal diário, *El Norte*¹¹¹, teve 385 resultados para o termo de busca Yachay, distribuídos em 39 páginas, oferecendo notícias e também conteúdo multimídia com vídeos e áudio, teve sua primeira notícia do Projeto veiculada no dia 21 de novembro de 2011 intitulada ‘Cidade do Conhecimento’¹¹², assinado por Jacinto Salas, articulista do

108 O jornal *El comercio* é um dos mais antigos em circulação no Equador, sua fundação data de 01 de janeiro de 1906.

109 No original: ‘Urcuquí, la tierra fértil de la caña y fréjol’.

110 No original: “No sé cuánto me van a pagar ni si me reubicarán”.

111 Fundado em 25 de junho de 1987.

112 No original: “Ciudad del Conocimiento”

jornal. Diferentemente do diário de Quito, no jornal da região onde o projeto desenvolvia-se, o tom do artigo apresentava uma expectativa positiva em relação ao Projeto:

“Como um conta-gotas, pouco a pouco, como alguém que diz algo, mas se reserva muito, os imbabureños começaram a entender que a província, porém mais, um cantão, Urcuquí, foram seleccionados para ser a sede de YACHAY, a Cidade do Conhecimento, no Equador” (*El Norte*, 2011)¹¹³.

Diário *El Comercio* -



Figura 5 – *El Comercio* 15 setembro 2017.

Fonte: <https://www.elcomercio.com/opinion/caricaturas/ciudad-conocimiento-opinion-roque-yachay.html>

No total de entradas do diário de Quito, selecionamos 10 matérias que, entendemos, já indicam o direcionamento editorial dado e o posicionamento político do jornal, em relação à cidade do conhecimento, assim como a ilustração assinada por Roque.

Em ordem cronológica, as matérias escolhidas são:
09 de Dezembro de 2011 - Problemas en el Cantón Urcuquí
12 de Junho de 2012 - Propietarios de tierras en donde se construirá el proyecto Yachay piden un pago justo
16 de June de 2012 17:09 - Resumen del Enlace Ciudadano 276 del presidente Correa, desde Muisne
14 de Julho de 2012 - Yachay ciudad del conocimiento
07 de Agosto de 2015 - Yachay: fracaso anunciado (Enrique Ayala Mora, articulista)
11 de Agosto de 2015 - Yachay... Ayayay
Outubro de 2017 – Especial Yachay, los planes fallidos de un megaproyecto
13 de Dezembro de 2017 - Sobre artículo de Ayala Mora (Carlos Castillo-Chávez, Rector Universidad Yachay Tech)
08 de abril de 2018 - Despropósito en Yachay

A primeira matéria, ‘Problemas no Cantón Urcuquí’¹¹⁴, de 2011, utiliza o tom de denúncia para informar o que o jornalista considera uma das poucas áreas agrícolas do país e penaliza-se com a desapropriação de noventa e quatro proprietários. Justifica, primeiro

113 No original: “A cuentagotas, poco a poco, como quien dice algo, pero se reserva mucho, los imbabureños han comenzado a enterarse de que la provincia, pero más, un cantón, Urcuquí, fueron seleccionados para ser sedes de YACHAY, la Ciudad del Conocimiento, en el Ecuador” (*El Norte*, 2011).

114 No original: “Problemas en el Cantón Urcuquí”

buscando no clima incomparável e na geografia local o argumento para não concordar com o projeto. Em seguida, termina com uma afirmação da negligência e desconhecimento regional dos técnicos do governo por escolherem essa área: ‘Este projeto foi desenvolvido quase em segredo e, com toda certeza, desde a comodidade de um escritório, porque não se explica de outra maneira que se queira destruir o celeiro do norte do país’ (*El Comercio*, 2011)¹¹⁵.

A matéria veiculada em 2012 repercute acerca dos ‘Proprietários de terras onde se construirá o projeto Yachay pedem um pagamento justo’¹¹⁶. O texto destaca:

Um grupo de pessoas afetadas pelas desapropriações de terras agrícolas em Urcuquí, nesta manhã, fizeram um protesto aproveitando a visita do presidente Rafael Correa. Os manifestantes carregavam cartazes com a legenda: 80 propriedades afetadas, 8 meses sem resposta (*El Comercio*, 2012a)¹¹⁷.

No mesmo ano, e repercutindo o ‘Resumo do Enlace cidadão 276 do Presidente Correa, desde Muisne – Esmeralda’¹¹⁸, um pronunciamento transmitido pela TV no qual o Presidente Correa, indicava “Na terra onde a cidade de Yachay será construída, ele disse que não quer “predudicar ninguém se eles nos derem uma base legal, os donos dessas terras receberão o justo (*El Comercio*, 2012b)¹¹⁹.

As matérias de 07 de Agosto de 2015 – Yachay: fracasso anunciado (Enrique Ayala Mora, articulista); Yachay: fracasso anunciado (Enrique Ayala Mora, articulista); 11 de Agosto de 2015 - Yachay... Ayayay; Outubro de 2017 – Especial Yachay, los planes fallidos de un megaproyecto e 8 de abril de 2018 - Despropósito en Yachay¹²⁰ demonstram, já em seu título a desaprovação da editoria do periódico e seu posicionamento a favor do setor privado e de políticas neoliberais.

Destaque para o Especial de outubro de 2017 o qual utilizou outra maneira de fazer jornalismo com infográficos, vídeos e imagens em movimentos como podemos ver na sequência a seguir:

115 No original: “Este proyecto ha sido madurado casi en secreto y con toda seguridad desde la comodidad de un escritorio, porque no se explica de otra manera que se quiera destruir el granero del Norte del país” (*El Comercio*, 2011).

116 No original: “Proprietarios de tierras en donde se construirá el proyecto Yachay piden un pago justo”.

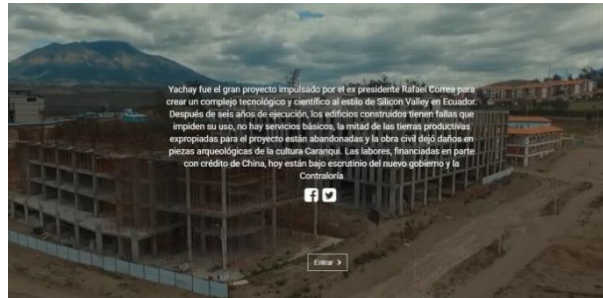
117 No original: “Un grupo de afectados por las expropiaciones de predios agrícolas en Urcuquí, hicieron esta mañana un plantón, aprovechando la visita del presidente Rafael Correa. Los manifestantes portaban carteles con la leyenda: 80 propiedades afectadas, 8 meses sin respuesta” (*El Comercio*, 2012a).

118 No original: “Resumen del Enlace Ciudadano 276 del presidente Correa, desde Muisne - Esmeralda”.

119 No original: “Sobre los terrenos donde se construirá Ciudad Yachay, dijo que no quiere ‘perjudicar a nadie; si nos dan base legal se cancelará lo justo a los propietarios de esos terrenos’” (*El Comercio*, 2012b).

120 No original: 07 de Agosto de 2015 - Yachay: “Fracaso anunciado” (Enrique Ayala Mora, articulista);

11 de Agosto de 2015 - Yachay... Ayayay; Octubre de 2017 – Especial Yachay: “Los planes fallidos de un megaproyecto el 8 de abril de 2018 - Despropósito en Yachay”.





Apenas no setor ‘A obra civil deixou danos arqueológicos’¹²¹ encontramos indicado ao final da página: Esta pesquisa foi realizada por por ocasião da Iniciativa para o Jornalismo Investigativo das Américas. Um programa do International Center for Journalists ICFJ em parceria com CONNECTAS” (*El Comercio* Especiales, 2017a)¹²².

Por fim, ‘Acerca do artigo de Ayala Mora¹²³’ de autoria de Carlos Castillo-Chávez, Rector Universidad Yachay Tech é uma resposta ao editorial escrito em 08 de dezembro de 2017, quando o então presidente Rafael Correa recebia o título de Doutor honoris Causa pela Universidad Yachay Tech que o articulista considera, ‘Com ganas fez um escândalo para os Honoris causa de Yachay para Correa ... Tanto ele quanto seu fiasco caro merecem um ao outro’ (*EL COMERCIO*, 2017b)¹²⁴. Na sua resposta, o Reitor, após declarar e indicar números nacionais e internacionais dos trabalhos desenvolvidos na universidade conclui: “Espero e confio que, após esta breve explicação, reconsidere a sua afirmação de que a Universidade de Tecnologia de Yachay é um " fiasco caro ". Como você pode ver, sua queixa é direcionada a uma comunidade de jovens estudantes equatorianos que se esforçam todos os dias para se destacarem e contribuir para o desenvolvimento de seu país’ (*El Comercio*, 2017c)¹²⁵.

121 No original: “La obra civil dejó daños arqueológicos”.

122 No original: “Esta investigación fue realizada por *El Comercio*”. *EL COMERCIO* DATA en el marco de la Iniciativa para el Periodismo de Investigación de las Américas. Un programa de International Center for Journalists (ICFJ) en alianza con CONNECTAS” (*El Comercio* Especiales, 2017a).

123 No original: “Sobre artículo de Ayala Mora”.

124 No original: De gana hicieron escándalo por el honoris causa del Yachay para Correa... Tanto él como su costoso fiasco se lo merecen el uno al otro (*EL COMERCIO*, 2017b)

125 No original: Espero y confío que, después de esta breve explicación, reconsidere su afirmación de que la Universidad Yachay Tech, es um “costoso fiasco”. Como puede ver, su agravio y perjuicio está dirigido a una comunidad de jóvenes estudiantes ecuatorianos que se esfuerzan día a día por superarse y contribuir al desarrollo de su país (*El Comercio*, 2017c).

Diario El Norte



Figura 6 -El Norte 11 de julho de 2018

No total de entradas do diário de Ibarra, selecionamos 12 matérias que, entendemos, já indicam outro direcionamento editorial dado e o posicionamento político do jornal.

Em ordem cronológica, as matérias escolhidas são:

21 novembro 2011 - Ciudad del Conocimiento.

23 novembro 2011 - El proyecto Yachay,

30 novembro 2011 - Habitantes piden explicación sobre Ciudad del Conocimiento,

01 dezembro 2011 - División por Ciudad del Conocimiento (Video),

04 fevereiro 2012 - Varios ciudadanos ibarreños apoyan proyecto Yachay.

02 maio 2012 - Se iniciaron obras para la Ciudad del Conocimiento.

23 janeiro 2013 - Proyecto Yachay genera inconvenientes en comuneros.

05 abril 2013 - Yachay genera trabajo y desarrollo en Urcuquí.

31 março 2014 - Yachay

11 agosto 2015 - Arturo Villavicencio: No le veo a Yachay futuro ni razón de ser.

10 abril 2018 - Gobierno anunció el cierre de Yachay EP en el 2021.

07 julho 2018 - Expertos coreanos visitarán Ecuador por proyecto de centro de innovación.

As primeiras matérias relativas ao tema da cidade do conhecimento de Yachay, no ano de 2011, assinadas por Jacinto Salas, indicam um misto de curiosidade, esperança e apoio ao projeto que ainda não está claro para os moradores daquela região. Insiste o articulista que o governo local deve aproveitar a oportunidade para ampliar as possibilidades turísticas e empregatícias de uma das “áreas esquecidas” do Equador.

A matéria do dia 01 de dezembro de 2011 traz a palavra dos prefeitos das cidades atingidas pelo projeto. A governadora de Imbabura na ocasião, Gabriela Rivadeneira, procura com um vídeo explicar e acalmar os moradores que serão desapropriados:

Este projeto é integral, não é que dos 4000 hectares as pessoas se mudam e nada acontece, é por isso que as pessoas que estão dentro desses hectares como Tapiapamba serão parte integrante do projeto. O problema atual são os interesses particulares dos proprietários das terras que estão sendo notificados para declaração de utilidade pública (*El Norte*, 2011d¹²⁶).

126 No original: “Este proyecto es integral; no es que de las 4000 hectáreas la gente se desplaza y no pasa nada, es por eso que la gente que está dentro de esas hectáreas como Tapiapamba va a formar

Em 2012, início das obras da cidade do conhecimento, o diário do norte equatoriano vai destacar, além das obras, também a participação cidadã em apoio ao projeto: “Andrés Pandi, cidadão ibarreño manifestou sua felicitação ao Governo Nacional pela iniciativa... Me coloco como mais um voluntário e continuarei incentivando aos demais para que cada vez este apoio seja maior”(El Norte, 2012)¹²⁷.

Em 2013, os trabalhadores e agricultores da região de alcance do projeto estavam apreensivos com a situação em que se encontrava a situação do parcelamento da terra, por isso:

Ontem de manhã centenas de cidadãos das comunidades de Armas Tola, San Vicente, Santa Rosa, San Antonio, La Merced, El Puente e Tapiapamba, áreas de influência do projeto Yachay, em uma marcha pacífica chegaram ao governo da cidade para exigir explicações sobre o andamento da execução do projeto Cidade do Conhecimento. Os manifestantes reclamaram que eles não podem subdividir suas terras, legalizar escrituras e pior, construir. Eles mencionaram que, há vários meses, foi fechada uma fábrica de floricultura que dava trabalho a 80 pessoas, da mesma forma que aconteceu com as plantas avícolas. Todas as pessoas que trabalharam nessas empresas estão desempregadas, diz Fernando Quimbiamba, da comunidade de Armas Tola. PROIBIÇÃO. O prefeito do Canton Urcuquí Nelson Felix, disse que iria pedir aos responsáveis de Yachay que suspendam o impedimento provisória para subdivisões da terra . Além disso, assegurou aos presentes que hoje, às 15 horas, terá uma resposta às suas perguntas (El Norte, 2013a)¹²⁸.

Em Abril de 2013, entretanto, o tema mudava para ‘Yachay genera trabajo y desarrollo en Urcuquí’ e um certo contentamento da população local que passou a ser operária nas obras de restauração de prédios agrícolas, “Nunca pensé ver al presidente’, mencionó Silvio Ramos un jornalero que desde hace dos meses trabaja en la rehabilitación de la hacienda San José” (El Norte, 2013b). Destaque ainda para a formação de associações produtivas e micro empreendimentos das pessoas das comunidades locais para prestar serviços nas obras da nova cidade.

O articulista Jacinto Salas, mencionava, em 2014, no texto intitulado apenas de ‘Yachay’, o momento histórico para o local e o Equador, quando os primeiros alunos chegavam a Universidade e merece ser lido na íntegra:

Yachay, a Cidade do Conhecimento, nasce hoje, quando os primeiros 187 alunos iniciam sua formação em uma

parte integral del proyecto. El problema actual son los intereses particulares de los propietarios de los terrenos que están siendo notificados para declaratoria de utilidad pública” (El Norte, 2011d).

127 No original: “Andrés Pandi, ciudadano ibarreño manifestó su felicitación al Gobierno Nacional por la iniciativa ...’Me pongo como un voluntario más y seguiré pasando la voz para que cada vez este apoyo sea más grande” (El Norte, 2012).

128 No original: “Ayer en la mañana cientos de ciudadanos provenientes de las comunidades de Armas Tola, San Vicente, Santa Rosa, San Antonio, La Merced, El Puente y Tapiapamba, zonas de influencia del proyecto Yachay, en una marcha pacífica llegaron al gobierno municipal para exigir explicaciones sobre el avance de ejecución del proyecto de la Ciudad del Conocimiento. Los manifestantes se quejaron que no pueden realizar fraccionamientos de sus tierras, legalizar escrituras, peor construir. Mencionaron que hace varios meses se cerró una planta florícola que daba trabajo a 80 personas; de igual forma ocurrió con planteles avícolas. Toda la gente que laboraba en estas empresas ahora están en la desocupación, expresa Fernando Quimbiamba, de la comunidad de Armas Tola. PROHIBICIÓN. El alcalde del cantón Urcuquí Nelson Félix, mencionó que pedirá a los responsables de Yachay se levante el impedimento provisional que tiene para realizar los fraccionamientos de tierras. Además, les aseguró a los comuneros que hoy a las 15:00, tendrá una respuesta a sus interrogantes (El Norte, 2013a).

universidade diferente, em um centro de estudo que, seguindo modelos comprovados, obrigará professores e alunos a viver nele, a dedicar-se quase exclusivamente a única tarefa, preparar, estudar, investigar, criar.

É muito provável que, para muitos, Yachay ainda constitua uma quimera, algo irreal e distante do contexto do Equador. As explicações sobre o significado desta universidade têm sido limitadas, elas foram mais dirigidas a Academia, e não para enfatizar o alcance que ela tem para o país, ainda ancorado em uma economia primária, agroexportadora, de produtos sem valor agregado. Qual será o impacto de Yachay na trajetória da província é algo que ainda precisa ser descoberto. Porque essa nova universidade não pode se limitar a ocupar um enorme espaço de 4800 hectares de terras produtivas instaladas em Urcuquí, ela deve representar muito mais. É o que os imbabureños não sabem. É o que Yachay deve dizer e explicar. Porque se a universidade quebra paradigmas no que significa formação, deve rompelos em sua relação direta e imediata com a comunidade. Ela não pode se limitar a oferecer serviços, mas ir muito além, à participação ativa e efetiva no parque industrial, à geração de novos empreendimentos, que surgem do conhecimento científico e tecnológico de Yachay (El Norte, 2014).¹²⁹

A entrevista, em agosto de 2015, com Arturo Villavicencio, destacava na manchete a afirmação do professor ‘Não vejo futuro e nem razão de ser em Tachay’¹³⁰. Sua justificativa decorria do fato de ter sido presidente do *Consejo Nacional de Evaluación y Acreditación, Conea*, e ter justamente indicado a existência de muitas universidades e da precariedade em que se encontravam e, ao ser convidado para ser reitor da Yachay Tech, concluiu que era contraditório com suas indicações ao governo (El Norte, 2015).

As notícias do *El Norte* do início de 2018 dão conta da reestruturação do governo equatoriano e, com isso, a fusão e a transformação de várias empresas públicas, entre elas a Yachay EP, destacava: ‘A Yachay EP, empresa que faz parte do projeto emblemático do governo de Rafael Correa, deverá desaparecer até 2021 junto com a Fabrec e o Equador estratégico’¹³¹ (El Norte, 2018a). Porém, o governo entende, neste momento que não será a extinção do projeto, conforme o gerente da Yachay EP, Jorge Martínez: ‘Se até 2021 um

129 No original: “Yachay, la Ciudad del Conocimiento, nace hoy, cuando los primeros 187 estudiantes inician su formación en una universidad diferente, en un centro de estudios que, siguiendo modelos probados, obligará a docentes y alumnos a vivir en él, a dedicarse casi exclusivamente a la única tarea, prepararse, estudiar, investigar, crear.

Es muy probable que, para muchos, Yachay todavía constituya una quimera, algo irreal y lejano al contexto del Ecuador. Las explicaciones sobre la trascendencia de esta universidad han sido limitadas, se han dirigido más a la Academia, y no a subrayar el alcance que ella tiene para el país, todavía anclado en una economía primaria, agroexportadora, de productos sin valor agregado. ¿Cuál será el impacto de Yachay en la trayectoria de la provincia es algo que todavía está por descubrirse? Porque esta nueva universidad no puede limitarse a ocupar un enorme espacio de 4800 hectáreas de tierras productivas asentadas en Urcuquí, debe representar mucho más. Es lo que los imbabureños desconocen. Es lo que Yachay debe decirlo y explicarlo. Porque si la universidad rompe paradigmas en lo que significa formación, debe romperlos en su relación directa e inmediata con la comunidad. Ésta no puede limitarse a ofertar servicios sino ir mucho más allá, a la participación activa y efectiva en el parque industrial, a la generación de novedosos emprendimientos, que surjan del conocimiento científico y tecnológico de Yachay” (El Norte, 2014).

130 No original: “No le veo a Yachay futuro ni razón de ser”.

131 No original: “Yachay EP, empresa parte del proyecto emblemático durante el gobierno de Rafael Correa, deberá desaparecer hasta el 2021 junto a Fabrec y Ecuador estratégico”.

modelo de gestão diferente for encontrado, a Cidade do Conhecimento passará a ser parte de outro modelo de gestão, não significa o fechamento do projeto'¹³² (*El Norte*, 2018a).

O mês de julho de 2018, último por nós pesquisado no diário de Ibarra, trouxe o destaque para a vinda de uma comitiva de coreanos visando implantar o 'Centro de Innovación Yachay-YIC' que já estava planejado e aprovado desde 2016 com inversões em torno dos 5 milhões de dólares e 'será um espaço que se empregará como um instrumento nacional para o desenvolvimento da tecnologia e incremento da competitividade'¹³³ (*El Norte*, 2018b).

Conclusão

Yachay, a cidade do Conhecimento equatoriano, é um projeto vinculado ao modelo do Buen Vivir, baseada no desenvolvimento e socialização do conhecimento, da pesquisa científica e tecnológica de ponta.

Nossa pesquisa inicial centrou-se em dois periódicos distribuídos geograficamente na capital Quito e na região Norte, em Urcuquí e, conforme apresentado nas matérias escolhidas, apresentam posicionamentos sociais e políticos distintos. Enquanto o jornal de Quito, *El Comercio*, centrou-se, principalmente, nas dificuldades e problemas que o Projeto trouxe, exigindo uma linearidade inexistente nos processos de construção de conhecimento e sociais; o jornal de Ibarra, *El Norte*, centrou-se mais nas possibilidades abertas pelo projeto para desenvolvimento e destaque da região no Equador e no mundo, mostrou compreender mais o papel das contradições no movimento social e nas soluções encontradas.

A compreensão das contradições e o buscar avançar em suas soluções, sabendo que novas contradições apareceriam, está mais de acordo com as propostas sociais da Constituição do Equador, que completa seus dez anos.

Parece-nos acertado considerar que a escolha da alcunha de Ciudad del Conocimiento, em lugar de *Smart city*, termo mais em voga depois de 2012, deve-se ao fato do primeiro termo estar mais de acordo com a ideologia que inspirou e motivou a Constituição de 2008, considerando ainda que se configurou também como na busca de um padrão equatoriano e sul americano para os setores de Inovação, pesquisa e empreendedorismo. Ao mesmo tempo em que mantém e preserva tradições e costumes milenares do país e da região, inclui outras opções sociais como as redes Facebook, Twitter para propagar as iniciativas de Yachay.

Sem dúvida é um grande projeto que atende o Art. 284 da Constituição ao estimular a acumulação do conhecimento científico e tecnológico e insere todo o país com uma estratégia econômica e social diferente, com sua aposta no desenvolvimento das pessoas e com preocupação moral com os territórios de atuação, bem diferente das propostas neoliberais justificadas apenas pelo ganho econômico e financeiro.

Referências

BSI Standards Publication (2014). *Smart cities – Vocabulary*. The British Standards Institution, PAS 180.

Constitución de la República del Ecuador 2008. Disponível em: < eSilec Profesional - www.lexis.com.ec> Acesso em 18 Ago. 2018.

El Comercio (Quito). Disponível em: <www.elcomercio.com> Acesso em 20 Ago. 2018.

132 No original: "Si hasta el 2021 se encuentra un modelo de gestión distinto, la Ciudad del Conocimiento pasará a ser parte de otro modelo de gestión, no significa el cierre del proyecto".

133 No original: "Será un espacio que se empleará como un instrumento nacional para el desarrollo de la tecnología y el incremento de la competitividad".

El Comercio. Urcuquí, la tierra fértil de la caña y fréjol. Publicada em 25 Nov. 2011. disponível em : <<https://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador/urcuqui-tierra-fertil-cana-y.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. Problemas en el Cantón Urcuquí. Publicada em 09 de Dez. 2011. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/cartas/problemas-canton-urcuqui.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. Proprietarios de tierras en donde se construirá el proyecto Yachay piden un pago justo. Publicada em 12 jun. 2012a. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador/proprietarios-tierras-construira-proyecto-yachay.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. Resumen del Enlace Ciudadano 276 del presidente Correa, desde Muisne. Publicado em 16 de Jun. de 2012b, Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/actualidad/ecuador/proprietarios-tierras-construira-proyecto-yachay.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. Yachay ciudad del conocimiento. Publicado em 14 de Jul. de 2012c. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/cartas/yachay-ciudad-del-conocimiento-1.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. Yachay: fracaso anunciado (Enrique Ayala Mora, articulista). Publicado em 07 de Ago. de 2015. Disponível em <<https://www.elcomercio.com/opinion/opinion-yachay-fracaso-anunciado-ecuador.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. Yachay... Ayayay. Publicado em 11 Ago. 2015. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/cartas/yachay-sueldos-grecia-cartas-direccion.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio (Quito). Caricaturas del Roque. Publicada em 15 Set. 2017. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/opinion/caricaturas/ciudad-conocimiento-opinion-roque-yachay.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio especiales. Yachay, los planes fallidos de un megaproyecto. Publicado em Out. de 2017a. Disponível em: <<https://especiales.elcomercio.com/2017/10/yachay/#>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. El “doctor” Correa’. Publicado em 08 Dez. 2017b. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/opinion/opinion-columnistas-enriqueayalamora-yachay-doctorado.html>> Acesso em 20 de Agosto de 2018.

El Comercio. Sobre artículo de Ayala Mora (Carlos Castillo-Chávez, Rector Universidad Yachay Tech). Publicado em 13 de Dez. 2017c. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/cartas/cartas-opinion-enriqueayalamora-articulo-yachaytech.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Comercio. Despropósito en Yachay. Publicado em 8 abr. 2018. Disponível em: <<https://www.elcomercio.com/opinion/editorial/despropositoenyachay-yachay-opinion-columna-editorial.html>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Norte (Ibarra). Disponível em: <www.elnorte.ec> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Norte. Ciudad del Conocimiento. Publicado em 21 Nov. 2011a. Disponível em: <<http://www.elnorte.ec/editorial/articulas/ciudad-del-conocimiento-FBEN13263>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Norte. El proyecto Yachay. Publicado em 23 Nov. 2011b. Disponível em: <<http://www.elnorte.ec/editorial/el-proyecto-yachay-DBEN13360>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. Habitantes piden explicación sobre Ciudad del Conocimiento. Publicado em 20 Nov. 2011c. Disponível em: <<http://www.elnorte.ec/imbabura/habitantes-piden-explicacion-sobre-ciudad-del-conocimiento-DBEN13656>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. División por Ciudad del Conocimiento (Video). Publicado em 01 Dez. 2011d. Disponível em: < <http://www.elnorte.ec/ibarra/video-division-por-ciudad-del-conocimiento-NBEN13681>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. Varios ciudadanos ibarreños apoyan proyecto Yachay. Publicado em 04 Fev. 2012. Disponível em : < <http://www.elnorte.ec/ibarra/varios-ciudadanos-ibarrenos-apoyan-proyecto-yachay-AXEN16354>>

El Norte. Se iniciaron obras para la Ciudad del Conocimiento. Publicado em 02 Mai. 2012. Disponível em: < <http://www.elnorte.ec/ibarra/se-iniciaron-obras-para-la-ciudad-del-conocimiento-YBEN20818>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. Proyecto Yachay genera inconvenientes en comuneros. Publicado em 23 JAN. 2013a. Disponível em : < <http://www.elnorte.ec/imbabura/proyecto-yachay-genera-inconvenientes-en-comuneros-IBEN31309>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. Yachay genera trabajo y desarrollo en Urcuquí. Publicado em 05 ABR. 2013b. Disponível em: < <http://www.elnorte.ec/imbabura/yachay-genera-trabajo-y-desarrollo-en-urcuqui-DXEN34746>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. Yachay. Publicado em 31 mar. 2014. Disponível em: <<http://www.elnorte.ec/editorial/articulas/yachay-ABEN46992>> Acesso em 20 Ago. 2018.

El Norte. Arturo Villavicencio: No le veo a Yachay futuro ni razón de ser. Publicado em 11 Ago. 2015. Disponível em: < <http://www.elnorte.ec/imbabura/arturo-villavicencio-no-le-veo-a-yachay-futuro-ni-razon-de-ser-MBEN57608>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. Gobierno anunció el cierre de Yachay EP en el 2021. Publicado em 10 Abr. 2018 a. Disponível em < <http://www.elnorte.ec/hemeroteca/gobierno-anuncio-el-cierre-de-yachay-ep-en-el-2021-JAEN72902>> Acesso em 21 ago. 2018.

El Norte. Expertos coreanos visitarán Ecuador por proyecto de centro de innovación. Publicado em 07 jul. 2018b. Disponível em: <<http://www.elnorte.ec/actualidad/expertos-coreanos-visitaran-ecuador-por-proyecto-de-centro-de-innovacion-GH90735>> Acesso em 21 ago. 2018.

Mae Imbabura (2016). Resumen ejecutivo del estudio de impacto ambiental del proyecto de la ciudad del conocimiento “Yachay”. Disponível em: <<https://maeimbabura.files.wordpress.com/2014/06/eia-yachay.pdf>> Acesso em 22 Ago. 2018.

Prensa Escrita. Disponível em: <<http://www.prensaescrita.com/america/ecuador.php>> Acesso em 24 Ago. 2018.

Silva, P. C. (2014). “Cidade. City. Cité. Smartcity. O espaço contemporâneo do Período Técnico Científico Informacional. Duas experiências globais”. Disponível em: <<http://www.intercom.org.br/sis/2014/resumos/R9-1104-1.pdf>> Acesso em 20 Ago. 2018.

_____. (2016). “Smart cities: Modelo de comunicação Global? Uma abordagem da Geografia da Comunicação”. Disponível em: < <http://www.geografias.net.br/papers/2016/R11-1470-1.pdf>> Acesso em 20 Ago. 2018.

YACHAY- CIUDAD DEL CONOCIMIENTO (2018). Disponível em: < <http://www.yachay.gob.ec/>> Acesso em 20 Ago. 2018.